

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA MAIN-D'ŒUVRE
DANS LES COLONIES FRANÇAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET DU CONGO

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 mai 1907, à 1 heure

PAR

Robert CUVILLIER-FLEURY

Ancien élève diplômé de l'École des Langues Orientales

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
GIDE, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA MAIN-D'ŒUVRE
DANS LES COLONIES FRANÇAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET DU CONGO

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 mai 1907, à 1 heure

PAR

Robert CUVILLIER-FLEURY

Ancien élève diplômé de l'École des Langues Orientales

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
GIDE, professeur.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr'.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

—
1907

Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

La question de la main-d'œuvre est actuellement la plus importante pour la mise en valeur de nos colonies de l'Ouest africain.

Elle n'a encore donné lieu à aucun ouvrage synthétique et n'a été traitée que d'une manière accessoire dans un certain nombre d'ouvrages généraux ou de brochures concernant spécialement telle ou telle colonie.

Il s'est constitué cependant un corps de doctrines entre lesquelles se partagent les théoriciens, les uns partisans, les autres adversaires du travail libre.

Ce sont ces différentes doctrines que, dans la première partie de ce travail, nous nous sommes efforcé d'exposer en faisant ressortir avec impartialité les avantages ou les inconvénients attribués à chacune d'elles.

Nous avons étudié les systèmes pratiqués dans les colonies étrangères, ce qui nous a permis, dans notre deuxième partie, de mieux apprécier la situation de chacune de nos colonies et de rechercher les meilleurs moyens de l'améliorer.

Nous serions heureux que cette étude, sans doute imparfaite, en suscitât d'autres sur la question de la main-d'œuvre noire dont la solution intéresse à

un si haut point la prospérité de nos établissements de l'Ouest africain.

Il nous reste à remercier tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans notre tâche : M. le bibliothécaire de l'Office colonial qui, avec tant d'amabilité, a guidé nos recherches, M. Paul Bourdarie qui nous a donné d'utiles conseils, et d'autres dont la science basée sur l'expérience nous a été si profitable.

Paris, le 30 avril 1907.

LA MAIN-D'ŒUVRE
DANS LES COLONIES FRANÇAISES,
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET DU CONGO

INTRODUCTION

Difficultés du problème de la main-d'œuvre noire.
La politique indigène.

Il n'est pas pour la mise en valeur des colonies, en général, de plus important et de plus délicat problème que celui de la main-d'œuvre; sa solution intéresse surtout les colonies d'exploitation où, sans le travailleur indigène, les efforts des capitalistes et des colons resteraient stériles.

En Afrique occidentale et au Congo, le problème est, en outre, très complexe; car ces contrées, la plupart pacifiées depuis peu, sont peuplées de races très différentes par leurs mœurs et leurs aptitudes, les unes passablement laborieuses, mais ignorantes, les autres apathiques et sans besoins qui les por-

tent au travail, d'autres enfin sauvages et rebelles à tout labeur.

Que de travaux, pourtant, sollicitent dans ces régions le labeur et l'intelligence des hommes : d'immenses étendues de terres fertiles à exploiter, des routes à ouvrir, des chemins de fer à construire!... Et que de questions se posent au sujet de cette tâche ! Étant donné que les indigènes seuls peuvent l'accomplir, seront-ils assez nombreux dans les régions où leur travail sera nécessaire ? Sinon, comment remédier à leur insuffisance ?

Seront-ils aptes au genre de travail qu'on leur demandera, et consentiront-ils à l'effectuer ? Si non quels moyens à employer pour les y préparer et au besoin pour les y entraîner ?

Quel régime leur appliquer ? Sera-ce celui de la liberté, de la réglementation ou de la contrainte ? Ou bien, si l'on ne trouve pas dans le pays même une main-d'œuvre suffisante en quantité et en qualité, faudra-t-il la chercher à l'étranger ?

Dans un pays comme l'Afrique où les populations sont si dissemblables, si hétérogènes, les solutions à ces questions doivent varier, suivant les aptitudes de chaque race, sa mentalité, ses mœurs plus ou moins barbares, ses besoins, d'où la nécessité d'étudier attentivement chacune d'elles. Cette étude doit porter aussi sur les colonies étrangères voisines se trouvant dans les mêmes conditions ethnographiques, afin de profiter de leurs expériences.

Les populations une fois connues, il faut savoir d'après quels principes, suivant quelle méthode, on résoudra vis-à-vis d'elles le problème de la main-

d'œuvre ; en un mot, quelle sera la *politique indigène* à suivre.

Cette politique, on le reconnaît, doit tendre à réaliser le bien-être physique et l'amélioration morale et intellectuelle de l'indigène, tout en respectant rigoureusement ses coutumes et ses institutions. Elles s'accordera d'ailleurs avec les intérêts des colons qui ne peuvent se passer du concours des indigènes et doivent les premiers profiter de leurs progrès.

Ce ne peut être une politique d'assimilation qui se ressentirait défavorablement de la contrainte exercée pour façonner les noirs à nos usages ; moins encore une politique de domination, mais une politique *d'association*, en vertu de laquelle le noir qui donne son travail acquerra, en échange, les avantages matériels et moraux que la civilisation procure. Qui ne voit alors l'influence qu'exercera sur la solution du problème une telle conception. Ne nous conduit-elle pas à respecter la propriété indigène ? Partout où celle-ci est formée, comme en Afrique occidentale, il nous apparaît que la question de l'exploitation des terres ne peut être résolue que par le seul travailleur indigène, cultivant en toute liberté son champ.

Mais, là où cette propriété n'existe pas, comme au Congo, il n'y aura aucun obstacle à la formation de grandes entreprises d'exploitation faisant appel à une main-d'œuvre *engagée*.

Quel que soit d'ailleurs le mode d'exploitation des terres, ou le régime du travail : travail libre, travail réglementé, c'est toujours la même politique qui s'impose.

Elle aura comme but, par une sorte de *tutelle* bienveillante, mais ferme, adaptée aux caractères si divers des indigènes, de leur donner le goût du travail qui doit les enrichir, de rendre leur labeur de plus en plus productif au moyen de l'enseignement professionnel et de l'amélioration de l'outillage, de leur assurer protection et sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens, de leur garantir une exacte justice, d'éveiller en eux le sens moral.

La solution de la main-d'œuvre noire tient tout entière dans ce programme d'éducation morale et sociale. C'est donc avec raison que M. Leseur, au Congrès de sociologie coloniale, a appelé cette question : « l'étude du côté moral et social de la colonisation ».

PREMIÈRE PARTIE

Caractères généraux du problème de la main-d'œuvre noire dans les colonies françaises de l'Afrique occidentale et du Congo.

I

LA PÉNURIE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La question du recrutement de la main-d'œuvre qui ne se pose pas dans les pays d'Europe, où la demande du travail est supérieure à l'offre, constitue, au contraire, pour la mise en valeur de nos colonies de l'Ouest Africain, où la demande est inférieure à l'offre, la difficulté la plus sérieuse à vaincre.

Dans ces colonies, les entrepreneurs ou directeurs d'entreprises n'arrivent pas, le plus souvent, à recruter la main-d'œuvre qui leur est nécessaire. Et quand ils y parviennent, après bien des difficultés, ils sont, à tous instants, exposés à être abandonnés par leurs travailleurs qui laissent les cultures en friche et les chantiers déserts. N'est-il pas à craindre que cet état

de choses, engendrant pour eux des risques continuels ou des pertes importantes, sinon la ruine, ne les décourage et ne les détourne des entreprises coloniales ?

Si telle est la situation, il importe d'en connaître les causes et d'en rechercher le remède.

Il est rationnel que, pour exploiter ses colonies de l'Afrique occidentale, la France ait recours, non à des travailleurs étrangers, mais aux populations indigènes qui aident au développement de la richesse dans la colonie parce qu'elles recueillent et consomment sur place le fruit de leur travail. C'est du reste une nécessité ; car la race européenne, et même toute race exotique, ne saurait se livrer dans les pays tropicaux et équatoriaux à aucun travail manuel. Seul, l'indigène, adapté au milieu dans lequel il vit, brave impunément les fatigues physiques que les étrangers ne peuvent affronter qu'aux dépens de leur vigueur physique et morale, de leur santé, de leur vie même.

Comme le disait M. Médard-Béraud, dans un rapport sur la main-d'œuvre au Congo, le blanc en particulier, qu'il s'agisse d'exploitation agricole ou forestière, d'œuvres industrielles, de travaux d'art, ne peut être que directeur ou contremaître. S'il travaille quelquefois de ses mains, il ne doit le faire que pour démontrer au noir la manière d'opérer. Il est indispensable, dans ces conditions, que les populations indigènes soient nombreuses. Mais, dit-on, nos colonies de l'Ouest africain trop peu peuplées ne peuvent fournir assez de travailleurs.

Évidemment, ceux qui formulent cette opinion ont été impressionnés par certains faits qui ont, jusque

dans ces derniers temps, contrarié l'accroissement de la population. Ces faits nous sont connus. Les principaux sont : la traite, les guerres et les razzias dues aux rivalités de races et de tribus et, il faut bien l'avouer, les exactions et les abus des Européens.

Dans la traite, il faut distinguer la grande traite et la petite traite.

La grande traite qui se faisait par mer n'existe plus depuis l'abolition de l'esclavage, et les vides qu'elle a creusés parmi les populations noires ont été, en soixante ans, à peu près comblés.

Mais la petite traite pratiquée seulement à l'intérieur de l'Afrique par les indigènes a exercé plus longtemps ses ravages. Elle ne pouvait être poursuivie, en vertu de la loi du 8 mars 1831, parce que cette loi ne s'applique qu'au cas où les traitants importent leurs esclaves par mer. Quant au décret du 27 avril 1848, qui, tout en s'appliquant aux faits de traite caractérisée, n'édicte comme sanction que la perte de la qualité de Français, il ne peut exercer qu'une action très restreinte. Le décret du 12 décembre 1905 est venu, enfin, interdire cette honteuse pratique. Il frappe, sous quelque forme que ce soit, tout acte accompli avec l'intention de disposer de la liberté d'un individu contrairement à sa volonté et doit, par là, contribuer à nous attirer la confiance et la sympathie de ceux de nos sujets noirs exposés, dans certaines régions, à être réduits en esclavage par des populations guerrières, souvent même anthropophages.

Remarquons que le décret de 1905 a une portée

générale; car il s'applique sur nos territoires de l'Afrique occidentale et du Congo à tous les individus, sujets français ou étrangers, qui participent directement ou indirectement à un fait de traite. Les contrevenants sont passibles d'amendes ou de deux à cinq années d'emprisonnement. Cependant, ce décret ne supprime pas les droits acquis; les indigènes possédant des captifs de case nés dans la maison n'y sont pas soumis; mais ils ne pourront désormais acheter ou vendre d'esclaves; de plus, aucun obstacle n'est apporté aux formes actuelles du mariage parmi les indigènes polygames qui achètent leurs femmes.

Les guerres ont été, pour l'Afrique noire, une cause active de dépopulation et de misère: guerres de races, guerres de tribus se manifestant par des incursions au cours desquelles le vainqueur pillait, brûlait les villages ennemis, massacrait les habitants ou les réduisait en esclavage, ne laissant que ruines partout où il passait.

Grâce à nous, ces funestes dévastations ont cessé; les terribles conquérants musulmans: Ahmadou, Samory, Rabah, ont disparu; les potentats indigènes ont mis un terme à leurs fantaisies sanguinaires; les rivalités de tribus se sont apaisées en partie et, si des cruautés sont encore commises, elles ne résultent plus, comme par le passé, d'un état d'hostilité ouverte, mais de coutumes barbares que notre devoir est de faire au plus tôt disparaître dans les régions les moins civilisées, comme le Haut Congo.

Il est arrivé que des Européens, ont fourni un aliment à ces luttes en vendant aux indigènes des armes

à feu et de l'alcool. Et encore, il importe de dénoncer les maladresses, les exactions, les cruautés mêmes dont certains fonctionnaires et colons se sont rendus coupables vis-à-vis des noirs. C'est ainsi qu'en les réquisitionnant pour le portage, en les obligeant à un labeur des plus pénibles et des moins rémunérés, on les a fait fuir à notre approche. Le recouvrement de l'impôt a produit quelquefois les mêmes effets; car il a été l'occasion de bien des violences. Ce sont là des abus graves contre lesquels un gouvernement a le devoir de sévir avec rigueur.

Par bien d'autres côtés, notre influence en Afrique a été des plus heureuses sur les populations et, loin de nous fuir, beaucoup nous ont accueillis en libérateurs. C'est qu'en effet nous leur apportons le bienfait le plus précieux : la paix, qui leur a permis de refaire leurs richesses détruites et d'en créer de nouvelles. Bien plus, nous avons entrepris de doter leur pays d'un puissant outillage économique : ports, routes, chemins de fer, autant de moyens d'augmenter l'activité du commerce, en facilitant les échanges, et de supprimer la corvée du portage. Nous essayons de protéger l'existence des indigènes contre les influences morbides; nous leur assurons, par l'organisation administrative, sécurité et justice. Somme toute, en dépit de quelques exactions, nous commençons à constater les heureux résultats de nos efforts en voyant les populations indigènes de nos colonies de l'Afrique occidentale se grouper autour de nos centres de production.

Tout en ne contestant pas ces améliorations, beaucoup disent que le problème de la main-d'œuvre

n'est pas résolu pour cela et que la pénurie subsistera, parce que le recrutement des travailleurs rencontre dans la paresse du noir un obstacle à peu près invincible.

Examinons la valeur de cette objection.

Il y a lieu d'observer d'abord que la paresse, en tant qu'instinct, n'est pas chose particulière au nègre. Beaucoup d'hommes, même parmi les civilisés, y sont sujets ; certains même s'y complaisent et préfèrent les jouissances qu'ils en retirent aux profits donnés par le travail. Et si celui-ci ne leur était imposé par les nécessités de l'existence, la plupart, sans doute, ne le rechercheraient pas. Cet instinct n'est-il pas toutefois plus marqué chez le nègre, par suite de l'influence déprimante qu'exerce sur son tempérament le climat chaud et humide des tropiques ? Nous ne le croyons pas, parce que le noir est façonné pour le milieu où il vit et qu'ainsi le climat n'est pas pour lui, comme pour l'Européen, un empêchement de se livrer au travail.

En réalité, la paresse du noir tient à deux causes : l'une réside dans les facilités de vie que lui offre une nature exubérante, l'autre dans l'absence de la plupart des besoins que connaît le monde civilisé. Pourquoi travaillerait-il puisque la nature lui permet de ne rien faire, ou à peu près ? Le souci de l'habitation, du chauffage, du vêtement n'existe pour ainsi dire pas pour lui ou se réduit au strict minimum. Sa case faite en branchages lui coûte peu de peine à bâtir ; quelques morceaux d'étoffe lui suffisent pour se vêtir. La chasse, la pêche, qui sont plutôt des divertissements, et quelques cultures vivrières assurent amplement

sa nourriture. D'autre part, quels besoins le sollicitent parmi ceux que nous nous sommes créés ? Il ne ressent ni le goût du luxe ni l'amour du bien-être, tel que nous l'entendons ; car, le bien-être, pour lui, consiste à ne rien faire. Il s'abandonne au penchant naturel de l'homme vers la paresse, il est exempt des désirs qui pourraient l'y soustraire.

Finalement, on doit espérer qu'au contact de la civilisation les causes de la paresse du noir agiront avec une puissance de moins en moins grande.

En ce qui concerne la facilité de vivre, le développement de la population, résultant de la sécurité assurée par la paix aux personnes et aux biens, rendra les moyens de subsister offerts par la nature relativement moins abondants, moins à la portée de tous et, par suite, le travail plus nécessaire. Quant aux besoins, l'exemple des civilisés ne peut manquer de les faire naître chez l'indigène très porté à l'imitation, ou bien tel ou tel des avantages que procure le travail deviendra un attrait qui l'y portera. Ce besoin satisfait en suscitera un autre, de sorte que, dans un grand nombre de cas, la paresse sera vaincue.

Il faut que nous soyons persuadés que la race noire est perfectible, comme toute autre. Cette conviction nous donnera l'esprit de suite et la persévérance nécessaires pour faire avancer les nègres, à leur profit, comme au nôtre, dans les voies de la civilisation.

La difficulté de la tâche ne doit pas nous rebuter. C'est le devoir des races plus avancées de tenter, avec pleine confiance dans le succès, l'effort créateur

du travail et de la richesse qui élèvera à la civilisation une foule d'hommes livrés à leurs instincts grossiers et barbares, végétant misérablement au milieu des ressources abondantes d'une nature qu'ils répugnent à féconder. Efforçons-nous de substituer, pour les indigènes de nos colonies, à la jouissance de la paresse, celle plus noble du travail qui les moralisera et leur fera goûter tous les bienfaits qui en découlent.

Le colonel belge Thys, dont l'autorité en cette matière n'est pas contestable disait : « C'est une erreur de croire que les noirs sont difficiles à entraîner au travail parce qu'ils n'ont pas de besoins et n'ont alors aucune raison de travailler. En réalité, entraîner les noirs au travail, c'est là une œuvre simplement humaine qui ne dépasse pas les forces de ceux qui s'y appliquent. » Il y a des moyens différents pour arriver à ce but ; mais tous découlent du même principe, à savoir « qu'il faut solliciter l'homme au travail en lui donnant des satisfactions d'homme. » Ces satisfactions seront moins d'ordre moral ou intellectuel que d'ordre matériel ; car, c'est à ces dernières que sont le plus sensibles les hommes les plus rapprochés de l'état de nature. M. J. Chailley, de son côté, fait remarquer qu'il fallait en somme procurer à l'indigène une certaine *douceur de vie*, que la tâche de modifier la mentalité du nègre exigeait beaucoup de volonté patiente et de temps. Il reconnaît que les procédés d'éducation employés envers les indigènes doivent varier suivant les colonies, et même dans l'intérieur de chaque colonie suivant les régions ; que, de plus, elles doivent être

appropriées au degré de civilisation auquel sont déjà parvenus les naturels. Selon lui, la règle du travail se rattache à la pratique d'une politique indigène adaptée à chacune de nos colonies, politique qui reconnaît les différences de races, de génie, d'aspirations et de besoins et qui conclut de ces différences à la nécessité de différences dans les institutions.

Cette diversité dans le degré d'aptitude des races indigènes explique celle des systèmes d'éducation et des moyens proposés pour combattre ou corriger leur paresse.

II

LES PARTISANS ET LES ADVERSAIRES DU TRAVAIL LIBRE

Que de discussions soulève la question des moyens de développer la main-d'œuvre, en remédiant à la paresse du noir !

Les opinions des auteurs les plus compétents et des hommes d'expérience sont souvent, en cette matière, des plus contradictoires.

Deux partis se sont formés : d'un côté, les partisans du travail libre, de l'autre, les adversaires, parmi lesquels les uns sont nettement partisans du travail forcé et les autres préconisent l'adoption d'un régime intermédiaire.

Nous allons, avant d'examiner les moyens pratiques que ceux-ci et ceux-là proposent pour la solution du problème, exposer les raisons sur lesquelles s'appuie leur opinion.

Les partisans du travail libre fondent leur doctrine sur des principes juridiques. Ils font valoir que la liberté du travail est un droit absolu qui n'admet aucune restriction, aucune exception. Elle est, disent-ils, l'extension naturelle de la liberté individuelle à

laquelle on ne saurait porter plus d'atteinte qu'au droit de propriété, droits inviolables chez tous les hommes, quels qu'ils soient.

Ils s'élèvent contre le préjugé qui répute la paresse un vice propre à tous les noirs. Bien au contraire, prétendent-ils, les noirs de l'Afrique occidentale, surtout ceux en contact avec les Européens, sont, à quelques exceptions près, de bons travailleurs. La preuve n'en est plus à faire pour les races sénégalaises des régions du Oualo, du Cayor, du Bondou et du Fouta, pour ne citer que celles-là. La construction des chemins de fer, qui s'effectue dans les autres colonies de la côte occidentale, démontre suffisamment les aptitudes au travail des races indigènes. C'est ainsi que, pour la construction du chemin de fer du Dahomey, on a toujours pu facilement recruter les travailleurs nécessaires — jusqu'à cinq mille hommes — sans porter préjudice aux travaux de culture et de récolte, sans menaces ni pression. « Nulle force de police n'existe sur les chantiers, aucune agitation, aucun incident, ne s'est produit (1). »

Pour le chemin de fer de la Guinée, qui avance très rapidement, le capitaine Salesses donne les mêmes renseignements (2). A la Côte d'Ivoire, où les indigènes sont plus arriérés, les Krous du littoral sont des travailleurs recherchés par toutes les colonies voisines. Dans le Haut-Congo même, on trouve des races laborieuses : telles les races Bandas du Gri-

1. *La main-d'œuvre indigène au Dahomey*, par Paul Masson. *Dépêche coloniale*, 18 juin 1902.

2. Voir *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, novembre 1901.

bingui et les Mandjias entre le Haut-Chari et l'Oubangui. « Les Bandas, nous dit M. Gentil qui a parcouru leur pays, sont d'excellents travailleurs. Il n'est pas douteux que les compagnies commerciales du Congo ne trouvent dans le pays Banda des auxiliaires très utiles. » Quant aux Mandjias « très craintifs, constamment razzés par leurs voisins, notre arrivée dans le pays, après avoir été pour eux un véritable sujet de terreur, est maintenant considérée comme une sauvegarde. Ils nous fournissent en très grande quantité les porteurs dont nous avons besoin. Grands producteurs de vivres, on peut trouver chez eux les légumes et le grain nécessaires à l'alimentation des Européens et des miliciens (1). »

Les colonies étrangères ne sont pas, à ce point de vue, dans une situation moins favorable. Au Cameroun, les Allemands sont parvenus, sans aucune violence, à faire effectuer par les indigènes certains travaux manuels. Les contrats de travail sont conclus librement entre l'employeur et le noir et fidèlement exécutés, sans qu'aucune sanction pénale soit nécessaire. Il en est de même au Togo. Bien que jouissant de toute liberté, les travailleurs restent souvent des années au service pourvu qu'ils soient convenablement traités (2).

Au Congo belge, le colonel Thys a réussi, pour la construction du chemin de fer, à recruter, dans le pays même un nombre suffisant d'ouvriers, ce qui lui a

1. Émile Gentil, *La chute de l'empire de Rabah*, Paris, 1902, pages 240, 253, 254 et 257.

2. Voir sur les colonies allemandes de l'Ouest Africain, rapport de M. Herzog, *Institut colonial international, session de La Haye*, p. 125.

permis d'affirmer qu'on pouvait toujours entraîner au travail l'indigène le plus sauvage quand on savait lui inspirer confiance et le traiter avec justice.

On peut conclure de tous ces exemples que, de sa nature, le noir n'est pas réfractaire au travail. « Partout où des conditions avantageuses lui sont offertes, on le voit travailler volontiers, sinon absolument comme l'Européen sous les climats tempérés, du moins dans une mesure très adaptée à la productivité naturelle du pays et au milieu environnant (1). »

Ce que les noirs recherchent et ce qu'il faut leur assurer avant tout, c'est la sécurité ou la protection contre toute atteinte à leurs personnes et à leurs biens.

Ajoutez-y de « bons traitements, des salaires élevés, une prime suffisante ». Il faut que les engagements pris envers eux soient strictement exécutés. « Et l'on pourra alors engager des noirs comme on engage des blancs ; ce sont les mêmes mobiles, les mêmes sentiments, les mêmes convoitises qui les guident (2). »

Un certain nombre d'années d'un régime de sécurité et de justice, conclut M. Leroy-Beaulieu, rendront possible l'emploi de la main-d'œuvre dans toutes les contrées noires, sans aucun mode de travail contraint.

L'éminent économiste montre ensuite à quels résultats conduirait le travail forcé : « on obtiendrait

1. Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, tome II, page 616.

2. *Institut colonial international*. Session de Bruxelles. *Question de la main-d'œuvre*.

peut-être un résultat momentané plus rapide, mais aux dépens de l'avenir... Au fond, cette œuvre serait mauvaise. Elle ferait fuir les noirs des districts où l'on introduirait ce système ; elle dépeuplerait ces régions. Elle associerait, en outre, étroitement chez ces populations enfantines l'idée de travail, surtout de travail au service des blancs, à l'idée de contrainte et de servitude. Il en résulterait que le travail serait de plus en plus honni et méprisé par elles. Le travail libre disparaîtrait et la notion même que le travail peut être accompli librement et par choix. Au lieu de préparer et d'initier les indigènes à un labeur volontairement accepté, ou même recherché, ou rendrait leur esprit complètement réfractaire à cette idée. »

Ceux qui partagent ces opinions ne méconnaissent pas l'influence que l'éducation exerce sur le noir, mais ils veulent que cette éducation ne s'impose à lui que par sa seule force ; ils n'attendent de bons effets que du développement libre de ses facultés ; ils pensent que l'exemple donné par des races plus perfectionnées, les bons traitements, les encouragements, « l'espérance qui, à la longue, est un motif plus puissant que la crainte », l'éveil de nouveaux besoins et les nécessités résultant de l'accroissement de la population amèneront progressivement les races noires aujourd'hui les plus réfractaires au travail à s'y soumettre d'elles-mêmes.

Dans leur optimisme, les prosélytes du travail libre estiment que, sous la seule influence de la civilisation, les peuplades sauvages de l'Afrique pourront effectuer leur évolution, lentement peut-être, mais d'autant plus sûrement.

Leurs adversaires reconnaissent facilement que le régime de liberté est le meilleur pour faire progresser un peuple qui a la conscience de ses destinées. Mais il s'en faut, disent-ils, que les peuplades noires de l'Afrique puissent toutes en bénéficier. Sans doute, la liberté est un idéal qu'il leur est possible d'atteindre, mais elles ne sauraient y prétendre sans transition, au même titre que les nations européennes parvenues à un degré avancé de civilisation et qui ont conquis cette liberté par une lente évolution. N'est-il pas dangereux d'accorder, dit-on, ce bienfait à des populations restées dans l'état primitif, non préparées à le recevoir et qui pourraient en faire un mauvais usage ? Que l'on considère les libertés qui forment la base de nos institutions, et l'on n'en trouvera pas une qui, dans la pratique, ne soit pour les noirs les moins civilisés de l'Afrique la source d'abus graves, en même temps qu'une cause de démoralisation : telle la liberté de croyances, qui est pour eux l'occasion d'exécutions sanglantes, en contradiction absolue avec la morale des races civilisées. Devrait-on encore, pour respecter la liberté, tolérer des coutumes aussi atroces que la traite, l'anthropophagie et les sacrifices humains ? L'amélioration des mœurs et des usages est l'œuvre du temps secondé par l'action civilisatrice. Sans doute, il importe de respecter l'esprit des institutions qui sont l'essence même d'une race et lui impriment son caractère distinctif ; mais on doit en combattre les manifestations abusives contraires à la morale et au droit humain, fût-ce en entravant la liberté. La liberté du travail n'est pas davantage respectable chez le noir, quand elle se

résout pour lui par le droit de ne rien faire. Le blanc, lui, ne voit dans cette liberté qu'un moyen de s'affranchir des contraintes extérieures qui dominent son existence ou contrarient son activité. Guidé par l'intérêt, il ne la fait servir qu'à développer ses qualités d'énergie et d'intelligence pour améliorer son sort. Le noir n'en use que pour satisfaire ses instincts innés de paresse.

C'est un droit et un devoir pour les civilisés de faire connaître au noir ses véritables intérêts qu'il ignore et de lui imposer le travail, afin qu'il rende sa condition meilleure et jouisse d'un bien-être qui lui fera mieux goûter la liberté. Il faut le « conduire doucement à l'apprentissage de la liberté », et faire pour lui du travail une obligation avant d'en faire une loi morale. Jusque-là, les bons exemples, l'éveil des convoitises, les besoins, s'ils ne sont pas impérieux, ne suffiront pas à l'y amener ; il doit être considéré comme un enfant auquel on ne saurait sans danger accorder, avant un certain âge, l'indépendance.

« Quand on conduit des noirs, on s'aperçoit vite qu'il faut employer à leur égard les mêmes procédés que ceux en usage avec les enfants tenus sous une tutelle étroite, durant leur jeunesse, ce qui ne les empêche pas, en grandissant, de devenir des hommes, des êtres qui réfléchissent et qui comprennent (1). »

Ce n'est pas uniquement au nom de l'intérêt matériel et moral des noirs qu'on leur refuse la liberté,

1. Rapport sur le budget du Ministère des Colonies, 1904. *Considérations sur la main-d'œuvre*. Saint-Germain.

c'est encore dans l'intérêt de la colonisation et des colons.

M. Leroy-Beaulieu, partisan du travail libre, voudrait que la colonisation et l'exploitation des terres fussent limitées à certaines régions où l'on serait sûr de trouver une main-d'œuvre suffisante, sans recourir à la contrainte. Mais les efforts des colons que l'on doit encourager se dirigent de préférence vers les contrées qui offrent des richesses plus nombreuses pour l'exploitation et des facilités plus grandes pour l'évacuation des produits. Sans doute, il serait désirable que la main-d'œuvre s'offrit d'elle-même ; cependant, s'il n'en est pas ainsi — et c'est le cas dans la plus grande partie du Congo — laissera-t-on inexploitées les richesses d'immenses régions pour ne pas porter atteinte à l'indépendance de peuplades barbares ? La France a besoin de nouvelles ressources, de nouveaux débouchés, de nouveaux placements rémunérateurs pour ses capitaux, de nouveaux champs d'activité pour ses nationaux ; elle doit les chercher partout. Partout elle doit protéger ceux de ses sujets qui, pour le plus grand bien de la mère-patrie, vont risquer au loin leurs biens et souvent leur vie dans des entreprises coloniales.

Certes, les exploitants n'attendent pas que les nègres prennent à force de temps le goût du travail. Ils demandent qu'on encourage leur initiative. « Leurs entreprises, nous dit M. A. Duchêne, chef du bureau de l'Afrique au ministère des Colonies, ne peuvent ajourner indéfiniment le succès et, si les populations indigènes, ni par *éducation*, ni par *besoin*, ne leur fournissent spontanément la main-d'œuvre qui leur

est nécessaire, elles y seront autrement incitées ; on la leur réclamera par *force* ; on essaiera de les y amener par *intérêt* (1). » Agir autrement, pour respecter la liberté d'individus qui en mésusent et ne seront pas de longtemps en état d'en apprécier les bienfaits en la dirigeant vers le travail, serait contraire aux intérêts des colons et vouer leurs efforts à l'insuccès. Le travail libre, au lieu d'être l'agent du progrès, ne lui serait alors qu'un obstacle. Il faudrait, sinon renoncer à la plupart des exploitations coloniales, au moins les ajourner jusqu'à ce que la lente action du temps eût fait du nègre un travailleur.

Doit-il en être ainsi ? Non. « Sur les retardataires de la grande famille humaine, la civilisation s'arroge, en vertu d'une sorte de droit d'ainesse, une sorte de tutelle et de haute direction ; elle se voit bien autorisée à certaines violences pour contraindre les arrières-gardes indolentes à concourir à l'exploitation de plus en plus intense du patrimoine terrestre (2). »

Tous les coloniaux qui proclament ainsi pour le noir l'obligation au travail sont unanimes à déclarer, du reste, qu'un tel régime n'est pas inconciliable avec les principes de justice et d'humanité. Si cette obligation vise l'intérêt du noir, son relèvement matériel et moral, si elle tend à lui faire connaître

1. Cité par Aspe Florimont dans son rapport adressé à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie sur « l'organisation économique de l'Afrique occidentale française. Liberté, réglementation. »

2. Billiard, *Rapport présenté au Congrès international de sociologie coloniale*, 1900.

les jouissances, le bien-être et le bonheur que le travail procure, à le soustraire aux vices et aux dégradations que la paresse engendre, il serait illogique, injuste et odieux qu'après avoir, par la contrainte, plié le noir au travail on en fit pour lui, non un attrait, mais un objet de crainte et de répulsion, non un moyen d'éducation, mais un instrument d'oppression. Et ce serait aller contre le but utile qu'on se propose, celui de servir, surtout pour l'avenir, les intérêts engagés.

Les procédés seront plus ou moins rigoureux mais toujours adaptés à la mentalité particulière des diverses peuplades. Pour leur faire aimer, puis rechercher le travail, il faut, d'abord, les traiter avec la justice qu'on leur doit, en outre leur montrer de la bienveillance, ne pas leur ménager les encouragements et les réconforts.

Dans la pratique, cette politique sage et humaine se traduira par le paiement d'un salaire proportionné à leurs besoins et à leurs facultés de travail, par l'attribution de primes propres à stimuler leur activité, par les soins apportés à leur santé, par les efforts faits pour améliorer, selon leurs goûts, leur vie matérielle. On respectera les personnes en excluant tout châtiment corporel, les biens en s'abstenant de toute dépossession arbitraire, les croyances et les coutumes, en tant qu'elles ne seront pas contraires à la morale et à l'humanité.

Il est juste que « la barbarie trouve dans le bénéfice de sérieux progrès matériels et moraux la rançon de son indépendance confisquée et que tout sys-

tème de travail imposé aux indigènes n'entrave pas l'amélioration de leur condition (1). »

D'autre part, il ne faut pas que la bienveillance et la douceur dégénèrent en faiblesse. La rigueur dont on fait usage pour amener l'indigène sur le chantier appelle la fermeté nécessaire pour l'y maintenir. C'est donc en pratiquant toujours la justice, en tempérant la contrainte par une bonté éclairée, la fermeté par la douceur, qu'on initiera peu à peu le noir aux mœurs d'une liberté sans abus.

Telles sont les idées générales qui caractérisent le travail par contrainte.

La variété des systèmes proposés pour développer la main-d'œuvre dans nos colonies de l'Ouest Africain montre assez que le problème n'est pas susceptible d'une solution unique et qu'il faut, pour le résoudre, selon les cas qui se présentent, tenir compte du degré de civilisation déjà atteint par telle ou telle peuplade et de sa mentalité spéciale. Celle-ci peut être émancipée, celle-là tenue en tutelle... Il incombe aux gouverneurs dans une région déterminée, aux administrateurs dans leurs cercles, de faire une étude attentive du caractère et de la mentalité indigènes et, sur ces données, d'organiser le travail selon la raison et l'équité. Le régime de la liberté étant certainement le meilleur, il ne faut pas hésiter à l'instituer partout où il convient.

Mais, partout ailleurs, la liberté du travail doit être ou supprimée ou plus ou moins restreinte. Les partisans du travail libre n'échappent pas eux-mêmes

1. Billiard, *op. cit.*

aux nécessités ambiantes, ils ne peuvent en Afrique l'appliquer d'une manière absolue. Ils sont obligés de faire aux adversaires de leur doctrine des concessions légitimes ; en certains cas, ils reconnaissent que la contrainte s'impose, tout au moins pour obliger le noir à tenir ses engagements.

Dans une question aussi complexe que celle de la main-d'œuvre noire, aussi embarrassée de contingences, aussi dépendante des circonstances, des lieux et des hommes, on ne peut formuler que des règles variables selon les cas. Adaptées en premier lieu aux nécessités de la colonisation, elles devront être transformées au fur et à mesure des progrès de la civilisation chez les indigènes, de manière à évoluer vers le régime de liberté.

Après avoir exposé, dans leurs éléments essentiels, les deux doctrines adverses, celle du travail libre et celle du travail par contrainte, nous abordons la recherche des moyens pratiques destinés à solutionner la question de la main-d'œuvre noire. Cela nous conduit à examiner les principaux systèmes qui ont été proposés. Ces systèmes vont du régime de l'esclavage à celui du travail libre en passant par des régimes intermédiaires de contrainte plus ou moins marquée. Il importe de connaître les idées dont ils s'inspirent, leur valeur pratique et, d'une façon générale, leurs avantages et leurs inconvénients, tant au point de vue de la condition des indigènes et des colons qu'à celui de l'avenir de la colonisation qui en dépend.

III

L'ESCLAVAGE

Aucun des partisans les plus résolus du travail forcé n'oserait maintenant demander le rétablissement de l'esclavage. Tout système de contrainte n'est en effet légitime, pour ses partisans, que s'il est compatible avec l'amélioration matérielle et morale des noirs et s'il leur assure des avantages capables de compenser le sacrifice de leur liberté. Or, cette condition n'est pas réalisée par l'esclavage. L'esclave n'est pour le colon qu'un instrument personnel d'enrichissement. Il ne peut améliorer sa condition ni dans le présent, puisque les fruits de son travail appartiennent à son maître, ni dans l'avenir, après son affranchissement, puisque son ancienne condition lui a inspiré le dégoût du travail qui a été pour lui sans profits et dont il n'a connu que les peines.

L'individu asservi n'acquiert pas le goût du travail. On l'a bien vu, lors de l'abolition de l'esclavage. La plupart des noirs rendus à la liberté se sont refusés à travailler. « L'abolition immédiate et en masse de l'esclavage, écrivait M. Bonet-Maury, a

été plus nuisible qu'utile aux noirs mêmes (1). » Il eût certes mieux valu, comme certains le proposaient, avant de libérer définitivement les esclaves, les faire passer par un état transitoire de demi-contrainte, où ils auraient pu se préparer à leur nouvelle situation d'hommes libres. On ne leur aurait plus alors imposé le travail que pour leur montrer les avantages qu'ils pouvaient en retirer. Et, par degrés, sous l'impulsion de l'intérêt personnel, on les aurait conduits à le rechercher librement.

En même temps, on eût évité la crise agricole qui a suivi la libération des esclaves et qu'on n'a pu atténuer qu'en allant chercher à l'étranger des travailleurs importés, suivant des procédés pleins d'entraves et de périls.

Il est certain que les descendants actuels des anciens esclaves n'ont pas encore, au contact de la civilisation, acquis le goût du travail d'où les éloigne leur prédisposition innée à la paresse jointe à l'extrême simplicité de leurs besoins. Ils professent, surtout pour les travaux des champs qui leur rappellent trop leur ancienne condition, un mépris absolu. Le noir ne travaille, du reste, en général, que juste pour gagner ce qui est indispensable à son existence. Une expérience assez curieuse et tout à fait concluante a été faite à cet égard sur l'une des exploitations du Crédit foncier colonial, à la Guadeloupe. Dans l'espoir d'attirer des travailleurs et surtout d'obtenir un travail régulier (sur cette exploitation, les noirs ne travaillaient que qua-

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1900.

tre heures par jour, de 7 heures à 11 heures du matin, et n'étaient payés qu'un franc), on résolut, il y a quelques années, de porter le salaire de 1 franc à 1 fr. 25. Voici quel a été le résultat. Au lieu de travailler cinq jours par semaine, les noirs ne voulant gagner que les 5 francs qui leur étaient nécessaires, n'ont plus travaillé que quatre jours. Il n'est pas douteux que si le salaire avait été élevé à 2 fr. 50, ils n'auraient plus travaillé que deux jours (1).

Ce n'est pas seulement, comme l'a dit M. Leroy-Beaulieu, au point de vue moral mais aussi au point de vue économique que l'esclavage « forme des sociétés anormales ». Il a pu, dit-il, présenter à l'origine des avantages, en permettant de mettre immédiatement en exploitation de riches contrées, en provoquant l'enrichissement des colons et en développant énormément la production de certaines denrées, le sucre et le coton spécialement, ce qui a profité aux sociétés européennes ; mais cette fabrication à outrance d'un seul produit aurait fini par périr de son excès même, en amenant d'abord des crises de surproduction et, finalement, la pauvreté par l'épuisement du sol (2).

La traite et l'esclavage, malgré leurs multiples inconvénients, n'ont pas disparu partout à la fois. La traite des esclaves supprimée à des époques différentes par les nations européennes et par les Etats américains, existe encore en Afrique. Elle se fait pour le compte des nations musulmanes, mais les peuples civilisés, en prenant possession du continent

1. Depincé. *Revue coloniale*, 1900.

2. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 596.

africain, l'ont considérablement réduite. La conférence anti-esclavagiste internationale réunie à Bruxelles, en 1890, a pris des mesures sévères pour la faire disparaître peu à peu. En France, le décret de 1903 tend à l'abolir d'une façon radicale en frappant les traitants de peines d'amende ou d'emprisonnement. Malgré tout, elle n'a pas encore complètement disparu. Les marchés extérieurs, africains ou asiatiques, sont constitués surtout par les États musulmans de ces contrées. Citons le Maroc, la zone méridionale de l'Algérie et de la Tunisie, l'Égypte, la Tripolitaine et, surtout, l'Arabie, la Turquie d'Asie et d'Europe, la Perse même. C'est récemment que ce commerce a disparu de Madagascar (1). Le chiffre des noirs enlevés ainsi chaque année à leur pays d'origine atteint près de 80.000, et il faut y ajouter ceux qui sont retenus sur les marchés intérieurs, ceux qui périssent en route, succombant aux privations ou aux mauvais traitements. Une des forces vives de l'Afrique occidentale lui est ainsi enlevée par l'avidité des traitants.

La suppression de la traite amènera nécessairement celle de l'esclavage. Tel qu'il est pratiqué actuellement, l'esclavage africain est loin de ressembler à l'ancien. Autant celui-ci était dur et comportait pour l'esclave une situation misérable, autant celui-là est doux et supportable, on lui a donné le nom d'esclavage de *case*. Les esclaves de *case* ne sont autres que des captifs provenant des razzias faites au cours des guerres. Chez les peuplades anthropophages les

1. Joyeux. *L'Afrique française*, page 40.

plus sauvages et les plus primitives, comme au Congo, ces captifs servent le plus souvent de provisions de bouche ; on les engraisse et on les mange. Dans nos autres colonies de l'Afrique occidentale, beaucoup de ces prisonniers de guerre étaient, à l'origine, des victimes désignées pour les sacrifices. Mais, les mœurs s'adoucissant au contact de la civilisation, les sacrifices humains sont devenus de plus en plus rares et la plupart des captifs sont employés comme esclaves.

L'institution de l'esclavage africain ne tend, en somme, qu'à résoudre la question de la main-d'œuvre entre indigènes. L'homme libre se décharge, en général, sur son esclave de toutes les besognes ennuyeuses ; mais la situation de celui-ci n'est pas malheureuse. Il fait pour ainsi dire partie de la famille de son maître qui le traite avec douceur. Sa situation n'est pas considérée comme déshonorante et même son influence peut être assez grande dans les affaires domestiques. Il commande quelquefois à d'autres esclaves, particulièrement à ceux des champs, dont le sort est manifestement moins bon. L'esclave travaille un certain nombre de jours pour son maître (4 en général) ; mais, quand la besogne qui lui est désignée lui déplaît, il lui arrive de la refuser et le maître se borne à constater que son esclave est paresseux.

L'homme libre est généralement moins paresseux que l'esclave. On s'en aperçoit lorsqu'on est obligé de faire, avec des porteurs, de longues étapes ; les esclaves, généralement beaucoup plus gras que leurs maîtres, sont les premiers à refuser de marcher et à

se plaindre. Lorsqu'un chef de village auquel on a demandé des porteurs veut être aimable, il ne manque pas de fournir des hommes libres et, au départ, de faire remarquer « tu feras bonne route aujourd'hui ; je ne t'ai pas mis un seul esclave parmi tes hommes. » La prédiction est toujours réalisée (1).

Le sort de l'esclave de case est donc assez heureux et ne diffère guère de celui de l'homme libre. Si l'esclave doit suivre partout son maître et accomplir pour lui quelques travaux de faible importance, en revanche, celui-ci doit lui fournir tout ce dont il a besoin. On conçoit dès lors que la situation d'esclave soit très bien supportée par des individus qui, sans elle, ne pourraient que vivre misérablement.

Ajoutons que la suppression de la traite aura sans doute pour résultat d'empêcher la vente des captifs faits au cours de razzias sans amener toutefois la disparition de l'esclavage de case, institution familiale qui peut exister indépendamment de tout fait de traite, les enfants de l'esclave de case étant astreints à la même situation.

L'esclavage, même celui de case, ne peut donner une solution satisfaisante à la question de la main-d'œuvre. Il contrarie le développement naturel des facultés de l'individu, annihile sa personnalité et lui enlève la responsabilité de ses actes. Tel qu'il est pratiqué dans l'Afrique occidentale, il livre à une vie facile et paresseuse des hommes qui, s'ils étaient adroitement stimulés par l'aiguillon de l'intérêt, auraient pu devenir d'actifs travailleurs, désireux de s'enrichir par leur labeur.

1. Famechon, *Notice sur la Guinée*. Exposition 1900.

IV

LA CONTRAINTE INITIALE

Si la doctrine de l'esclavage est définitivement condamnée, il n'en est pas de même de celle du travail forcé qui rallie au contraire des partisans nombreux et convaincus. Précisons les idées fondamentales sur lesquelles s'appuie cette dernière.

Le travail forcé, nous dit-on, a sa raison d'être dans l'état de civilisation du pays où il est appliqué. Pour en comprendre la nécessité, il faut considérer des peuplades complètement sauvages et absolument réfractaires à toute idée de travail, surtout de travail régulier. Ces peuplades existent malheureusement en assez grand nombre au Congo, et même dans certaines régions de l'Afrique occidentale. Au milieu d'elles, vivent des colons qui dirigent de vastes exploitations. Ne pouvant faire venir des autres colonies les travailleurs dont ils ont besoin, car les frais de déplacement absorberaient une grande partie des bénéfices, ils doivent recourir aux indigènes de la région non disposés au travail. Sans doute, on peut espérer les y amener en leur créant des besoins et en leur inspirant le goût de les satisfaire. Il est

bon de l'entreprendre. Cependant, si cette tentative échoue, il ne reste qu'un moyen de vaincre la mauvaise volonté de l'indigène ; c'est de lui imposer le travail.

On vante les excellents effets que produit un tel régime, au point de vue de l'amélioration morale et matérielle du noir, en le déroband à l'oisiveté, en ne lui laissant plus le loisir de se livrer à la guerre et au pillage, en développant chez lui des habitudes laborieuses, en augmentant ses ressources, en le relevant de sa situation inférieure et en lui fournissant les moyens de lutter efficacement contre ceux qui peuvent abuser de sa faiblesse, enfin, en inaugurant entre lui et le colon un régime d'association profitable à chacun d'eux (1).

On compte atteindre ces résultats sans recourir aux violences physiques. A part l'obligation pour l'indigène d'accomplir le travail fixé, il n'y aura aucune différence entre lui et le travailleur libre. On respectera ses mœurs et ses croyances, on lui assurera une rémunération équitable, on lui laissera la disposition de ses gains et de ses loisirs ; on lui permettra la vie de famille ; on l'encouragera même par des primes et des récompenses. De plus, on recommande de mettre à sa disposition tout ce qui peut lui être utile ou agréable, de créer, par exemple, à côté des chantiers des institutions lui permettant de dépenser son salaire parce qu'il ne s'agit pas encore pour lui d'épargner, mais d'avoir la certitude qu'a-

1. Institut colonial international. Session de Bruxelles 1899. Question de la main-d'œuvre. Voir plus haut chapitre II.

vec le fruit de son travail il peut augmenter son bien-être (1).

De cette façon, croit-on, l'indigène le plus arriéré parviendra à comprendre l'utilité, puis la nécessité du travail régulier ; il se décidera de lui-même à le rechercher quand il en aura constaté les avantages : nourriture abondante, logement convenable et autres satisfactions. Ce qui n'était d'abord pour lui qu'un luxe auquel il restait indifférent prendra plus ou moins vite un attrait qui le tentera, puis la force d'un besoin qui le poussera au travail.

Ce système, ajoutent ses partisans, n'offre aucune ressemblance avec l'esclavage, car il ne confisque ni les biens, ni même la personne du noir en dehors de l'astreinte à un travail déterminé. Il diffère aussi du servage, auquel on le compare à tort, en ce qu'il n'exige aucune prestation en faveur du maître. Mais, ce qui lui donne surtout sa physionomie c'est son caractère provisoire nettement défini par la dénomination de « contrainte initiale » Cela signifie que la contrainte devra disparaître au moment où l'indigène, par suite de son développement intellectuel et moral, percevra les profits à retirer d'un labeur régulier, dont les conditions seront déterminées par contrat. Une observation attentive déterminera ce moment qu'il ne faudra ni hâter ni retarder, sous peine de s'exposer à de graves mécomptes.

Ainsi, pour ceux qui sont persuadés que le noir est incapable d'initiative et, qu'en l'abandonnant à lui-même, on attendrait vainement que le cours nor-

1. Institut colonial international, *op. cit.*, p. 128.

mal des choses le conduisit à se soustraire à l'état de paresse dans lequel il végète, on doit nécessairement confisquer en partie sa liberté jusqu'à ce qu'il ait appris à en faire un usage utile.

Le système de la contrainte initiale a pris le nom de son organisateur, le général Van der Bosch qui l'a, pendant près d'un demi-siècle, appliqué à la colonie hollandaise de Java avec un grand succès. L'État hollandais, s'étant fait entrepreneur de cultures, obligeait les indigènes à cultiver pour son compte sur le cinquième de leurs terres les denrées coloniales; il achetait leurs récoltes au prix qu'il lui convenait de fixer et les revendait ensuite, par l'intermédiaire d'une société, avec un énorme bénéfice qui dépassa certaines années 150 millions (1). Ce régime a beaucoup contribué à la prospérité économique de Java, donné une vive impulsion à la culture indigène, produit d'excellents effets tant pour l'État qu'il a enrichi que pour les indigènes dont il a sensiblement amélioré le sort (2).

Il est à prévoir que le système de la contrainte appliqué à nos colonies de l'ouest africain se heurtera dans la pratique à la résistance de l'indigène qui prétendra ne pas travailler contre sa volonté, ou ne manquera pas de fuir, s'il est mécontent du sort qu'on lui fait. C'est là une difficulté très sérieuse, et divers moyens ont été proposés pour la surmonter.

L'un de ces moyens consiste à dépayser les travailleurs, en les recrutant sur un point pour les employer sur un autre. L'indigène qui se sent ainsi éloigné de

1. E. Fallot. *Avenir colonial de la France*, p. 169.

2. Inst. colonial international, Session de Bruxelles.

son pays d'origine et entouré de populations parfois hostiles, hésite à s'enfuir (1).

M. Bourdarie vante aussi ce moyen, excellent, selon lui, pour soustraire le noir aux influences de village et de parenté. Mais n'est-il pas à craindre que le noir ainsi dépaysé ne trouve dans l'éloignement qu'il subit un encouragement à fuir par la facilité plus grande de se dérober aux recherches ? Cela paraît probable. Il semble au contraire que le noir, attaché à son foyer, à sa tribu, acceptera mieux le travail au milieu des siens, surtout si ceux-ci le partagent avec lui.

D'un autre côté, l'autorité coloniale s'exercera ainsi d'une façon plus efficace par l'intermédiaire des chefs indigènes sur les populations qu'ils connaissent.

Pour empêcher le noir de s'enfuir, il n'existe qu'un moyen véritablement efficace : la séquestration. Elle est pratiquée par la Société qui, dans l'Afrique australe, exploite les usines de diamant de Kimberley.

L'indigène, une fois son engagement signé, est parqué dans une cité ouvrière, ou *compound*, d'où il ne sortira plus pendant tout le temps prévu dans son contrat, si ce n'est pour descendre dans la mine qui communique avec le compound par un passage couvert. Les noirs soumis à ce régime sont fort bien traités par la Compagnie ; ils peuvent acheter à l'intérieur du compound tout ce qu'il leur faut, occupent des cases confortables et sont soignés en cas de maladie dans un hôpital annexé à la cité. « Ils sem-

1. Bruncau de Laborie, *La main-d'œuvre à la Côte-d'Ivoire*, 1902.

blaient tous contents de leur sort », écrit M. Pierre Leroy-Beaulieu qui les a visités et auquel on en a montré un séquestré depuis sept ans sans interruption (1).

Ce procédé très critiquable peut être appliqué seulement à certaines entreprises. Il empêche les indigènes de fuir, mais il ne suffit pas à contraindre au travail les plus récalcitrants ; car ceux-ci ont toujours la ressource, soit de feindre la maladie, soit d'opposer la force d'inertie ou de fournir une somme de travail dérisoire dans l'espoir que, de guerre lasse, on les laissera tranquilles. Faudrait-il recourir, dans ces cas, aux châtimens corporels ? Ce genre de contrainte est fort justement l'objet d'une réprobation unanime. Ce serait le renouvellement des scandaleux abus de l'esclavage.

En pratique, on s'adressera aux chefs de village pour fournir, moyennant rémunération, un certain nombre de travailleurs. Mais, si ceux-ci refusent leur concours, on se trouvera dans l'alternative de les violenter. Où sera-t-on entraîné ainsi ?

Le système de travail forcé ne peut être effectivement réalisé qu'au moyen de la traite et de l'esclavage. Il est des coloniaux qui proposent dans ce but l'emploi des institutions de ce genre actuellement existantes en Afrique. Ainsi M. Colrat de Montrozier, membre de l'ancienne mission commerciale Bonnel de Mézières, voudrait que, dans les régions les plus sauvages de l'Afrique, comme le Haut-Congo, on recrutât les

1. Pierre Leroy-Beaulieu. *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, p. 293 et suiv.

travailleurs au moyen de la traite. « Il faudrait, dit-il, dans la mesure du possible, nous substituer aux Arabes, acheter les esclaves et les libérer. On les mettrait ensuite dans des villages sous l'autorité directe du poste français ; on leur permettrait de se créer une famille. Mais, ce ne serait rien d'avoir reconstitué les peuplades si, en même temps, nous ne les rendions pas plus aptes à coloniser le pays. On ne peut espérer leur donner le goût du travail qu'en le leur imposant d'abord... ; le travail est la rançon de la liberté (1). »

Ce que l'auteur ne nous fait pas connaître, ce sont les moyens qu'il emploierait pour imposer le travail à ceux qui s'y refuseraient absolument. Ce ne pourrait être que la violence.

La supériorité du régime de contrainte sur celui de l'esclavage vient surtout, nous dit-on, de ce que le premier assure les mêmes avantages que le travail libre, et laisse au noir la faculté de disposer plus tard de lui-même, lorsqu'il se trouve en état d'utiliser l'éducation qu'il a reçue. Cela exige deux conditions cependant : la première que les employeurs traitent toujours les noirs avec douceur et bienveillance, tant qu'ils ne seront pas forcés de recourir à des mesures sévères ou violentes pour vaincre une mauvaise volonté notoire ; la deuxième est que le système soit effectivement abandonné quand le noir sera capable de se diriger lui-même.

La première condition ne serait jamais satisfaite

1. Colrat de Montrozier. *Deux ans chez les anthropophages et les sultans du centre africain*, 1902.

si l'on confiait l'application du système à des particuliers. Ils en feraient certainement un abus détestable, en l'utilisant pour eux, à l'encontre du noir, comme un instrument d'enrichissement rapide et de spoliation. Bien plus, il semble, par l'exemple de ce qui s'est passé à Java, que l'État aussi, en devenant entrepreneur et directeur d'exploitation, n'échapperait pas aux mêmes abus. Nous savons, en effet, que dans le système Van der Bosch, l'État hollandais achetait aux indigènes leurs produits à un prix très inférieur fixé arbitrairement et les revendait à gros bénéfices. C'était là, sans doute, un moyen profitable aux finances de la métropole mais, en même temps, un excès très répréhensible de pouvoir. Ce système d'exploitation ne pouvait durer longtemps ; il devait, en spoliant l'indigène, le décourager et, finalement, l'éloigner du travail libre, au lieu de l'y préparer. La Hollande a, du reste, su l'abandonner à temps pour éviter des conséquences désastreuses.

Quant à la seconde condition, il est probable que les exploitants, surtout si ce sont des particuliers, n'auront pas le désintéressement de renoncer aux bénéfices procurés par le système de contrainte, en rendant au noir sa liberté dès qu'il sera capable d'en tirer un profit personnel. S'il en était ainsi, le système perdrait son caractère particulier ; il ne serait plus qu'une exploitation outrancière et spoliatrice de l'indigène qui ramènerait au servage et même à l'esclavage.

Tels sont les dangers et les abus du travail forcé. Il ne peut s'appliquer que dans des cas exception-

nels à des populations indolentes, faibles, faciles à manier ; il doit nécessairement échouer chez celles qui sont en progrès, ou trop sauvages, trop belliqueuses, trop indépendantes pour se plier à une discipline quelconque. Encore faudra-t-il, toutes les fois que ce système pourra être employé, beaucoup de tact et de prudence dans la pratique. Tout d'abord, on s'efforcera de persuader à l'indigène que l'on a en vue son intérêt ; on lui démontrera les avantages assurés par le travail, afin d'obtenir qu'il se soumette, dans le présent, au régime qu'on lui impose.

On l'acheminera ainsi vers la liberté plus ou moins prochaine qu'on lui fera entrevoir comme le meilleur moyen d'améliorer par lui-même sa situation.

Lorsque le noir soumis au régime de la contrainte initiale aura acquis un petit pécule et réclamera sa liberté pour jouir du fruit de son labeur, il sera sage de la lui accorder. Une fois ce pécule épuisé, il reviendra demander au travail la faculté d'en constituer un nouveau.

On doit admettre que chaque travailleur pourra être libéré individuellement, tous ne progressant pas également et ne se trouvant pas en même temps dignes de la liberté. La faveur justifiée que l'on accordera aux uns servira de stimulant aux autres. En aucun cas, il ne sera fait usage de violences physiques ; elles laissent après elles le découragement qui appesantit le joug, ou la crainte qui déprime la volonté, ou le ressentiment qui engendre la révolte. C'est sans doute par l'application de quelques-uns de ces principes et par suite d'un concours de cir-

constances heureuses que le système du travail forcé a réussi à Java. Le caractère assez doux des indigènes s'y prêtait. En outre, l'organisation d'une culture intensive avait permis de maintenir les indigènes sur les terres où ils se trouvaient. Ils y vivaient en famille, sans mélange de travailleurs recrutés au dehors qui auraient pu exercer sur eux une influence fâcheuse.

Malgré tout, les vexations et les violences n'avaient pas manqué et un malaise pesait déjà sur la colonie au moment où la Hollande se décida à renoncer au travail forcé.

Nous pouvons donc conclure que le système de la contrainte initiale est peu pratique et présente de graves inconvénients, si les populations qu'on y soumet n'y sont pas appropriées. Aussi ce système commence-t-il à rencontrer, même parmi ceux qui sont le plus immédiatement intéressés au succès des entreprises coloniales, des adversaires pensant que le problème de la main-d'œuvre noire en Afrique peut recevoir une solution moins radicale.

V

§ 1. — L'impôt.

Sans rejeter le principe de l'obligation au travail, et, tout en repoussant le système de la contrainte initiale comme excessif et peu pratique, certains inclinent à croire que l'impôt est le seul moyen d'imposer à l'indigène un travail profitable à la colonisation. Celui-ci mis dans la nécessité de s'acquitter d'un tribut que l'État a le droit de lui réclamer ne peut le faire qu'en travaillant.

Cet impôt, dit-on, devient un puissant stimulant au travail. Afin de payer ce qu'on exige de lui, il entre en contact avec le blanc, lui loue ses bras pour gagner un salaire, ou lui vend ses produits et, peu à peu, s'aperçoit des multiples avantages que peut lui procurer une activité plus soutenue. Il éprouve des désirs, des besoins nouveaux ; il est gagné à la civilisation. Cet effort n'est pas destiné à cesser quand l'indigène se trouve en mesure d'acquitter sa dette ; il a plus de portée ; car, avec l'habitude du travail, l'impôt donne au noir celle de posséder et de manier de l'argent ; il lui procure les satisfactions qui résultent de ce maniement et en laisse subsister l'impérieuse nécessité. Ayant désormais des besoins, l'indigène se trouve soumis à la loi

du travail. C'est, pour lui, un grand pas accompli hors de sa barbarie native et, pour l'Européen : colon, commerçant ou planteur, l'acquisition indirecte et précieuse de la main-d'œuvre (1).

Ce système semble présenter de grands avantages. Dans les régions où la monnaie sert aux échanges, l'impôt est versé en espèces dans les caisses de l'État ; dans celles où règne encore le troc, il est acquitté en nature et l'administration en rétrocède les produits aux compagnies commerciales, ou aux sociétés concessionnaires, aux prix fixés par une mercuriale annale qui évalue ces produits au point de vue de l'impôt.

L'administration et les compagnies profitent ensemble de cette manière d'opérer ; l'une, en transformant en numéraire les produits tarifés, les autres, en recueillant les fruits du travail de l'indigène qu'elles n'auraient peut-être pu se procurer autrement. Quant à ce dernier, la nécessité de s'acquitter de l'impôt pourra, dans une certaine mesure, lui donner l'habitude du travail et l'inciter à le poursuivre pour s'en attribuer directement les profits.

Afin de produire ces résultats, il semble que l'impôt indigène, en l'espèce l'impôt de capitation, doive posséder deux qualités : 1° être assis avec justice ; 2° être facile à percevoir. Comme ces qualités n'ont pas été réalisées partout, et principalement dans les régions où leur action sur le travail indigène serait sans doute le plus utile, il est nécessaire qu'une expé-

1. Rapport au Sénat sur le budget du ministère des Colonies, Saint-Germain, 1905 et 1906.

rience plus générale démontre l'efficacité du système.

En premier lieu, l'impôt indigène doit être *juste*. Cela ne peut évidemment s'entendre d'une façon absolue ; car, en présence de la complexité des cas, il faut, dans la pratique, se contenter d'une équité approximative.

En second lieu, l'impôt doit être *facile à percevoir*, ce qui exige qu'il soit appliqué sans heurts ni vexations, qu'il soit adapté aux sentiments et aux habitudes des populations, et que, par suite, il varie selon les régions.

L'impôt indigène ne sera juste que s'il remplit deux conditions essentielles : 1° être proportionné aux facultés contributives de la population, par quoi il faut entendre surtout les richesses naturelles du sol, celles que produit le travail pouvant être nulles, ou à peu près ; 2° être exclusivement employé dans l'intérêt général des contribuables et leur procurer certains avantages matériels.

La première condition est satisfaite dans toutes nos colonies de l'Ouest africain, où le tarif de l'impôt, variant suivant les régions de deux à quatre francs par an et par tête d'habitant, paraît très modéré.

Pour la seconde, il n'en est pas de même. Dans beaucoup de régions de l'Afrique occidentale et surtout du Congo, l'impôt ne correspond à aucun service rendu par l'administration locale. Si faible soit-il, il ne peut manquer de paraître illégitime aux indigènes, s'il n'a pour emploi la construction de voies terrestres, l'amélioration de voies navigables, s'il n'assure la protection contre les meurtres et les pillages des peuplades ennemies, la sécurité pour les personnes

et pour les biens, la justice repousse les affaires... Autrement, ils se refuseront à le payer. Si on veut le leur imposer par des mesures coercitives, ils se révolteront ou s'enfuieront pour s'y dérober.

Alors l'impôt, au lieu d'être pour l'indigène un moyen de civilisation et d'encouragement au travail, deviendra une contrainte faisant obstacle à tout progrès.

En admettant même que le principe de justice soit observé et l'impôt accepté facilement par l'indigène, il n'en résultera pas que celui-ci contractera le goût du travail régulier, s'il a la faculté de ne travailler que juste ce qu'il faut pour se libérer.

La perception des taxes proportionnées aux forces contributives des populations sera certainement d'un grand secours au gouvernement de la colonie pour assurer les services de police et pour effectuer les travaux publics ; mais les colons, auxquels la main-d'œuvre est nécessaire pour l'exécution des entreprises au succès desquelles est lié le sort de la colonisation, ne profiteront qu'indirectement de l'impôt, soit que l'administration leur rétrocède les produits en nature qui le représentent, soit que l'indigène leur vende ses produits, ou leur loue ses bras pour se procurer la somme exigée de lui, lorsque la perception sera faite en numéraire. Ce serait d'ailleurs une dangereuse conception que de vouloir attribuer directement aux colons les bénéfices de l'impôt fourni par le travail de l'indigène. Celui-ci, voyant que cet impôt établi dans l'intérêt du colon ne se justifie à son égard par aucun dédommagement, se refuserait au travail et serait prêt à la révolte.

Est-il possible de faire sentir moins lourdement aux indigènes la charge des taxes, en d'autres termes d'en *faciliter* la perception ?

L'indigène ne reconnaît pas toujours la légitimité de l'impôt. Certaines peuplades du Congo, que des explorateurs ont séduites par des cadeaux, s'étonnent qu'on vienne ensuite leur réclamer un impôt, et deviennent hostiles. D'autres n'admettent pas qu'une taxe leur soit demandée par un gouvernement dont cette exigence seule leur révèle l'existence. Beaucoup ne comprennent pas l'emploi qui sera fait des sommes imposées, ni l'utilité qu'elles peuvent en retirer. La plupart, enfin, par appréhension ou par crainte, évitent le contact du blanc, contact qui, dans les régions encore sauvages, n'a pas produit de bons effets, parce que le blanc, par sa tendance à se conduire en maître, excite la défiance ou l'animosité du noir.

Il faut rompre définitivement avec les méthodes de violence qui causent l'exode des indigènes, voire même leurs représailles et leurs rébellions.

Plus humain et plus profitable est le procédé consistant à organiser des tournées pacifiques d'impôt, au cours desquelles l'administrateur chargé du recouvrement cherche à gagner la confiance de l'indigène, s'efforce de lui faire comprendre le but et la légitimité de l'impôt, lui fait ressortir les avantages présents et à venir qu'il peut en retirer et le décide, peu à peu, par la persuasion, à s'en acquitter volontairement. L'application de ce procédé doit être basée sur l'étude de la mentalité et des mœurs des indigènes

de chaque région, afin d'y adapter des moyens différents.

Conformément à ces idées, le commissaire général du Congo donnait en 1903 des instructions précises à ses administrateurs : « Votre tâche, disait M. Gentil, consistera à vous mettre au courant des mœurs des indigènes que vous êtes appelés à diriger : vous devez les classer en tribus d'origine et de langue communes. Vous déterminerez le nom de chacune, le nombre de ses villages et de ses cases ; enfin, vous procéderez à un recensement aussi exact que possible en tant qu'individus : hommes, femmes, enfants ; vous étudierez d'une façon toute particulière leurs besoins, leurs intérêts, afin de pouvoir, dans un avenir aussi prochain que possible, former des groupements sous l'autorité d'un chef.

« L'impôt que vous êtes chargé d'établir n'est légitime qu'autant que l'administrateur qui le perçoit donne en retour quelque chose, à l'indigène. Ce quelque chose, c'est la protection que vous lui garantissez contre les agissements de ses voisins, la justice que vous lui assurerez contre tous ceux qui attenteraient sans motif à sa liberté ou à ses biens. Enfin, c'est la sécurité qu'il trouvera sur les routes commerciales établies ou à établir et qui facilitera les transactions. Le résultat peut être long à obtenir, car les indigènes sont craintifs, pusillanimes, sans grands besoins ; ils seront difficiles à persuader. Toutefois, rappelez-vous qu'une patience inlassable, l'esprit de suite, la continuité dans l'effort sont les plus sûres garanties de réussite. Ayez des rapports fréquents avec les indigènes, réunissez-les souvent, faites-leur compren-

dre votre rôle protecteur vis-à-vis d'eux et vous ne tarderez pas à recueillir les fruits de vos efforts. »

M. Gentil définissait, en outre, le rôle éventuel des troupes destinées à assurer la police, à dresser une carte de la région et à faire le dénombrement des villages et des habitants ; il insistait sur le caractère essentiellement pacifique que devait avoir la perception pour laquelle aucune répression ne pouvait être exercée, à raison de non-paiement, des pénalités spéciales étant prévues en ce cas et prononcées par des juges de paix à compétence étendue ou par tous autres magistrats. Il rappelait aux administrateurs qu'ils devaient recouvrer eux-mêmes l'impôt et ne pas laisser ce soin aux miliciens qui, soit par cruauté naturelle, soit par animosité de races, abusaient de leur pouvoir et commettaient d'abominables exactions envers les indigènes. « J'ai constaté à diverses reprises, dit M. Gentil à ses administrateurs, que plusieurs d'entre vous laissaient aux Sénégalais le soin de recouvrer l'impôt indigène ; il me suffira, pour empêcher le retour d'une semblable pratique, d'appeler votre attention sur cet état de choses absolument contraire aux règles administratives et entraînant des inconvénients multiples qu'il serait superflu d'énumérer. Le rôle des gardes régionaux consiste purement et simplement à rappeler aux chefs indigènes qu'ils doivent venir au poste pour verser entre vos mains les sommes dont ils sont redevables, au titre des contributions. Vous préviendrez les indigènes qu'en aucun cas ils n'auront à payer leurs redevances aux Sénégalais. Je n'hésiterai pas à punir avec la dernière rigueur tout fonctionnaire ou agent qui

contreviendrait aux présentes instructions à l'exécution desquelles j'attache la plus grande importance (1). »

Toutes ces mesures sont excellentes. Elles doivent contribuer certainement à faire rentrer plus facilement l'impôt et à gagner la confiance des populations ; elles peuvent néanmoins rester sans effet sur les indigènes les plus barbares, si l'impôt ne leur procure aucun profit direct et personnel.

Contre cette difficulté, il y a un remède que les sociétés concessionnaires belges de l'État indépendant appliquent actuellement avec un grand succès. Il consiste à remettre à l'indigène quelque valeur en échange du produit qu'il apporte pour satisfaire à l'impôt. L'indigène comprend ainsi d'une façon tangible et immédiate l'avantage qu'on lui procure en retour de la taxe, et il ne se considère plus comme lésé.

Au Congo belge, l'indigène apportant son caoutchouc en paiement de l'impôt reçoit en échange une petite somme d'argent. Cette somme est inférieure à la valeur habituelle du caoutchouc ; mais elle constitue pour lui un profit ; car, sans l'obligation d'acquitter l'impôt, il se serait abstenu de produire le caoutchouc qu'on lui a payé. Le système aboutit donc à un résultat doublement heureux ; il assure un bénéfice matériel à l'indigène et lui procure le profit moral incontestable que représente, pour l'être primitif, une augmentation de l'effort consacré au travail (2).

1. Circulaire du 3 août 1903 rappelée les 21 avril et 19 juillet 1904.

2. Rapport général sur l'Exposition de Liège, section des procédés de colonisation.

Tous les moyens ainsi employés pour intéresser l'indigène au paiement de l'impôt sont en général assez efficaces, quand ils lui présentent l'appât d'un profit quelconque, ou éveillent chez lui des convoitises.

Citons-en un exemple curieux : Un fonctionnaire chargé de percevoir, il y a quelques années, la taxe personnelle dans le pays Sakété, au Dahomey, réussit, après avoir vainement palabré durant plusieurs jours sans résultat, à atteindre son but. Pour charmer ses loisirs et attendre avec plus de patience l'impôt que devaient lui payer les indigènes, il fit venir de Porto-Novo un phonographe. « Tous les soirs, raconte-t-il, il jouait quelques morceaux, lorsqu'un jour, étant sorti, il vit assemblé près de sa case un grand concours de peuple. Le lendemain, même observation. Et l'idée lui vint de tirer parti de l'instrument. Reprenant ses palabres interrompues, il fit savoir que quiconque paierait 1 fr. 25 entendrait l'instrument. Dès lors, tous les chefs de case acquittèrent la taxe et il n'y eut pas un seul dégrèvement de cotes à demander. »

Les succès dus à ces moyens ont fait penser qu'ils pourraient faciliter la perception de l'impôt, même chez les peuplades jusque-là les plus récalcitrantes. La question se pose surtout au Congo, où les sociétés concessionnaires directement intéressées au bon fonctionnement de l'impôt proposent un système de perception assez séduisant. Le voici :

Il serait émis par la société concessionnaire, sur le territoire de laquelle l'essai serait tenté, une quantité à fixer de jetons d'une valeur nominale de 0 fr. 50

chacun. Ces jetons n'auraient cours, bien entendu, que dans les factoreries de cette société, où ils seraient échangés contre une valeur correspondante de marchandises.

Ils seraient remis par la société concessionnaire à l'administrateur qui continuerait à recevoir l'impôt et donnerait aux indigènes un jeton par kilogramme de caoutchouc apporté, à titre d'impôt. Le représentant de l'administration devrait veiller à ce que la majeure partie de ces jetons ne fût pas retenue par le chef du village, mais bien remise entre les mains des indigènes qui auraient travaillé pour récolter le caoutchouc.

Dans les zones où cet essai serait à tenter, le prix fixé pour la rétrocession du caoutchouc à la société sur le territoire de laquelle il a été recueilli est de 1 franc et 1 fr. 50. Pour que la charge résultant de la combinaison fût partagée également entre la colonie et la société, le prix de rétrocession serait abaissé à 0 fr. 75 et 1 fr. 25. De cette manière, la société regagnerait sur le prix de rétrocession 0 fr. 25 qui, venant en déduction des 0 fr. 50 du jeton, le réduiraient à 0 fr. 25 et, de son côté, la colonie percevrait 0 fr. 25 en moins. Une objection a été faite à ce système. Il serait impossible au commissaire général de la colonie d'abaisser le prix de rétrocession du caoutchouc, parce que les évaluations budgétaires s'en ressentiraient. Les sociétés ont répondu que l'impôt, dans ces conditions, rentrerait en beaucoup plus grande quantité et qu'en tous cas, dans un très court espace de temps, il serait facile de demander un quantum de caoutchouc supérieur par tête d'habi-

tant. Alors ce serait dans le sens d'une plus-value et non d'une moins-value que les évaluations budgétaires pourraient être affectées.

On épargnerait ainsi, pense-t-on, les dépenses militaires considérables nécessitées pour la rentrée des impôts, et il n'y aurait plus lieu d'user, à cette occasion, d'aucune mesure coercitive. Les indigènes recevant une rémunération pour leur travail ne seraient plus portés à se révolter et leur paresse naturelle resterait le seul obstacle dont l'administrateur aurait à triompher.

Les sociétés congolaises affirment qu'il n'y a pas d'autre moyen à employer pour la rentrée de l'impôt dans les régions récalcitrantes, si l'on veut éviter l'occupation militaire à laquelle on serait obligé d'arriver insensiblement, pour appuyer l'impôt des moyens de coercition sans lesquels il n'est qu'un vain mot (1).

Il est très probable que des essais de ce genre réussiraient. En procurant de la sorte un bénéfice direct à l'indigène, on corrigerait un vice de l'impôt, celui de n'offrir en retour aucun avantage, même indirect, et, par suite, de n'être pas équitable.

L'application de ce moyen ne serait d'ailleurs que transitoire. On cesserait de l'employer lorsque l'indigène aurait reconnu les services réels rendus par l'impôt. Il en sera de même pour toute règle de perception de caractère provisoire.

L'impôt ne peut être perçu que *par case* dans certaines tribus indigènes adonnées à la vie nomade;

1. Rapport sur le budget du ministère des Colonies au Sénat, 1905.

car, alors, on trouve dans le nombre de cases un élément d'appréciation *facile et équitable*. L'impôt personnel ne sera applicable que plus tard, lorsque ces tribus nomades auront pris des goûts sédentaires et que, fixées définitivement au sol, elles pourront être recensées.

D'autre part, la perception par l'*intermédiaire des chefs* est la seule rationnelle au début ; ceux-ci ayant sur leurs congénères plus d'autorité et de prestige que des administrateurs inconnus, quelquefois suspects. Il importe néanmoins que l'influence des chefs cède peu à peu la place à celle de nos administrateurs, qui ne peut manquer de s'exercer d'une façon plus profitable en faisant comprendre et admettre librement l'impôt par chaque indigène, conformément à la sage méthode préconisée par M. Gentil dans son gouvernement.

La réforme la plus importante à poursuivre est celle du paiement de l'impôt en *numéraire*. Nous avons signalé les avantages moraux qui en résultaient pour l'indigène. Il nous suffira de montrer, par contre, les inconvénients de la perception en nature, pour rallier l'opinion générale à la réalisation complète de cette réforme déjà entreprise. L'absence de numéraire est, pour la levée de l'impôt, une source de graves inconvénients. Le principal est de permettre à l'indigène de s'acquitter en produits dits de cueillette (caoutchouc, ivoire), ce qui a pour effet de le détourner des travaux utiles à la colonisation, tels que ceux de la culture qui le fixent au sol, et rendent sa vie sédentaire.

En acceptant l'ivoire comme impôt, on encourage

son goût pour la chasse et pour la rapine ; la faculté de se libérer flatte sa paresse et, pour cela, il lui arrive de piller les concessions. « Les conséquences du paiement de l'impôt en nature de la part des indigènes sont de porter ces derniers, pour s'acquitter envers l'État, à faire la mauraude pour le caoutchouc et l'ivoire, aux dépens des droits territoriaux des concessionnaires, et même à piller les convois de ces denrées (1). »

En outre, les quantités de produits exigées dans chaque région diffèrent considérablement, nous dit M. Saint-Germain, rapporteur du budget des colonies au Sénat. Si l'on prend comme base de calcul une population de dix millions d'habitants, on peut estimer à cinq millions le nombre des redevables qui acquittent leur dette en produits naturels. On arrive alors, avec les calculs adoptés, à des résultats fantastiques :

« Dans la Haute-Sangha, par exemple, l'assiette de l'impôt est établie sur une collectivité apparente de mille individus dont on exige mille kilos de caoutchouc et vingt pointes d'ivoire. Si l'on applique ces chiffres aux cinq millions de redevables, on arrive jusqu'à cinq mille tonnes de caoutchouc et cent mille pointes d'ivoire. Combien faudra-t-il de lianes pour produire une semblable quantité de caoutchouc ? Quant aux cinquante mille éléphants, dont la mise à mort est réclamée par le fisc congolais, il serait bien difficile de les rencontrer, la région n'en possédant pas le dixième. »

Notons aussi que l'abondance des produits d'une

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, tome II, p. 204.

même sorte peut en avilir les cours au point que le taux de vente de ces produits ne corresponde plus au taux d'imposition et n'occasionne des pertes importantes pour le Trésor. L'arrêté du 11 février 1902 a remédié à cette situation au Congo, où la dépréciation était importante. Cet arrêté relatif à la rétrocession faite par l'État au colon la rend obligatoire au prix même d'estimation fixé lors du paiement de l'impôt (1).

En raison des inconvénients résultant du manque de numéraire, on s'est efforcé de répandre l'argent dans les régions où il n'existait pas encore, ou se trouvait rare. Pour le Congo, l'arrêté du 18 mars 1903, que nous reproduisons ci-après, autorise les sociétés concessionnaires à constituer des provisions, en vue d'alimenter en numéraire leurs factoreries du Haut-pays :

« Considérant qu'il importe de prendre des mesures en vue d'assurer les prescriptions de l'arrêté du 11 février 1902 étendant à toute la colonie la perception de l'impôt indigène.

« Attendu que l'unique moyen de mettre l'argent en circulation dans les régions du Haut-pays consiste à amener les commerçants à payer aux indigènes en numéraire une partie au moins des produits qu'ils leur apportent.

« Considérant d'autre part que le fait d'approvisionner en argent leurs factoreries de l'intérieur fait encourir aux concessionnaires un gros risque, que l'administration a le devoir de leur éviter.

1. Voir plus haut.

« Arrête :

« *Article premier.* — A partir du 1^{er} janvier 1904, l'impôt indigène dans les régions où l'argent n'a pas encore cours sera payé : un quart en numéraire et trois quarts en produits du sol.

« Pendant les années suivantes, la proportion du numéraire exigé augmentera d'un quart par année, de telle sorte qu'à partir du 1^{er} janvier 1908 l'impôt sera perçu exclusivement en argent.

« *Article 2.* — Afin d'éviter les risques de vol et les frais qu'occasionnerait aux commerçants l'envoi d'argent dans les postes, les sociétés concessionnaires sont autorisées à déposer des provisions, soit à la caisse de prévoyance de Brazzaville, soit à Libreville. Ces fonds seront versés au Trésor par la Caisse à titre de dépôt administratif.

« *Article 3.* — Au fur et à mesure des besoins, les sommes seront retirées par la caisse de prévoyance et converties par elle en mandats-poste locaux à l'ordre des intéressés et payables à l'agence spéciale de leur résidence. Ces mandats, constituant des opérations d'ordre administratif, ne sont passibles d'aucun droit. »

L'intérêt des commerçants est, de fait, contraire aux paiements en numéraire pour les produits offerts par l'indigène ; car ils ne délivrent, en échange de quantités importantes, que certains objets de peu de valeur que celui-ci convoite. Par exemple, les indigènes consentent à donner 200 kilos d'ivoire pour un fusil à piston. Or, le fusil à piston est acheté 8 à 10 francs en Europe. Alors que les droits d'entrée et les frais de transport doublent ou triplent le prix

de revient, on voit combien cet échange est avantageux. Et il en est ainsi de bien d'autres marchandises.

Espérons que les commerçants feront de plus en plus céder leur intérêt propre à celui du développement de la colonisation dont ils sont appelés à profiter dans une large mesure. L'indigène acquis au travail régulier pourra, grâce à la circulation monétaire, satisfaire plus amplement ses besoins.

En définitive, la perception de l'impôt indigène est en progrès dans toutes nos colonies de l'Ouest africain et même au Congo. C'est déjà la conséquence des sages mesures fiscales et de la bonne politique pratiquée depuis quelque temps.

Pour l'Afrique occidentale, l'impôt indigène a franchi les stades suivants :

1902		6.664.778 francs
1903		10.604.800 —
1904		12.635.092 —

Au Congo, voici quelle est la progression :

1902		90.970 francs
1903		284.578 —
1904		507.793 —
1905		823.000 —

Le montant des rôles était pour l'année 1904 au Congo de 759.904 francs ; il n'y a donc eu que 252.211 francs non recouvrés, progrès considérable sur les précédentes années. Le produit pour 1906 serait de plus de 900.000 francs. Pour 1907, on prévoit un rendement de plus d'un million.

Néanmoins, beaucoup d'indigènes échappent en core à l'impôt en raison de leur vie nomade. D'autre part, l'impôt, de capitation, étant d'une quotité très faible, ne suffit pas aux besoins de la colonie et ne peut rétribuer une main-d'œuvre abondante et régulière. Il ne vient en aide aux colons que d'une manière indirecte, en stimulant l'activité de l'indigène et en lui faisant rechercher près du colon les profits qu'il sait pouvoir retirer d'un travail plus soutenu. Encore ce résultat n'est-il pas toujours atteint, particulièrement chez les peuplades indolentes et paresseuses.

C'est alors que l'administration ne trouvant pas dans l'impôt toutes les ressources dont elle a besoin pour les travaux publics, en cherche le complément dans une autre sorte de contribution, à savoir les prestations en nature dont nous allons parler.

§ 2. — Les prestations en nature.

La prestation ou corvée, généralement acquittée en nature, soit par le portage, soit par l'exécution de travaux d'intérêt local, est une contribution accessoire de l'impôt.

L'administration y recourt quand les ressources de l'impôt sont insuffisantes pour les travaux publics et qu'en même temps la main-d'œuvre libre fait défaut.

On assigne à la corvée le même but qu'à l'impôt, estimant qu'elle est, au même titre, un procédé simple et efficace pour obtenir la participation de l'indigène à la création et à la mise en œuvre de l'outillage économique.

Les prestations doivent posséder les mêmes qualités que l'impôt, c'est-à-dire être justes, procurer aux indigènes certains avantages, être équitablement réparties entre eux et d'un emploi facile. Certaines d'entre elles, comme celles qui concernent les travaux publics, se justifient mieux que l'impôt aux yeux des indigènes. Occupés aux routes, ponts, ports, marchés, ils aperçoivent mieux pour eux-mêmes l'utilité immédiate de leur travail, même gratuit. Quant au portage, indispensable dans un pays dépourvu de voies de communication et qui ne rapporte aucun avantage aux indigènes, il est juste de le rémunérer.

Quel que soit le caractère des prestations, elles n'atteignent pas également tous les indigènes. Beaucoup y échappent par leur éloignement du lieu de travail et il en résulte que, comme l'impôt, elles frappent seulement ceux, toujours les mêmes, qui vivent dans le cercle étroit où se fait sentir l'action de l'autorité. Rien d'étonnant alors que ces derniers cherchent à s'y dérober aussi.

On pourra ne plus employer les prestations quand l'impôt atteindra un plus grand nombre de contribuables indigènes et fournira des ressources suffisantes pour leur substituer le travail libre et rémunéré. On aura à lutter, il est vrai, contre la paresse de l'indigène. Pour en triompher plus facilement, on s'attachera à rendre moins pénibles les travaux auxquels s'appliquent les corvées actuelles, surtout le *portage*, que les violences et les exactions tendent à aggraver au point que, pour s'y soustraire, les indigènes n'hésitent pas à abandonner leurs villages.

C'est donc à juste titre que cette question du portage préoccupe l'administration.

Il faut distinguer le portage à courte distance et le portage à longue distance. Le premier n'est pas une charge trop lourde pour l'habitant, car il ne s'effectue pas à plus de quatre ou cinq jours de marche. Comme il est plus facile dans ce cas de recruter les porteurs, on les change chaque jour et ils peuvent le plus souvent rentrer chez eux le soir même.

Mais il n'en est pas ainsi pour le portage à grande distance, de la côte, par exemple, à un point déterminé dans l'intérieur du pays, ou inversement. Comme on craint de ne pas toujours pouvoir trouver en cours de route des porteurs en nombre suffisant pour renouveler le convoi, on garde pendant tout le trajet ceux qui ont été recrutés au point de départ. Dans ce but, le commandant de cercle ordonne aux chefs de villages de fournir le nombre d'hommes nécessaire. Les chefs de villages s'adressent aux chefs de familles et ces derniers, après beaucoup de tiraillements, arrivent à recruter, à la date fixée, les porteurs demandés. Ceux-ci se mettent en route chacun avec la charge réglementaire de trente kilogrammes et accomplissent des étapes journalières qui varient entre vingt et trente kilomètres. On en recrute bien de nouveaux en route ; mais c'est pour remplacer les malades, les éclopés et les déserteurs. Les autres doivent marcher jusqu'à destination et endurer pendant des mois entiers les pires souffrances. Mal nourris, surmenés, souvent maltraités par des conducteurs peu scrupuleux, ces malheureux arrivent au terme de leur voyage exténués et malades.

Après quelques jours de repos, il leur faut, s'ils veulent revoir leur pays, se résoudre et même demander à refaire en sens inverse le même trajet, à souffrir, par conséquent, les mêmes maux. De retour enfin dans leurs villages, ils trouvent leurs cultures en friche, leurs biens pillés, la misère à leur foyer (1).

Auront-ils le courage de réparer ces désastres lorsqu'ils vivent sous la crainte perpétuelle de se voir de nouveau brusquement arrachés à leur terre et à leur famille ? Beaucoup préfèrent alors se mettre hors d'atteinte en se retirant dans la brousse, loin des régions fertiles qui se dépeuplent alors rapidement.

Il convient de citer ici une page extraite du livre de M. Le Hérissé, *Voyage au Dahomey et à la Côte d'Ivoire*. Elle fait un tableau saisissant du départ d'une caravane de porteurs, lors de la mission du capitaine Moll chargé de délimiter la frontière du Dahomey.

« Le soir, nous trouvons la place encombrée de noirs qui sont là étendus sur le sol, drapés dans leurs pagnes et dormant à poings fermés ; ce sont les 500 porteurs de la mission quidoivent le lendemain transporter les bagages et qui vont aller jusqu'à Parakou, c'est-à-dire faire quinze jours de route à l'aller et quinze jours au retour, avec 30 kilos sur la tête.

Le lendemain, réveil à 5 h. 1/2, au petit jour, pour assister au départ de la mission. Le camp est levé, les chefs de quartier ont fait l'appel des por-

1. Nouet. Rapport sur la corvée au Congrès international de sociologie coloniale, tenu en 1900.

teurs ; on place un noir derrière chacune des 500 charges. Avant de donner le signal du départ, le capitaine Moll vient se placer en avant du front des porteurs et, par l'intermédiaire de l'interprète, fait à haute voix ses recommandations pour la marche. Lorsqu'il fait savoir qu'il y aura une halte toutes les heures et qu'il a été formellement interdit de frapper, un grognement de contentement accueille ses paroles. Le capitaine donne alors un coup de sifflet ; avec un ensemble parfait, comme s'ils avaient été dressés à l'exécution de cette manœuvre, ces 500 hommes enlèvent leurs charges, les placent sur leur tête et, sans bruit, sans désordre, se mettent en marche l'un derrière l'autre, à la file indienne.

« Ils s'arrêteront le soir, après avoir fait 40 kilomètres, mangeront pour un sou de poisson fumé et pour deux sous d'akassa, recommenceront le lendemain et cela pendant trente jours ; après quoi, ils auront droit à un salaire d'environ 20 francs ; mais, comme ils seront payés par l'intermédiaire des chefs, ils en toucheront à peine la moitié. »

Et M. Le Hérissé ajoute : « Ce n'est pas sans émotion que je me souviens de cette lamentable théorie d'hommes au torse nu, ayant pour tout vêtement une guenille autour des reins, pour toute nourriture quelques boules de farine de maïs, se traînant péniblement, véritable bétail humain, pendant des journées entières le long des pistes de la forêt tropicale ! »

Un mode aussi barbare et aussi rudimentaire de transport ne cessera cependant que lorsque nous

aurons créé des voies de communication terrestres et fluviales.

L'utilité des voies ferrées est incontestable. Sans doute, leur construction est une œuvre longue et coûteuse ; mais elles présentent tant d'avantages, au point de vue de la prospérité économique de nos colonies, qu'on ne saurait un instant en différer l'exécution. La supériorité en Afrique appartiendra à la nation qui possédera le plus de chemins de fer. Au Congo, les Belges l'ont compris avant nous.

Le chemin de fer est le seul moyen que nous ayons de mettre en valeur les régions riches de l'Hinterland africain et, comme l'a dit M. Pierre Foncin, « l'Afrique est ainsi faite, avec son rebord montagneux et ses cours d'eau à cataractes, qu'elle ne peut être définitivement conquise que par les chemins de fer, ces premiers et nécessaires instruments de toute colonisation (1). »

Les transports par eau sont généralement moins coûteux que ceux par terre ; mais les fleuves et les rivières africains sont des serviteurs capricieux ; la plupart ne sont navigables que par biefs, et pendant une partie de l'année seulement. La baisse des eaux, les rapides, les chutes et les écueils sont autant d'obstacles à leur emploi. Les transbordements qu'ils nécessitent deviennent alors fort onéreux. Leur utilité sera toujours médiocre tant qu'ils ne pourront pas transporter les marchandises jusqu'aux ports où elles

1. Préface du livre de M. Henri Lorin : *L'Afrique à l'entrée du XX^e siècle*. L'explorateur Stanley avait déjà dit : « Sans un chemin de fer reliant le Congo à la mer, les riches contrées que ce fleuve et ses affluents arrosent ne vaudraient pas un shelling. »

doivent être embarquées. Le rôle des voies fluviales prendra plus d'importance quand elles seront suppléées par des chemins de fer, dans leurs parties non navigables.

Les routes peuvent aussi rendre des services en permettant les transports, sinon par voitures, du moins à dos de bêtes de somme, dans les régions où les transports fluviaux ne sont pas possibles. Mais les routes, surtout dans la zone forestière, ont le grand inconvénient d'être d'un entretien dispendieux par suite de la végétation intense qui les envahit continuellement et des ravages qu'y occasionnent les inondations. Le chemin de fer est donc, à tous égards, la meilleure voie de pénétration.

Néanmoins, les routes auront toujours leur utilité pour desservir les centres d'exploitations secondaires et aboutir perpendiculairement, des deux côtés, à la ligne centrale du chemin de fer ou de la voie fluviale.

En général, les routes africaines, même en état d'entretien sont difficilement carrossables. Les animaux de bât seuls peuvent y circuler ; ils varient suivant les régions ; les plus employés sont le cheval, l'âne, le bœuf, le chameau.

C'est le cas de parler des services que peut rendre l'éléphant pour les transports dans les régions où les bêtes de somme ordinaires s'acclimatent difficilement. On a cru longtemps que la domestication de l'éléphant d'Afrique était impossible ; mais, à la suite d'expériences, on commence à revenir sur cette opinion. En dénonçant le premier les dangers de la destruction de l'éléphant, M. Bourdarie s'est attaché

à montrer les services qu'on peut attendre de cet intelligent animal, quand il est bien dressé. Le profit qu'on en retire ainsi est beaucoup plus grand que le bénéfice procuré par ses défenses.

On peut employer l'éléphant à beaucoup de travaux où il supplée avantageusement le travail de l'homme. Dans le service des transports particulièrement, ce serait un excellent auxiliaire par sa force et son endurance. Habitué à cheminer en forêt, il passe facilement partout ; il est capable de porter jusqu'à 500 kilos et de fournir des étapes beaucoup plus longues qu'un porteur. Le colonel Marchand qui avait eu d'énormes difficultés à transporter le matériel de sa mission écrivait du Bahr-el-Gazal à M. Bourdarie en ces termes : « En souvenir de vous et de vos idées, j'ai toujours interdit qu'aucun éléphant fût sacrifié sans absolue nécessité, et leurs bandes circulent en sécurité au milieu des territoires que sillonnent nos détachements. Ce sont de gros amis inoffensifs pour lesquels je ressens de la sympathie... Ah ! s'ils étaient dressés au portage dans ces immenses plaines implacablement plates, comme je serais depuis longtemps en Abyssinie ! »

M. Lorin, autre partisan de la domestication, cite un succès marquant obtenu en ce sens à la mission de Fernand Vaz « Le R. P. Bichet a laborieusement obtenu le service le plus régulier et le plus intelligent d'un jeune éléphant acheté aux Pahouins à l'âge de 18 mois. Fritz, c'est le nom de ce quadrupède, est surtout employé à charrier les poutres de bois. On estime qu'il fait en un jour le travail de vingt nègres. Il est si parfaitement dressé que jamais il ne va ma-

rauder dans les plantations et qu'il attend sans impatience sa nourriture. » Et l'auteur conclut que, pour la construction des voies ferrées, surtout en pays forestier, il serait désirable de voir généraliser l'heureuse tentative du R. P. Bichet (1).

Chacun des moyens de transport que nous venons d'énumérer a ses avantages et sa raison d'être spéciale ; chacun d'eux contribuera à la disparition si désirable du portage.

On s'est demandé s'il n'était pas possible de transformer le portage réquisitionné en un travail libre et rémunéré. La question s'est du reste posée pour toute espèce de corvée ou de travail. Le Congrès de sociologie coloniale tenu à Paris, en 1900, a émis le vœu de la suppression de la corvée, mais en subordonnant cette réforme à l'existence d'une main-d'œuvre libre. Cette réserve était nécessaire.

Certains voient déjà la possibilité d'organiser dans toutes nos colonies de l'Ouest africain des équipes de travailleurs volontaires, ce qui permettrait de supprimer les prestations. Ce sont là des vues quelque peu optimistes. L'essai n'en a pas été fait pour les travaux publics que les indigènes exécutent assez volontiers, surtout parce qu'ils en aperçoivent mieux l'utilité et parce que beaucoup de ces travaux, comme la construction et l'entretien des routes et des chemins de fer, leur apparaissent destinés à les libérer du portage : Une seule tentative dans ce sens a eu lieu ; elle a complètement échoué. Voici dans quelles conditions :

1. H. Lorin, *op. cit.*

À la suite de graves révoltes suscitées au Congo par les abus du portage, un arrêté du commissaire général, en date du 2 décembre 1904, avait supprimé le portage réquisitionné entre Fort-Sibut et fort-Crampel, c'est-à-dire entre l'Oubanghi et le Gribingui. Pour effectuer les transports entre ces deux points, l'arrêté prévoyait l'organisation d'une équipe permanente de 500 porteurs professionnels. Chaque porteur devait être muni d'un livret qui constatait la date et la condition de l'engagement, limité à un an. L'engagé devait recevoir, outre une indemnité journalière de vivres de 0 fr. 30, un salaire mensuel de 12 francs. Bien que la colonie s'imposât, de ce fait, un sacrifice pécuniaire, les avantages n'étaient pas assez marqués pour décider les noirs à s'astreindre volontairement à une besogne aussi pénible.

Cette innovation n'a donné aucun des résultats qu'on en attendait. Au bout de peu de temps les porteurs devinrent indisponibles et il fallut revenir à l'ancien système. Leur recrutement s'était fait dans le Loango, c'est-à-dire dans un pays où les indigènes, sont depuis longtemps habitués à porter des charges. Selon M. Clémentel, cette expérience a échoué par suite des conditions défectueuses dans lesquelles elle a été entreprise. D'une part, en effet, il semble que le recrutement dans le Bas-Congo n'ait point été opéré avec tout le soin désirable ; d'autre part, les conditions sanitaires étaient défectueuses ; enfin, les porteurs ne trouvaient le long de la route déserte qu'une nourriture insuffisante en échange des perles qui leur étaient remises comme salaire (1).

1. *Dépêche coloniale*, 14 février 1906.

Si on ne peut actuellement supprimer le portage comme corvée, rien n'empêche toutefois d'améliorer la condition des porteurs. C'est à cette tâche que les gouverneurs de nos colonies de l'Afrique occidentale se consacrent avec beaucoup de zèle. Ils cherchent, avant tout, à réprimer très sévèrement les abus de pouvoir commis envers les porteurs. Ces abus sont surtout le fait des maisons de commerce qui généralement paient très mal leurs porteurs et les laissent maltraiter par les chefs de convois. Il est donc nécessaire d'exercer une grande surveillance, tant sur la manière dont ces maisons procèdent au recrutement des porteurs que sur le traitement qu'elles leur appliquent.

Le recrutement, en principe, ne devrait se faire que par les soins de l'administration. Souvent, néanmoins, le gouvernement préfère déléguer ses pouvoirs à une société qui se charge, sous son contrôle, de toutes les opérations du recrutement. C'est ainsi qu'il y a quelques années un traité de gré à gré relatif aux transports entre Loango et Kimbédi est intervenu entre la colonie du Congo et la Société commerciale et industrielle du Congo Français. Cette société s'engage à assurer les transports pour le personnel administratif, ainsi que le service de la poste. Un commissaire de surveillance est spécialement chargé par la colonie d'assurer la liberté de recrutement prévue en faveur du service des transports (1). Ce système n'est admissible que si la société d'entreprise des transports présente toutes

1. Institut colonial international. *Documents sur la main d'œuvre aux colonies*. Tome III.

garanties désirables et si la surveillance administrative peut s'exercer facilement sur elle.

En beaucoup d'endroits encore, le sort des porteurs reste misérable. S'ils sont moins maltraités, ils sont, en revanche, fort mal payés. Il est à constater, sous ce rapport, que la condition des porteurs réquisitionnés par l'administration est meilleure, à certains égards, que celle des porteurs au service des maisons de commerce peu scrupuleuses sur les moyens à employer pour servir leurs intérêts, au détriment des indigènes. Et pourtant, n'est-ce pas un moyen efficace de rendre le portage plus acceptable que d'assurer aux indigènes qui le subissent de bons traitements et une paye équitable ?

Chaque gouvernement colonial s'est, en outre, soucié de raccourcir les trajets suivis par les convois et d'utiliser autant que possible les voies navigables.

Puisse, grâce à ces efforts, le portage devenir de moins en moins pénible jusqu'à sa disparition complète !

A tout considérer, les prestations, bien que légitimes, sont un mauvais système de contribution ; celui qui se base sur l'impôt payé en numéraire est de beaucoup préférable, car il laisse à l'indigène son indépendance, l'incite au travail pour s'acquitter, et entretient une certaine activité, tandis que le régime des prestations discrédite le travail libre, en le supplantant, et tend ainsi à favoriser la paresse.

L'administration est intéressée à ce que tous les travaux d'utilité publique soient exécutés par des travailleurs volontaires qu'elle recrutera d'autant plus

facilement qu'elle pourra leur assurer plus d'avantages et de meilleures conditions de travail. Mais il lui faut des ressources qu'elle ne possède pas encore.

Pourquoi ne pas les chercher dans l'impôt que l'indigène accepte plus facilement que la corvée ? Il le payait avant notre arrivée, à titre de tribut régulier aux divers gouvernements autochtones. Ne peut-on augmenter l'impôt, en compensation de la suppression de la corvée, réserve faite pour le portage ?

Les indigènes jouissent déjà de la faculté de se racheter de la corvée ; il suffirait de faire de cette faculté une obligation. L'impôt serait alors uniforme ; il atteindrait l'ensemble des populations plus facilement que la corvée à laquelle beaucoup d'indigènes peuvent échapper. On délivrerait ainsi des populations entières d'une charge qu'elles supportent difficilement et on dispenserait nos fonctionnaires du souci des réquisitions et de la police qu'ils doivent exercer pour les obtenir.

Sans entrer dans la voie d'une fiscalité excessive et dangereuse vis-à-vis des colonies soumises depuis peu de temps à notre influence, il nous semble qu'il serait bon d'augmenter la quotité de l'impôt de capitation en le portant par exemple de trois à quatre francs dans nos colonies les moins avancées, d'élever insensiblement cette quotité en lui faisant suivre l'accroissement de la richesse, d'atteindre le plus grand nombre possible de contribuables, d'élever aussi graduellement les taxes qui frappent le colon et se répercutent sur l'indigène : taxes de consommation, droits de douane... Les exigences du fisc, en tant qu'elles resteraient modérées et équitables, ne

seraient pas sans influence sans doute sur le développement du travail des indigènes.

Toutes les colonies ne doivent pas craindre, d'ailleurs, de s'engager délibérément dans la voie des emprunts nécessaires pour l'exécution de tous les grands travaux d'utilité publique, principalement pour la construction des lignes ferrées.

A ces ressources devront s'ajouter les subventions de la métropole pour venir en aide aux jeunes colonies, à leurs débuts, jusqu'à ce qu'elles se trouvent en état de se suffire à elles-mêmes (1).

La substitution de l'impôt à la corvée, si désirable soit-elle, ne peut toutefois se faire complètement. La corvée sera, assez longtemps encore, le seul moyen d'obtenir la contribution aux charges publiques de la part des naturels qui ne veulent ou ne peuvent payer l'impôt et de ceux dont l'éducation sociale n'est pas assez avancée pour qu'ils s'astreignent volontairement à un travail rémunéré. L'intérêt public exige, dans ce cas, qu'on impose aux noirs quelques journées de prestations, mais jamais en faveur des colons, comme le général Galliéni l'a fait à Madagascar. Là, les indigènes qui justifiaient d'un engagement chez le colon étaient dispensés des prestations publiques. « Il en résulta, dit M. Leroy-Beaulieu, les plus graves abus, nombre de colons se faisant payer par les indigènes pour passer avec eux des contrats fictifs qui ne recevaient aucune exécution. »

1. De toutes nos colonies de l'Ouest africain, le Congo seul fait appel à une subvention. Elle est de 665.000 francs pour 1907. On peut déjà prévoir le moment où elle ne sera plus nécessaire.

Le général Galliéni dut renoncer à ce système de prestations et le remplacer par un impôt en argent.

Les prestations sont maintes fois justifiées par le droit de réquisition qu'il appartient à tout gouvernement d'exercer quand les circonstances l'exigent. Ce droit, attribut de la souveraineté, ne fait du reste pas obstacle au droit de l'indigène à une rémunération, lorsque la réquisition porte sur des travaux dont il ne retire que peu d'avantages, ou point, comme pour le portage.

Dans tous les cas, le devoir de l'administration est de veiller à ce que l'indigène soit traité avec humanité et justice. C'est à elle d'appliquer avec tact soit l'impôt, soit la corvée, en s'efforçant de faire comprendre aux indigènes, même aux plus barbares, que leurs intérêts sont liés aux nôtres, que leur collaboration sous forme d'impôt ou de prestations est légitime et qu'ils peuvent en retirer directement ou indirectement profit.

VI

§ 1. — Les contrats de travail réglementés.

Le système de main-d'œuvre basé sur les contrats de travail réglementés se présente comme intermédiaire entre la main-d'œuvre libre et la main-d'œuvre imposée.

Dans l'état actuel de nos différentes colonies de l'Afrique occidentale, il est considéré comme le plus pratique, le plus équitable, et c'est celui qui rallie aujourd'hui le plus de partisans.

Dans son rapport à l'Institut colonial international, M. Van der Lith a très bien indiqué les idées et les principes sur lesquels s'appuie ce système. En général, disait-il, un régime de liberté complète, tel qu'il existe en Europe, avec action civile et retenue de salaire en cas de rupture de contrat, est certainement ce qu'il y a de préférable en matière de contrat de travail. Mais, quand même, ce serait là l'idéal à atteindre, il n'est pas contestable que beaucoup de colonies ne sont pas mûres pour cette situation. D'une part, sont les entrepreneurs, appartenant presque tous à la classe des Européens, classe dirigeante, ayant de grands intérêts pécuniaires engagés dans leurs entreprises, songeant presque tous à ren-

trer le plus tôt possible en Europe, et, par suite, peu intéressés à la prospérité durable de la colonie. D'autre part, sont les indigènes, c'est-à-dire des étrangers pour l'entrepreneur, ne reconnaissant parfois que l'autorité de leur chef, vivant au jour le jour, n'ayant pas de notions des devoirs qui incombent au travailleur, ne possédant aucun bien qui pourrait dédommager l'employeur, en cas de violation du contrat. Le conflit entre ces deux éléments peut faire naître un danger sérieux pour des intérêts importants que les intéressés vont s'efforcer de défendre par tous les moyens possibles, même les plus condamnables (1).

C'est pour éviter ce conflit qu'une *réglementation* spéciale est désirable, qui se montre également respectueuse des droits des colons et des indigènes.

Les partisans des contrats réglementés ne veulent pas, comme ceux de la contrainte initiale, imposer au début le travail à l'indigène ; car ils pensent, assez justement du reste, que celui-ci ne fait pas ordinairement difficulté de l'accepter. Mais, sachant qu'il viole très facilement ses engagements, ils recherchent les moyens de l'en empêcher.

Dans ce système, l'indigène a la faculté de travailler ou de ne rien faire ; mais, aussitôt qu'il a consenti à travailler aux conditions stipulées dans le contrat auquel il a librement souscrit, il est lié par les termes de ce contrat et tenu, sous la menace de diverses sanctions, de l'exécuter fidèlement jusqu'à l'expiration du terme d'assez longue durée, ce qui a

1. Institut colonial international, session de La Haye tenue en 1895. Rapport de M. Van der Lith sur la question de la main-d'œuvre, p. 215.

même valu à ces contrats réglementés le nom de *contrats de travail à long terme*.

Remarquons d'ailleurs qu'il s'agit d'un contrat bilatéral, en vertu duquel l'entrepreneur a aussi ses obligations. On a pensé avec raison que, pour préserver le noir de la tentation trop fréquente chez lui de rompre ses engagements et d'abandonner son travail, il était nécessaire d'établir en sa faveur de solides garanties lui assurant, avec des avantages matériels appréciables, une protection efficace, qu'il fallait, en conséquence, faire précéder l'élaboration des contrats d'une étude consciencieuse et détaillée des conditions très variables dans lesquelles se présente le problème de la main-d'œuvre, puis, préciser judicieusement les termes de ces contrats, n'y introduire aucune prescription contraire à l'équité, les soumettre surtout à l'approbation expresse des travailleurs, s'il est certain que ces derniers perçoivent clairement les conditions de leur engagement. On ne peut laisser au colon le soin d'établir les contrats de travail et, surtout, d'en poursuivre les sanctions ; car, en tant que partie contractante, il ne saurait se faire juge des difficultés auxquelles ces contrats peuvent donner lieu. Dans la discussion des conditions, une inégalité flagrante existe entre l'indigène et l'entrepreneur. Le premier est ignorant, il ne se rend pas compte de la portée des engagements qu'il prend ; l'entrepreneur, lui, cherche à profiter de cette ignorance, souvent même à tromper l'indigène, à lui imposer des conditions léonines, somme toute, à l'exploiter. Qu'en résulte-t-il le plus souvent ? Le noir, s'apercevant que les profits ne sont pas propor-

tionnés à la peine, cherche à se soustraire à son engagement. L'entrepreneur aura bien profité un certain temps d'un contrat avantageux pour lui, mais, abandonné ensuite par ses ouvriers, peut-être au moment où ils lui étaient le plus nécessaires, il verra son entreprise gravement, sinon irrémédiablement, compromise. Voudra-t-il alors obliger l'indigène à exécuter malgré tout le contrat ? Il n'a pour cela ni le pouvoir ni le prestige nécessaires ; les actes arbitraires qu'il exercerait le rendraient odieux, soulèveraient contre lui les représailles et les rébellions des travailleurs.

Il appartient donc à l'Administration de rétablir, lors de la formation des contrats, l'équilibre entre l'indigène et l'entrepreneur et de faire respecter leurs droits réciproques.

Vis-à-vis de l'indigène, elle doit veiller à l'observation de deux principes essentiels : la justice et l'utilité. L'indigène doit être traité avec justice ; il veut, en outre, retirer de son travail un profit direct. En observant rigoureusement ces deux règles, on éveillera chez lui le sentiment de l'intérêt personnel, cause déterminante de l'activité, on gagnera sa confiance, on lui inspirera la conscience de ses devoirs, le respect de ses engagements et la crainte des sanctions que le fait d'y manquer peut entraîner pour lui.

Mais l'autorité administrative, qui sauvegarde les droits et les intérêts des indigènes contre l'entrepreneur, doit aussi protéger celui-ci contre l'indigène, en obligeant ce dernier à exécuter fidèlement toutes les clauses de son contrat et en lui infligeant des peines, s'il s'y dérobe sans motifs plausibles.

En somme, ce qui différencie ces contrats de travail réglementés des contrats de travail ordinaires, c'est qu'ils sont passés pour un temps plus ou moins long consenti par l'indigène, qu'ils ne peuvent être rompus que dans des cas exceptionnels et prévus et, surtout, que leur inexécution ou leur rupture par l'indigène est considérée comme un délit qui donne lieu, contre lui, non seulement à une réparation pécuniaire, comme dans nos pays d'Europe, mais l'expose, en outre, à une « sanction pénale et coercitive ».

L'analyse de ces contrats va nous faire mieux connaître leur caractère et leur valeur pratique.

La première question qu'ils soulèvent est celle de l'*engagement* des travailleurs. Cet engagement, avons-nous dit, doit être libre ; ce qui veut dire que le contrat de travail liant la personne de l'indigène doit être *individuellement* et *librement* consenti par lui. C'est la condition fondamentale et *sine qua non*. Sera-t-elle toujours réalisée ? N'est-il pas à craindre que les agents chargés du recrutement des travailleurs n'emploient la violence ou la ruse pour les décider à contracter ?

A ce point de vue, le recrutement des travailleurs par l'intermédiaire des chefs nous semble présenter des dangers, en ce que l'influence ou l'autorité du chef peut peser sur la décision de l'indigène. Le plus souvent, le chef n'agit pas en simple mandataire de ses hommes pour débattre avec l'engagiste, dans leur intérêt, les conditions de leur travail. Opérant pour le compte de l'engagiste, dont il reçoit une rémunération déterminée, il stipule soit à forfait, soit par tête, ou par groupe de travailleurs engagés. Son in-

térêt est donc de pousser l'indigène à accepter sans discussion les conditions de travail stipulées.

Malgré les inconvénients qu'offre l'intervention des chefs, elle est cependant nécessaire pour le recrutement des travailleurs indigènes dans les pays où les populations sont encore trop méfiantes pour entrer directement en contact avec le blanc et dans ceux où l'action des recruteurs blancs ne suffirait pas à fournir d'une façon rapide et sûre la main-d'œuvre indispensable.

Pour ces causes, le mode de recrutement avec l'aide des chefs est le plus usité dans nos colonies de l'Afrique occidentale, et l'administration y a elle-même recours très souvent. Il aura de bons effets en attendant que l'indigène soit en état de traiter directement avec le colon, si l'autorité veille à ce que les chefs n'exercent aucune violence sur les indigènes pour les décider à contracter, et à ce que ceux-ci connaissent exactement la portée de leurs obligations.

Pour que le consentement de l'indigène soit donné en connaissance de cause, le contrat doit être rédigé en double et l'un des doubles traduit, autant que possible, dans l'idiome de l'indigène contractant, auquel il sera expliqué dans toutes ses parties. Bien plus, le contrat formellement accepté par lui ne pourra être mis à exécution qu'après avoir été soumis au visa de l'autorité qui s'assurera qu'il ne contient aucune clause illicite.

Quelles clauses devront contenir obligatoirement les contrats de travail indigène ?

La première, et la plus importante, a trait à la durée de l'engagement. Comme nous l'avons indiqué,

ces contrats stipulent un terme assez long. Quelle en sera la durée maximum ? Certains auteurs voudraient la voir fixée à sept ans et même à dix ans ; d'autres, comme M. Leroy-Beaulieu, veulent qu'elle ne dépasse pas au maximum une année. Il nous semble que la mesure convenable se trouve entre ces deux extrêmes et que la durée à fixer doit dépendre de l'importance et de la nature des entreprises, ainsi que des qualités des travailleurs.

Le terme de sept ans adopté par le Congo belge est sans doute beaucoup trop reculé si on l'applique, même pour les grandes entreprises, aux autochtones encore peu habitués à un travail régulier et soutenu. Le délai d'un an ne pourrait guère être admis que pour des entreprises de peu d'importance, demandant des travaux de courte durée, et dans des régions où l'on trouverait assez facilement une main-d'œuvre disponible.

Nous croyons que la moyenne devrait être prise entre deux ans et cinq ans, avec faculté de renouvellement pour l'indigène, à l'expiration du terme. Quelles que soient d'ailleurs les exigences momentanées des entreprises, le travailleur ne doit jamais être retenu au delà du terme stipulé. L'autorité doit y veiller scrupuleusement, parce que toute infraction à cette règle essentielle porterait un grave préjudice à l'indigène et une atteinte directe à son droit.

Il est d'autres garanties que le contrat doit offrir à l'indigène ; elles concernent le salaire, les conditions matérielles, la durée et le mode de travail.

Le quantum du salaire sera déterminé exactement dans l'acte d'engagement, payé régulièrement aux

époques fixées, et versé en numéraire, sauf dans quelques cas exceptionnels et prévus. Cette condition, tout en permettant d'éviter la rémunération en nature, toujours arbitraire, puisqu'elle correspond à la valeur fictive et variable des objets affectés au paiement, aura pour effet de donner à l'indigène l'habitude de manier l'argent et facilitera les échanges. Il est encore utile de prévoir au contrat les cas où les augmentations de salaire et même les gratifications seront accordées.

On stipulera que les indigènes ne seront jamais contraints de s'approvisionner dans les magasins patronaux. Le logement et la nourriture, si c'est l'engagiste qui les fournit, devront être convenables et suffisants. Les privations de nourriture, les violences, les voies de fait, les châtimens corporels seront formellement interdits, aussi bien sur les chantiers qu'ailleurs, et les punitions prévues ne pourront être prononcées que par les juridictions compétentes. Il va sans dire qu'en dehors des heures de travail la liberté du travailleur restera entière. L'indigène pourra donc circuler comme il voudra ; jamais il ne sera retenu ni interné par l'engagiste, pour quelque cause que ce soit.

La durée du travail déterminée dans le contrat sera coupée par des repos assez fréquents et il sera accordé un jour de repos par semaine. Le travail sera proportionné aux forces et aux aptitudes de chacun et, autant que possible, expliqué et démontré. Enfin, l'engagiste devra veiller à ce que les chantiers soient établis et entretenus dans de bonnes condi-

tions hygiéniques et assurer aux malades les soins médicaux.

Toutes ces règles et prescriptions seront nettement stipulées dans les contrats d'engagement. On en fera apprécier aux travailleurs indigènes l'utilité et la portée ; l'autorité administrative devra en surveiller l'exécution et appliquer, en cas d'infraction, les sanctions prévues.

Si nous ajoutons qu'en toute occasion l'indigène doit être encouragé, traité avec bonté et douceur, nous aurons énoncé les obligations et les devoirs principaux que les administrateurs ou colons, parties au contrat, doivent observer vis-à-vis de lui.

Pour assurer l'exécution intégrale de ces prescriptions, il est nécessaire de créer des fonctionnaires spéciaux, avec mission de protéger les travailleurs, de recevoir et de contrôler leurs plaintes et leurs réclamations, de veiller à ce qu'ils fournissent leur travail aux conditions énoncées dans le contrat et à ce qu'ils ne soient pas retenus contre leur volonté au delà du terme de leur engagement, de prendre les mesures urgentes que commandent les circonstances, enfin d'établir chaque année un rapport sur le fonctionnement du régime du travail et sur la situation matérielle et morale des travailleurs. C'est ce qu'ont fait toutes les colonies où sont réglementés les contrats de travail (1).

1. Consulter le règlement-type que l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs a adopté dans ses séances des 12 et 19 juin 1903 à la suite d'un rapport sur la protection des travailleurs indigènes aux colonies présenté par M. R. Pinon. Dans ses treize articles, ce règlement passe en revue les diverses obligations des engagistes en matière de contrat de travail.

Si l'on accorde de telles garanties aux indigènes, il est naturel d'en accorder aussi aux colons pour que le travail leur soit fourni jusqu'à l'expiration du terme de l'engagement.

Demandons-nous alors quelle sera, pour les deux contractants, la sanction de leurs obligations réciproques, grosse question qui soulève bien des controverses. Examinons-la d'abord pour l'indigène.

Il arrive fréquemment que celui-ci, soit par ignorance, soit par mauvaise volonté ou par paresse, viole ses engagements.

En Europe, la rupture ou l'inexécution d'un contrat du travail ne donne lieu, par application des articles 1142 et 1780 du Code civil, qu'à une réparation pécuniaire, jamais à une sanction pénale. En sera-t-il de même en Afrique ? Peut-on songer à réclamer une somme d'argent à un noir qui ne possède ordinairement rien et qui, même s'il possédait quelque chose, pourrait facilement se soustraire à la condamnation qui le frappe en dissimulant son bien, ou en s'enfuyant ?

Une solution s'impose alors : c'est de considérer la rupture du contrat comme un *délit* et de lui appliquer une sanction pénale.

L'Institut colonial international a, dans sa session de La Haye en 1895, puis de Berlin en 1897 et de Bruxelles en 1899, discuté la question et ses membres l'ont, à peu près tous, résolue de la façon que nous indiquons.

Voici comment s'exprimait M. Van Mal, traduisant la pensée de l'Assemblée. « La juridiction répressive, disait-il, se justifie et s'impose lorsque le

recours au juge civil apparaît inefficace et que la contravention à la loi du contrat compromet l'ordre général et l'intérêt public. » Et il citait le cas de l'explorateur et du planteur abandonnés par leurs travailleurs. « La loi de police, l'action de la justice répressive sont seules efficaces dans tous ces cas ; elles sont justes, par cela même qu'elles sont nécessaires et commandées par l'intérêt social... La conclusion s'impose donc, il faut admettre l'application d'une peine à l'engagé qui, volontairement et de mauvaise foi, refuserait d'exécuter les clauses légales d'un contrat librement souscrit. Et ce recours à la loi répressive paraît bien justifié, quand on remonte au principe du droit de punir. La peine doit constituer un enseignement. Ici, elle rappellera la loi du travail rédempteur à tant de peuples que nous n'avons le droit d'arracher à une séculaire torpeur que si nous leur montrons par le travail le chemin de la civilisation. »

M. Girault, à l'Institut colonial, a fait à cette thèse, en sa qualité de jurisconsulte, des objections d'ordre juridique et moral. Invoquant le grand principe de la liberté, il faisait remarquer que « la liberté de ne pas travailler est le corollaire de la liberté du travail. » Il niait en outre l'effet moralisateur de la peine pour l'individu « car il n'y a, disait-il, pas de meilleur moyen de disqualifier le travail et de le rendre odieux que de vouloir l'imposer. » Cependant, en considérant la question au point de vue économique, M. Girault convient que la sanction pénale est nécessaire pour assurer à l'entrepreneur une main-d'œuvre constante et disciplinée.

Quelle sera donc cette sanction pénale ? On songe naturellement à la prison. Mais cette peine ne semble pas à elle seule suffisamment efficace. Le noir ne considère, en effet, la prison, ni comme un déshonneur, ni comme un mal ; il n'y voit que l'avantage d'avoir son logement et sa subsistance assurés. D'autre part, l'emprisonnement de l'indigène ne procure pas à l'entrepreneur la réparation du préjudice que la violation du contrat lui a fait subir et qui lui est due, s'il n'a pas failli à ses engagements.

La considération de l'influence que la peine peut avoir dans l'avenir sur la moralisation de l'indigène est, pour l'engagiste, tout à fait secondaire. Son désir, très légitime, est de faire réussir son entreprise, et il escompte, dans ce but, l'intervention de l'autorité qui préside à la rédaction du contrat et qui prend à charge d'en assurer l'exécution à l'égard des deux parties contractantes. Si l'entrepreneur ne jouit pas ainsi des garanties auxquelles il a droit, il est à craindre que, se considérant comme insuffisamment protégé, il ne s'arroge des pouvoirs disciplinaires sur le travailleur et ne poursuive lui-même l'exécution du contrat par des moyens peut-être abusifs.

Dans ces conditions, il est indispensable de compléter ou de remplacer la peine de l'emprisonnement, que le noir supporte facilement, par une autre plus efficace. Ce sera le *travail correctionnel*, obligatoire et non rémunéré. On atteindra ainsi un double but utile : d'une part, infliger au noir un châtiment pour avoir manqué à ses engagements, d'autre part, réparer le préjudice qu'il a causé de ce fait à l'engagiste. Mais il faut que ce travail forcé, qui correspond,

somme toute, à l'indemnité que nos tribunaux accordent en vertu de l'article 1780 du Code civil à la partie qui souffre de la rupture d'un contrat de travail, il faut, disons-nous, que ce travail forcé ne dépasse pas, en stricte justice, ce que nécessitent la réparation du dommage et l'amendement du délinquant. Il serait injuste, par exemple, d'obliger l'indigène à accomplir de cette manière la plus grande partie de son temps d'engagement ; ce serait une sorte de servage rétabli sous prétexte de répression. Il convient, au contraire, d'en abréger la durée s'il parvient rapidement à corriger l'indigène.

Pour détourner celui-ci de la tentation de violer à nouveau son engagement, on s'attachera à lui démontrer les dommages qui en résultent pour lui. Le plus souvent, la connaissance, au moment de la conclusion du contrat, des peines qu'il peut encourir suffira pour lui faire remplir ses obligations.

Ainsi envisagée comme instrument de réparation, de répression et même de moralisation, la sanction pénale doublée d'une sanction coercitive est juste et légitime. Mais c'est une mesure extrême qu'il ne faut employer qu'avec beaucoup de modération, lorsque les moyens de persuasion et ceux de répression plus modérés auront été sans effet. Ainsi que le fait remarquer M. Leroy-Beaulieu, l'amende, comme moyen de répression, et les dommages-intérêts, comme moyen de réparation, sont en principe seuls de mise ; « ce n'est qu'au cas où cette amende et ces dommages-intérêts équitables ne seraient pas payés qu'il pourrait y avoir lieu à quelques jours de prison, ne dépassant pas deux semaines au maximum. » Mais

M. Leroy-Beaulieu n'est pas partisan, dans ce cas, du travail correctionnel non rémunéré qui nous paraît être pourtant la mesure indispensable destinée, au même titre que les dommages-intérêts, à réparer le préjudice causé à l'engagiste et sans laquelle la prison ne produira pas l'effet voulu.

Ces règles s'appliquent aussi bien aux entreprises publiques qu'aux entreprises privées ; ce seront les mêmes garanties et les mêmes sanctions.

Ceux qui ne contestent pas la légitimité de la sanction pénale et coercitive font néanmoins remarquer que cette sanction devient impuissante, lorsque le noir, rompant subitement son engagement, s'enfuit dans la brousse pour se soustraire aux poursuites et aux pénalités. Il n'y a, dit-on, rien à faire dans ce cas, s'il est impossible de reprendre le noir. Certes, c'est là une sérieuse difficulté d'application de la sanction pénale. Mais nous pensons qu'elle s'atténuera, à mesure que le développement des voies de communications et l'augmentation des forces de police permettront à notre action de s'étendre et d'agir plus efficacement.

Quant à présent, on peut tenter de faire réprimer par les chefs indigènes les infractions aux règlements du travail. Il suffirait de les intéresser à l'exécution des contrats, comme on les intéresse déjà à leur formation. Ils emploieraient leur autorité à maintenir les noirs au travail jusqu'à l'expiration du terme d'engagement, les ramèneraient en cas de fuite chez leurs maîtres, ou les livreraient à l'autorité chargée de leur appliquer les peines.

De toutes façons, il y aurait grand profit à prati-

quer le recrutement régional dont nous avons déjà signalé les avantages. En effet, il arrive souvent que le noir qui déserte son travail pour s'enfuir, dit on, dans la brousse, ne se retire que dans son village, où il est toujours facile de le reprendre, soit directement, soit par l'intermédiaire des chefs, si ce village ne se trouve pas trop éloigné du lieu où il travaillait.

Remarquons d'ailleurs que si les noirs manquent à leurs engagements, ce n'est pas toujours par paresse. Beaucoup s'y déterminent parce que leurs employeurs n'ont pas rempli envers eux les obligations auxquelles ils étaient strictement tenus. Que ceux-ci se montrent donc plus consciencieux, et que l'autorité les ramène au besoin à l'observation de leurs contrats, on évitera ainsi de mécontenter l'indigène et de le pousser à des résolutions extrêmes, au préjudice des entreprises et de l'influence morale que nous devons exercer sur lui.

Lorsque l'autorité est appelée à sévir contre les engagistes, pour inexécution de leurs contrats, ce ne peut être en leur appliquant les mêmes peines qu'aux indigènes dont la mentalité et les conditions d'existence sont si différentes. Les droits et les libertés que les nations civilisées ont définitivement conquis ne peuvent, en aucune circonstance, être méconnus ; ils constituent un patrimoine indestructible.

La contrainte par corps, abolie par nos lois en matière civile, ne saurait donc être employée dans nos colonies contre les Européens. Ce principe n'a pas été observé par certaines législations étrangères, d'autant plus à tort que les moyens de répression ne

manquent pas à l'égard des employeurs. Ce seront, suivant les cas : l'annulation du contrat, la faculté donnée au noir de cesser son service, s'il est maltraité, l'interdiction pendant un certain temps d'employer des indigènes, les dommages-intérêts destinés à réparer tout préjudice porté à autrui. C'est seulement au cas de fautes intéressant particulièrement l'ordre public, telles que les infractions aux règlements édictés en matière de recrutement, et pour les mauvais traitements infligés aux noirs que des amendes pourront être prononcées. Quant aux sévices graves, ils justifient l'emprisonnement ; car ce sont là des délits qui, dans tous les pays, tombent sous l'application de la loi pénale. Mais, jamais la peine de prison ne doit frapper l'engagiste pour les cas où il est nécessaire de l'appliquer à l'engagé, c'est-à-dire pour violation ou rupture du contrat de travail. On tomberait ainsi dans une mesure vexatoire et dans une aggravation injustifiée des règles de notre droit français actuellement en vigueur sur les obligations contractuelles.

Quelles que soient d'ailleurs les peines frappant les maîtres ou les travailleurs, elles doivent être strictement prévues, insérées dans les contrats de travail, afin que les contractants sachent exactement à quoi il s'exposent en violant leurs engagements, ou en commettant des abus. De plus, toutes les difficultés relatives à l'interprétation et à l'application de ces contrats doivent être soumises à l'appréciation des tribunaux, seuls compétents pour connaître des contraventions ou délits et appliquer les peines, pour prononcer les dommages-intérêts, pour concilier les

parties, ou bien les délier de leurs engagements et annuler le contrat.

De même que l'intervention de l'autorité, dès la formation des contrats, a pour effet d'en assurer la moralité et la régularité au point de vue légal, de même le rôle des tribunaux sera de détourner les engagés et les engagistes de se faire justice à eux-mêmes, en cas d'atteintes portées à leur droit, les engagés en rompant inopinément le contrat, les engagistes en se constituant les arbitres des peines correctionnelles ou disciplinaires à infliger aux travailleurs.

Il est des cas, néanmoins, où l'autorité se trouve dans l'impossibilité d'intervenir en raison de circonstances locales, telles que l'isolement des exploitations ou l'insuffisance des organes administratifs ou judiciaires. Alors, les employeurs se croient omnipotents ; ils s'arrogent des pouvoirs disciplinaires que la loi ne leur reconnaît pas et beaucoup, à peu près sûrs de l'impunité, en font un détestable abus.

Ces inconvénients existent dans presque toutes les colonies françaises ou étrangères de l'Afrique occidentale ; nombre de ces dernières, cependant, y ont déjà porté remède. C'est ainsi qu'au Cameroun il a été créé, pour protéger les travailleurs, un fonctionnaire spécial, appelé « tuteur des travailleurs », qui a pour mission de dénoncer toutes les atteintes portées aux droits de ceux dont il a la garde. Au Congo belge, dans les colonies anglaises, la même protection est assurée aux indigènes.

Au Congo français, il a été prévu, par le décret du 11 février 1906, un service de contrôle local près

des sociétés concessionnaires dirigé par un *commissaire spécial du gouvernement* que le décret du 5 juillet 1902 a institué. Ce service est organisé par le commissaire général de la colonie. Mais, dans les autres colonies françaises rien de pareil n'a encore été fait. Nos administrateurs et nos juges, dont l'activité et le dévouement sont pourtant si grands, ne peuvent, leur nombre étant insuffisant, parvenir à exercer utilement les fonctions de surveillance et de contrôle du travail sur les étendues immenses de territoire qu'ils administrent. Dans ce cas, il serait préférable, en attendant qu'il soit obvié à ces inconvénients, de conférer, comme cela a été fait dans la nouvelle Guinée allemande, certains pouvoirs de police aux entrepreneurs et de leur accorder le droit de punir, en entourant ce droit de garanties spéciales et en le soumettant à un contrôle, plutôt que d'induire les engagistes à punir quand même, et alors sans mesure (1).

Les contrats de travail réglementés ne sont pratiqués dans aucune de nos colonies de l'Afrique occidentale. C'est récemment qu'un décret les a institués dans notre Congo, où les conditions difficiles de la main-d'œuvre les rendaient indispensables. Nous réservons pour notre deuxième partie, au chapitre spécial sur le Congo, l'étude de ces contrats inspirés de la pratique étrangère.

Deux colonies étrangères nous offrent les meilleurs modèles de contrats réglementés : l'État indépendant

1. Van der Lith. *Rapport sur la main-d'œuvre*. Institut colonial international, p. 215.

du Congo et la Côte-d'Or anglaise. Examinons rapidement leur fonctionnement dans ces deux pays.

Le décret belge du 8 novembre 1888, émané des rapports de M. Janssen, gouverneur de la colonie, consacre dans son article 1^{er} le principe de la protection des indigènes et des immigrants.

Ce décret s'applique donc à la fois aux autochtones et à tous les travailleurs étrangers importés dans la colonie. Les Belges ont-ils eu tort de confondre ainsi dans les mêmes règles des travailleurs si différents : les uns, aborigènes, encore incultes et sauvages ; les autres, immigrants étrangers, déjà fortement teints de civilisation ? Au premier abord, on est tenté de le croire, si l'on réfléchit qu'il est dangereux d'assimiler, au point de vue des conditions et des garanties du travail, des races très diverses, parfois hostiles, en tous cas absolument distinctes par les goûts et les aptitudes. Mais, en réglementant le travail, le gouvernement belge visait surtout les travailleurs immigrants qui seuls, à ce moment, étaient susceptibles de fournir la main-d'œuvre nécessaire ; il ne songeait pas à appliquer cette réglementation aux indigènes du Congo encore réfractaires à tout travail. Mais il espérait que les travailleurs étrangers, outre les services directs qu'ils allaient rendre immédiatement, pourraient par leur exemple entraîner au travail les indigènes du Congo. Il était dès lors naturel d'assurer à ceux-ci les mêmes garanties et les mêmes avantages qu'aux travailleurs immigrés sans préjudice de tous autres moyens, même coercitifs, que le gouvernement croirait devoir employer pour contraindre au travail, en cas de besoin, les

noirs absolument rétifs. Les prévisions belges ne se trouvèrent pas déçues. Sans doute, des abus furent commis à l'origine, provenant, soit du fait d'entrepreneurs sans scrupules, soit même de mauvaises méthodes de recrutement ; mais, en général, la rigoureuse observation des clauses contractuelles et les avantages qu'en retiraient les indigènes eurent beaucoup plus d'efficacité que les rigueurs et les peines pour les retenir au travail, après qu'ils y avaient été amenés par l'exemple de leurs compagnons étrangers.

Le décret cité plus haut a pour objet non seulement de protéger tous les travailleurs employés dans la colonie, quels qu'ils soient, mais aussi de régler leurs contrats de service au mieux de leurs intérêts et de ceux des engagistes (1).

Des fonctionnaires spéciaux veillent à l'exécution des mesures administratives, protègent les indigènes, reçoivent leurs réclamations et interviennent même directement, s'ils ont connaissance d'abus commis envers les noirs (art. 1^{er}).

Ils doivent, en outre, surveiller spécialement l'exécution des contrats. Cette surveillance a trait :

1° *A la passation des contrats* (art. 13).— Tout contrat de louage doit être dressé *par écrit* et présenté au visa dans le mois de sa date. Ce visa n'est apposé qu'autant qu'il est certain que le travailleur a une connaissance parfaite de son engagement, et sous toutes réserves de la valeur légale des clauses du

1. Institut colonial international. *La main-d'œuvre aux colonies*. Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux colonies.

contrat. Particulièrement, les engagements des noirs indigènes du Congo, recrutés dans les localités désignées par le gouverneur général et destinés à être emmenés à une certaine distance du lieu de leur résidence, doivent être constatés par un écrit dressé au lieu d'origine. L'autorité doit s'assurer que le noir a une connaissance *parfaite* de l'engagement auquel il souscrit et doit l'éclairer sur la portée des obligations qu'il contracte.

Les maîtres, ou entrepreneurs, ne peuvent se prévaloir des contrats qui n'ont pas été dressés en conformité des règles précédentes; mais le défaut d'acte écrit ou de visa ne peut être opposé aux travailleurs noirs dont les engagements sont réglés, à leur choix, ou par leur contrat ou par leurs coutumes locales.

2° *A l'exécution des contrats.* — Les autorités veillent à ce que les contrats soient observés par maîtres et par engagés. Elles peuvent exiger qu'il soit justifié que les mois fournissent leur travail volontairement, ou à des conditions par eux acceptées. Les gages et les salaires doivent être régulièrement payés, et de la manière stipulée au contrat. Pour mauvais traitements, les autorités ont le droit de rompre le contrat; le noir peut de lui-même cesser provisoirement son service jusqu'au jugement, mais, s'il le cesse sans motif légitime, *il peut être remis* par les autorités entre les mains de son maître et contraint d'exécuter ses engagements.

L'article 11 du décret punit en outre d'une amende de 25 à 500 francs ou d'une servitude pénale de 8 jours à 6 mois sans préjudice à tous dommages-intérêts le maître ou l'engagé qui volontairement et

de mauvaise foi refuse d'exécuter les clauses légales d'un contrat de service librement consenti, ou contrevient aux usages légalement obligatoires, à moins que l'autre partie n'ait elle-même violé ses engagements. Mais en aucun cas, le maître n'a le droit de se faire justice lui-même, en retenant par la force les engagés ou en leur infligeant des peines. Un rapport doit être fait au directeur de la justice sur toutes les irrégularités commises.

L'engagement, pour tous les indigènes, est d'une durée maxima de *sept années*, que le noir a la faculté de renouveler. Si ce renouvellement ne se fait pas en termes exprès, le rapatriement doit avoir lieu aussitôt et aux frais du maître.

Dans un pays tel que le Congo, où la monnaie ne trouve encore que peu d'usage, il fallait autoriser le paiement des salaires en marchandises; car le nègre ne saurait le plus souvent quel emploi faire de pièces d'argent ou d'or là où le commerce régulier n'a pas encore pénétré. Le travailleur a toutefois le droit de stipuler que le paiement de son salaire se fera en numéraire ou marchandise, à son choix, et s'il y a contestation sur l'espèce, la valeur ou la quantité de ces dernières, c'est au patron qu'incombe l'obligation de prouver que l'indigène reçoit bien ce qui lui est dû. Dans tous les cas, l'obligation de faire la preuve échoit au patron (1).

Le décret du 8 novembre 1888 est complété sur certains points par le règlement du 17 novembre 1888 sur le traitement de noirs engagés au service

1. Institut colonial international, *op. cit.*,

de l'État, notamment en ce qui concerne le livret délivré aux ouvriers pour l'inscription des sommes qu'ils reçoivent. Ce livret est vérifié chaque trimestre par l'intéressé et signé par un fonctionnaire de l'État (1). Le règlement précise en outre les attributions des fonctionnaires de l'État, en ce qui concerne les mesures de discipline, de sécurité et d'hygiène.

Enfin, le même décret a été complété par un règlement, en date du 28 septembre 1903, fixant les salaires des artisans et des travailleurs noirs au service de l'État. Ces salaires peuvent atteindre dans le Haut-Congo 40 francs et, dans le Bas-Congo, 40 et 150 francs par mois. Les travailleurs reçoivent en outre la nourriture, le logement, les secours médicaux et pharmaceutiques.

En dernier lieu, à la suite des travaux de la commission d'enquête sur les réformes désirables au Congo, un décret rendu par le roi Léopold, en Juin 1906, réduit à deux ans le maximum légal de la durée du contrat de service pour les enfants au-dessous de 14 ans. Cette réforme a pour but de parer aux inconvénients de l'engagement à long terme des enfants ou adolescents qui pouvaient se trouver liés pendant sept années, en vertu d'un contrat accepté par eux, sans que, sans doute, ils fussent à même d'en apprécier la portée. Ce maximum est porté à trois ans pour les boys ou autres domestiques, afin

1. La pratique du livret de travail a été instituée dans notre Congo, comme nous le verrons à propos des contrats de travail indigènes réglementés par le décret du 11 mai 1903.

de le faire coïncider avec la durée moyenne du séjour des Européens au Congo (1).

La formation des contrats de travail à la Côte d'Or anglaise n'est soumise obligatoirement à aucune réglementation, sauf pour les contrats qui doivent s'exécuter à l'étranger. Dans ce dernier cas, la réglementation est à peu près la même qu'au Congo. On exige la rédaction du contrat par écrit, la lecture et l'explication de ses clauses à l'indigène, le consentement de celui-ci, le visa de l'autorité, la détermination de la nature du travail et du mode de paiement des salaires. Un terme maximum de 3 ans est fixé à l'engagement.

Dans les contrats ordinaires exécutés à l'intérieur de la juridiction, toutes ces prescriptions sont *facultatives*. Les parties fixent, comme elles l'entendent, la durée de l'engagement et, quand il n'y a pas eu de stipulation à ce sujet, le contrat peut être rompu par l'une d'elles sans avis préalable. Mais, par contre, l'exécution du contrat est sanctionnée rigoureusement par des mesures nombreuses appropriées à toutes les circonstances de fait. L'ordonnance du 30 juin 1893, réglant cette matière, décide, en effet, que pour négligence ou refus d'exécution d'un contrat de service, pour désaccord et différend, pour mauvais traitements..., la partie lésée peut faire citer l'autre à comparaître devant le tribunal. L'arrestation et la détention peuvent être ordonnées

1. *Dépêche coloniale*, 12 juin 1906. « Les réformes au Congo belge. Rapport au roi souverain. »

contre la partie qui tente de se soustraire aux poursuites (art. 26).

Le plus large pouvoir d'appréciation et de décision est laissé au tribunal. Il peut, nous dit l'article 28 de l'ordonnance, concilier, ou compenser l'une par l'autre toutes les réclamations fondées, stipuler le paiement de telle somme qu'il jugera due par l'une des parties à l'autre, ordonner l'exécution du contrat, faire fournir caution pour cette exécution et, à défaut, condamner à un emprisonnement n'excédant pas trois mois. Il peut annuler le contrat en stipulant le montant des sommes ou gages dus en vertu de ce contrat et le paiement des dommages qu'il juge équitables. Si les faits de la cause ne se prêtent à aucune fixation de dommages, ni à aucune compensation, le tribunal a la faculté d'annuler le contrat, de délier les parties et de condamner l'une d'elles à une amende n'excédant pas 20 livres. Dans les cas graves qui ne peuvent être tranchés par une compensation pécuniaire, le tribunal a la faculté de condamner à un emprisonnement de trois mois et à une amende de 20 livres (art. 30) (1).

Quand il condamne à l'amende, ou prescrit le paiement d'une somme garantie par une obligation ou par une caution, il peut ordonner, selon qu'il le

1. Rapprocher de ces dispositions l'ordonnance de procédure criminelle de 1876, en vertu de laquelle la personne emprisonnée pour non-paiement d'une somme due, à titre de gage, de dommages-intérêts, ou pour toute autre cause, sera considérée comme s'en étant acquittée et en recevra décharge à l'expiration de son emprisonnement, qui sera sans astreinte au travail forcé.

jugera convenable, que tout ou partie de l'amende ou de la somme sera payé au patron ou à l'employé, à titre de compensation pour le dommage ou le préjudice à lui causé par l'acte ou par le fait puni d'amende ou par la non-exécution du contrat (art. 31).

L'article 32 décide, en outre, qu'aucun ordre de paiement ne peut affecter les gages qui pourraient être acquis à des employés en vertu d'un contrat de service, postérieurement à la date de cet ordre ; mais l'article 33 décide qu'aucuns gages ne seront dus à un employé pour ou pendant la durée d'un emprisonnement.

Ces quelques articles nous font voir que la législation de la Côte-d'Or prévoit, pour les différents cas de rupture des contrats ou d'inexécution des conventions, des sanctions pénales très diverses allant depuis l'amende jusqu'à l'emprisonnement et même jusqu'aux peines corporelles pour les individus âgés de moins de 16 ans.

Il n'y est pas question de travail forcé, comme moyen de correction et de réparation. C'est que cette mesure n'a pas été jugée nécessaire pour un but qui pouvait être autrement atteint. Cela montre combien les Anglais sont soucieux de respecter la liberté de l'individu, tout en conformant les institutions à l'état du pays et de la population. Chez eux la législation du travail s'inspire surtout des nécessités et particularités locales, elle s'adapte avec souplesse à un grand nombre de cas et produit les meilleurs effets sur l'esprit des indigènes.

En Europe, l'idée qui préside à l'organisation du travail est celle de la protection due au travailleur

pour faire respecter ses intérêts et ses droits, ou pour les concilier avec ceux du patron capitaliste. Mais la protection de l'État, qui représente l'intérêt général, ne peut s'exercer que d'une manière restreinte en faveur d'une catégorie quelconque d'individus. Aussi, les ouvriers ont-ils été conduits, pour leur défense commune, à se grouper pour faire prévaloir leurs droits, en d'autres termes, à se syndiquer. Leurs syndicats, reconnus par la loi, établissent des contrats collectifs fixant les conditions du travail : durée par jour, salaires divers... et les proposent à l'acceptation des patrons. A défaut d'entente, ils usent du droit de grève. A ces moyens d'action, les patrons opposent, de leur côté, ceux que leur confère la loi, c'est-à-dire l'action syndicale et le lock-out, ou fermeture de leurs ateliers ou usines.

Entre ces deux forces, l'État intervient comme régulateur et modérateur ; il est quelquefois arbitre ou conciliateur dans les conflits. Il applique, en cas de rupture brusque des contrats de travail, une sanction civile se résolvant par des dommages-intérêts (art. 1780, C. civ.). Dans beaucoup de cas, il empêche les abus et prévient les conflits en réglementant le travail et en attachant des sanctions pénales aux règles qu'il pose.

De la sorte, l'action individuelle par l'association patronale ou ouvrière et l'action de l'État par la réglementation tendent à concilier les intérêts contraires et à réaliser l'ordre économique.

Dans nos colonies de l'Ouest Africain, la quasi-impossibilité où sont les individus de se protéger eux-mêmes rend plus nécessaire l'intervention de

l'autorité. Et, à l'opposé de ce qui se passe dans nos pays, c'est surtout l'entrepreneur qui, aux colonies, réclame la protection de l'État, en raison de la situation d'infériorité où le met la pénurie de la main-d'œuvre.

L'indigène, qui ne se trouve pas, comme l'ouvrier européen, dans la nécessité de travailler pour satisfaire à ses besoins très réduits, peut en effet se passer de l'entrepreneur, tandis que l'entrepreneur ne peut se passer de l'indigène. Il en résulte que celui-ci est maître d'abandonner, au gré de son caprice, le travail qu'il a accepté, dès que ce travail lui déplaît, ou ne lui paraît plus avantageux.

Quels moyens aura l'entrepreneur de se prémunir contre les fantaisies du travailleur indigène? S'il le tente, son action, parce qu'elle est intéressée, sera presque toujours excessive, maladroite et lui sera préjudiciable. L'intervention de l'autorité, par la réglementation des contrats de travail, le servira mieux, en même temps qu'elle aura pour effet d'assurer à l'indigène des avantages qu'il n'aurait pu obtenir de l'entrepreneur, étant par lui-même hors d'état de discuter les conditions de son engagement. Enfin, la sanction pénale et, dans certains cas, la sanction coercitive sont encore des mesures de protection avantageuses pour l'entrepreneur.

La réglementation doit, du reste, varier ses procédés ou atténuer ses rigueurs selon les colonies. Dans certaines d'entre elles, comme la Guinée Portugaise et le Congo Belge, on pratique plus ou moins rigoureusement le régime de la sanction pénale et

coercitive ; ailleurs comme dans la Côte d'Or la sanction pénale seulement. Le travail dans le Cameroun est soumis à une simple tutelle administrative.

Il convient autant d'éviter une réglementation excessive que l'absence de toute réglementation. Dans certaines de nos colonies de l'ouest africain, celle-ci est nécessaire et nous venons d'agir sagement en réglementant et sanctionnant les contrats de travail au Congo. Il serait avantageux d'étendre aux autres colonies les mesures prises dans cette dernière, tout en les adaptant aux conditions locales.

L'abstention de l'autorité crée souvent de graves difficultés que quelques mesures administratives habiles pourraient facilement éviter.

C'est le cas pour notre colonie de la Côte-d'Ivoire où les rapports entre maîtres et ouvriers ne sont réglementés par aucun contrat. « Il n'est pas rare de voir l'indigène cesser brusquement tout travail pour s'enfuir dans la brousse, sans autre raison qu'un caprice subit et en dépit des bons traitements dont il a pu être l'objet. En pareil cas, les chefs se refusent généralement à intervenir et l'administrateur se trouve désarmé, soit, en droit, par l'absence de contrat, soit, en fait, par l'impossibilité où il est de faire rechercher le fugitif, le personnel de police étant extrêmement restreint dans les divers cercles. Aussi faut-il reconnaître que, dans l'état de choses actuel, la sanction des engagements verbaux ou écrits est, à la Côte-d'Ivoire, à peu près illusoire, tant qu'elle ne provient pas du fait de l'engagiste même et des précautions dont il s'entoure (1). »

1. Bruneau de Laborie. *La main-d'œuvre à la Côte-d'Ivoire*.

En présence de ces inconvénients, plusieurs cercles ont suppléé la législation inexistante et ont adopté le contrat rédigé par écrit et visé par l'administration. Cette mesure, vu son caractère solennel, peut faire impression sur l'indigène, mais elle ne suffira pas toujours à lui imposer le respect de ses engagements. La crainte d'une peine ou d'une représaille agira certainement sur lui beaucoup plus efficacement.

Il ne faudrait pas croire que la réglementation, indispensable aujourd'hui, deviendra sans objet le jour où l'accession définitive des noirs à la civilisation permettra l'avènement d'un régime de liberté analogue à celui dont nous jouissons. C'est qu'en effet, à mesure qu'un pays progresse et que les populations prennent des habitudes de travail régulier, les rapports entre les employeurs et les travailleurs deviennent plus complexes, les causes de conflits plus nombreuses. L'apparition des grandes entreprises agricoles ou industrielles rendant nécessaire l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers appelle une intervention et une surveillance constantes de l'autorité pour faire respecter les droits de chacun. Dans tous les pays d'Europe, une législation du travail est déjà formée ou en voie de formation, on ne peut contester son utilité à fin de corriger, dans bien des circonstances, les excès de l'individualisme.

Pour nos colonies à population noire, cette intervention apparaît plus nécessaire encore, soit comme moyen d'inciter l'indigène au travail en lui garantissant des conditions favorables, soit comme moyen de protéger le travailleur et l'entrepreneur contre

les atteintes portées à leurs droits, et, dans une période de civilisation plus avancée, de résoudre les questions d'ordre public que l'extension des entreprises soulève chaque jour.

Que l'on diffère d'avis sur la manière dont l'intervention de l'autorité doit se manifester ; que l'on rejette d'une manière absolue la sanction pénale et coercitive, qui, pourtant, nous semblent souvent nécessaires, on n'en est pas moins d'accord sur le principe.

Les avis des hommes les plus autorisés en cette matière sont dans le sens que nous indiquons. M. J. Chailley, bien que libéral convaincu, est persuadé que dans nos colonies habitées par des noirs, rien, en fait de travail, n'est praticable sans l'intervention ou la surveillance de l'autorité ; et M. Leroy-Beaulieu lui-même, qui fait de la liberté un dogme, reconnaît les nécessités qui s'imposent quant à la main-d'œuvre indigène ; entre autres, dans certains cas, celles de l'intervention administrative et même de la sanction pénale.

Il n'y a donc pas d'opposition absolue entre la main-d'œuvre réglementée et la main-d'œuvre libre, cette dernière nécessitant aussi, comme nous allons le voir, une certaine intervention de l'autorité, pour les contrats de services.

§ 2. — Les contrats de travail libres.

Nous avons déjà, dans ce qui précède, examiné et jugé le système des partisans de la main-d'œuvre libre. Nous avons accordé que le régime de la liberté

du travail est celui qui permet le mieux à l'individu, guidé par l'intérêt personnel, de développer ses facultés et son activité, tant à son profit qu'à celui de la société. Mais il faut, pour cela, que l'individu ait des besoins et cherche à les satisfaire par le travail, qu'il ait la notion de son intérêt, de ses droits et de ses devoirs sociaux. Ces qualités n'existent pas toujours chez les peuples primitifs, et ce n'est souvent que sous l'influence de l'éducation qu'elles naissent et se développent. Il résulte de là que l'indigène doit être tenu en tutelle, aussi longtemps qu'il se trouve incapable de se conduire lui-même, et suivant des moyens appropriés à son degré de civilisation.

Cela posé, on ne saurait adopter la doctrine trop absolue des économistes de l'école libérale qui voudraient établir dans toutes nos colonies le système du louage d'ouvrage, tel qu'il existe en France. Chez les peuples encore sauvages, la liberté doit être un but proposé à leurs progrès, avant d'être un moyen d'utiliser leur activité. Elle ne devient un droit que lorsque l'individu, loin d'en mésuser, est capable d'en tirer profit pour lui-même et pour la société.

On doit néanmoins, en cette matière, procéder avec circonspection. Il importe, avant de confisquer la liberté des indigènes, ce qui pourrait être dangereux, de connaître leur état d'âme. La barbarie de certaines populations noires n'est souvent que superficielle ; il en est qui s'en dépouillent dès le premier contact avec les civilisés. Chez celles-ci, on pourra dès lors mettre en honneur la liberté du travail, sauf à la restreindre plus tard si elles n'en font pas un bon usage.

Souhaitons qu'une liberté sans réserves puisse être ainsi appliquée sans danger à la plupart des noirs et, que la réglementation devienne un régime exceptionnel imposé par les nécessités présentes, mais destiné à disparaître lorsque les habitudes et les goûts des indigènes se seront améliorés.

La question de la main-d'œuvre libre diffère de celle du travail libre que nous examinerons plus loin. Nous considérons ici le travailleur indigène en sa qualité de salarié et dans les rapports qui l'unissent à son patron ; nous le verrons après, comme travailleur indépendant : agriculteur, commerçant ou artisan, qu'aucun contrat ne lie et qu'aucune autorité ne peut surveiller ou contrôler.

Les rapports entre les entrepreneurs et leurs ouvriers s'établissant par les contrats de travail. Ces contrats peuvent-ils être complètement libres ? Nous ne le pensons pas. Nous avons exposé les raisons qui militent en faveur de l'intervention de l'autorité. « On ne doit pas livrer, dit M. Leroy-Beaulieu, sans quelques garanties et quelques protections, des populations primitives, parfois enfantines, au régime de l'absolue liberté des contrats, les exposer aux ruses et à la rapacité des usuriers. On doit parfois placer les indigènes sous une sorte de tutelle, analogue à celle où se trouvent chez nous, sinon les mineurs, du moins les gens pourvus d'un conseil judiciaire (1). »

Dans ces conditions, la liberté dans les contrats de travail se bornera pour l'indigène à la faculté de louer ses services, à des conditions librement débat-

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 648.

tues et acceptées, de les cesser quand il lui plaît sans être exposé à subir de ce fait une peine correctionnelle ; mais elle n'impliquera pas celle de n'être pas tenu de réparer le tort causé à son patron par l'inexécution de ses engagements, pas plus qu'il ne sera permis à ce dernier de léser l'indigène sans l'indemniser.

Pour les contrats de travail, il serait inadmissible de mieux traiter les indigènes de nos colonies que les travailleurs de notre pays. En France, le Code prévoit une réparation civile pour inexécution des obligations contenues dans les contrats de travail. En outre, pour la grande industrie, les patrons ont coutume d'insérer dans les règlements d'ateliers, qui forment entre eux et leurs ouvriers la matière des contrats de travail, des clauses qui leur donnent la faculté de sanctionner par des amendes, autrement dit par des retenues de salaires, les infractions aux articles de ces règlements. A l'appui de cette pratique, on invoque la nécessité de réparer le préjudice matériel ou moral causé au patron. La retenue du salaire est le seul moyen que celui-ci ait de se dédommager, le cas échéant, quand l'ouvrier est insolvable et elle a souvent pour effet d'éviter la mesure plus radicale du renvoi.

Si les obligations énoncées avec clauses pénales dans le règlement d'atelier sont légitimes en droit — articles 1226 et suivants, article 1158 C. civ. — elles sont viciées en fait par le défaut de consentement formel de l'ouvrier qui, lors de l'embauchage, est censé accepter en bloc ce règlement sans être admis à le discuter, en vue d'y apporter les modifica-

tions qu'il jugerait équitables et commandées par son intérêt.

Il n'entre pas dans le cadre de notre sujet d'examiner la valeur des contrats collectifs élaborés par les syndicats ouvriers, pour remédier aux inconvénients du contrat individuel défini par le règlement d'atelier dans les grandes entreprises.

Nous voulons simplement montrer ici que si les peines disciplinaires infligées par le patron sont admises en France dans les contrats de travail, elles doivent l'être, à plus forte raison, aux colonies pour garder le patron contre tout préjudice dans l'exécution du contrat. A titre de garantie, on pourrait, pendant le premier mois, retenir la moitié du salaire de l'indigène. Cette caution demeurerait acquise, totalement ou en partie, au patron lésé dans ses intérêts et remplacerait l'indemnité accordée par notre législation à la partie qui souffre de l'inexécution d'une obligation conventionnelle, indemnité difficilement recouvrable sur le noir qui, dans l'état de civilisation où nous l'envisageons, vit au jour le jour, sans esprit d'épargne et ne possède rien qui puisse, au besoin, dédommager l'entrepreneur.

Néanmoins, il nous semble qu'aux colonies, moins encore qu'en France, on ne doit tolérer que les patrons fixent eux-mêmes les retenues de salaires applicables à certains cas, ou les laissent prononcer par leurs employés ou contremaîtres qui peuvent en abuser ; car elles prendraient alors le caractère d'une spoliation et d'un abus de pouvoir.

Chez nous, les excès de l'individualisme patronal deviennent de plus en plus rares, par suite de l'or-

ganisation des forces ouvrières qui substitue à l'ouvrier isolé, faible et dépendant, un groupement en état de traiter d'égal à égal avec le patron, de faire insérer dans les contrats des clauses équitables et d'en contrôler l'exécution.

Aux colonies, où cette organisation n'existe pas, il incombe aux autorités administratives d'intervenir en faveur du travailleur indigène, sans toutefois porter atteinte au fonctionnement régulier des contrats. Les parties contractantes restent maîtresses d'en stipuler les clauses. Ce rôle de l'autorité, pour la protection du noir, qui ne peut défendre son intérêt ou faire respecter son droit, consiste simplement à empêcher l'employeur d'abuser, à son profit, de la liberté du contrat.

Non seulement, le salaire sera équitablement fixé, mais les jours et heures de travail ne dépasseront pas une limite raisonnable, les retenues sur le salaire ne seront pas arbitraires et, si ces conditions ou autres jugées nécessaires en faveur du nègre ne sont pas remplies, il sera du devoir de l'État de les imposer à l'employeur trop disposé à ne consulter que son intérêt.

Si, dans la question qui nous occupe, la liberté devait être une source d'abus ou une entrave aux progrès, il serait préférable de la restreindre dans la mesure voulue, pour fonder l'ordre économique sur le juste équilibre des intérêts opposés.

Il s'agit de ne pas livrer sans défense des races, que nous supposons laborieuses, à la cupidité de quelques entrepreneurs. Armons-les pour la lutte économique, apprenons-leur à régler elles-mêmes les

conditions de leurs contrats de travail, de manière à assurer par leurs salaires la satisfaction de leurs besoins et, même, à se constituer une épargne. Encourageons de la sorte leurs dispositions au travail. Autrement, en abandonnant l'indigène sans protection à l'entrepreneur, on ne lui apporterait qu'une nouvelle forme d'esclavage : l'asservissement au patronat.

Tels sont les principes qui nous semblent dominer la matière des contrats libres indigènes. Voyons maintenant ce que sont ces contrats dans les colonies où ils ont été mis en pratique.

Comme nous nous proposons d'étudier dans notre deuxième partie les colonies françaises, nous ne nous occuperons ici que des deux colonies allemandes : le Togo et le Cameroun qui nous offrent les modèles les plus caractéristiques des contrats libres.

La colonie du Togo est une des plus prospères de l'Afrique occidentale. Les indigènes appartiennent à la race des Eohe. La population, laborieuse, se livre à l'agriculture ; elle compte aussi des artisans habiles dans toutes les catégories de métiers.

Les contrats de travail ne sont ni réglementés, ni contrôlés par l'autorité, mais régis par la coutume, à la satisfaction de tous. Ils sont conclus verbalement entre maîtres et employés, sans aucun intermédiaire ; leur durée est ordinairement d'un an ; ils sont dissous par une dénonciation notifiée par l'une ou l'autre partie, un jour au moins à l'avance. Malgré cette latitude, les travailleurs restent souvent des années au service, quand ils sont loyalement et convenablement traités et, s'ils viennent à cesser le

travail, leur remplacement se fait sans difficultés.

Avec les Krous importés, les contrats verbaux ou écrits sont plus détaillés ; leur durée est d'un an. Le salaire des indigènes est de 50 pfennigs à 1 mark (1 fr. 25) par jour, nourriture non comprise, sauf pour les travailleurs étrangers qui ont droit, en outre, au rapatriement. Pour les uns et les autres, le paiement se fait en espèces ou en marchandises, suivant les conventions ; le traitement médical est le plus souvent gratuit. La durée du travail journalier est de dix heures, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec un repos de deux heures, de midi à 2 heures. Le travail du dimanche est une exception.

Cette revue rapide des conditions du travail au Togo nous montre que le régime de la liberté est, dans cette colonie, bien établi et fonctionne d'une façon satisfaisante. L'intervention de l'autorité n'est pas plus nécessaire pour sanctionner pénalement les contrats qu'elle ne l'est pour les conclure. Ce sont les patrons qui, en vertu des conventions, se réservent, en certains cas, le droit des sanctions disciplinaires en infligeant aux travailleurs de légères retenues de salaires. Et l'autorité n'a la faculté d'agir, par application du droit commun, que dans des cas graves, lorsque l'une ou l'autre des parties réclame expressément son intervention pour réprimer un abus ou se faire rendre justice contre un acte arbitraire (1).

Au Cameroun, le régime de la liberté des contrats est aussi en honneur ; mais, en raison de l'état de

1. Institut colonial, Session de La Haye, p. 130.

civilisation moins avancée des indigènes, cette liberté est moins large qu'au Togo dans l'application, tout en respectant le principe.

Les indigènes du Cameroun appartiennent aux races Bantou et Dualla. Les uns vivent surtout du commerce, les autres s'adonnent plutôt à l'élevé du bétail et à la chasse. Au début, ces indigènes se refusaient à travailler, sur les plantations, mais, peu à peu, un changement remarquable s'est opéré dans leurs dispositions et leurs habitudes. Le préjugé, existant surtout chez les tribus Bualla, que le travail manuel est indigne d'un homme libre a disparu, au moins en ce qui concerne tous les métiers en dehors des travaux agricoles et du portage.

Chez les autres tribus, le recrutement des travailleurs agricoles est très facile et, même, l'offre du travail se trouve supérieure à la demande. Néanmoins, les meilleurs travailleurs restent peu de temps au service ; ils sont très enclins à la désertion, mais reviennent généralement d'eux-mêmes au bout de peu de temps. Ils préfèrent s'engager comme journaliers. Ce sont les Krous venus de la Côte-d'Or qui fournissent le temps de travail le plus long (1 ou 2 ans).

Les contrats de louage d'ouvrage, quand il s'agit d'un seul ou d'un petit nombre de travailleurs sont, comme au Togo, conclus directement par l'employeur avec les indigènes ; si ceux-ci sont en grand nombre, ils traitent avec le « *capita* » ou l'entrepreneur choisi par eux. Les travailleurs étrangers arrivent généralement en groupes de douze à vingt hommes sous la conduite du « *capita* », après avoir, au préa-

lable, reçu de leur chef l'autorisation de quitter leurs foyers. L'engagement d'indigènes au service du gouvernement ou en vue d'expédition se fait par écrit.

Les clauses du contrat, tant sur la nature et l'étendue des services que sur le salaire, sont discutées directement avec le travailleur lui-même. Le salaire est le plus souvent payé en espèces, ou en marchandises et espèces à la fois. Il est annuellement, y compris les frais de nourriture (riz, thé, viande, biscuit), de 1000 marks en chiffres ronds pour les artisans et de 306 pour les ouvriers ordinaires ; le travailleur importé a toujours droit au passage de retour gratuit.

Si la liberté la plus complète est laissée aux patrons et aux travailleurs pour la formation des contrats, il n'en est pas de même pour l'exécution. En droit, avons-nous dit, le principe de liberté est respecté, c'est-à-dire qu'aucune disposition pénale, ni même aucun recours aux moyens de droit ordinaires, ne sanctionne les engagements réciproques des deux parties. Mais, en fait, lorsque les patrons ont à souffrir de quelque violation du contrat, ou de quelque infraction à ses clauses par l'indigène, ils exercent sur lui un pouvoir disciplinaire que la loi ne leur reconnaît pas et qui ne consiste pas seulement à infliger à l'indigène une retenue de salaire, ce qui est admissible, mais se manifeste par des sévices plus ou moins graves. En ce sens, des abus ont été commis par les colons allemands et le gouvernement s'est vu contraint de mettre les indigènes sous la protection ou la tutelle d'un fonctionnaire spécial chargé de veiller à leurs intérêts, de les

garantir contre toute injustice, de réprimer ou de dénoncer à l'autorité supérieure, en cas de nécessité, les abus commis envers eux.

Donc, tandis qu'au Togo la liberté des colons et des travailleurs reste entière, elle subit ici quelques restrictions qui, du reste, se justifient par l'état inférieur de civilisation des indigènes (1).

En somme, on voit, par l'exemple de la colonie du Togo, que le régime des contrats libres conformes aux nôtres est applicable en Afrique. L'exemple du Cameroun montre aussi qu'il faut, tout en maintenant le principe de liberté, y apporter quelquefois des restrictions.

Quant à la Côte-d'Or et au Congo belge, ces colonies admettent, mais à des degrés différents, le principe de la réglementation des contrats.

L'examen de ces situations diverses nous confirme dans l'opinion que la solution du problème de la main-d'œuvre noire dépend du degré de perfectionnement des races indigènes et qu'il est dangereux de vouloir la faire résulter uniformément des principes en honneur chez les nations civilisées.

La France ne semble pas s'être suffisamment inspirée de ces idées dans ses colonies de l'Afrique occidentale. Parmi celles-ci, il en est, certes, auxquelles le régime de la liberté convient, mais toutes n'y sont pas également préparées et ce serait un tort de leur accorder indistinctement le même régime. En passant rapidement en revue, dans notre deuxième

1. Institut colonial international. Session de La Haye. Rapport de M. Herzog, p. 125.

partie, les races qui peuplent nos possessions, nous constaterons entre elles des inégalités d'intelligence, d'aptitudes, de goûts, de dispositions au travail. Et pourtant, nous verrons qu'en l'absence de toute réglementation, plusieurs de ces populations jouissent d'une liberté qui n'est pas certainement le régime le plus favorable à leur développement, de sorte que l'on peut se demander si cette situation ne nous constitue pas en état d'infériorité vis-à-vis des colonies étrangères.

Il convient, néanmoins, d'ajouter qu'actuellement l'absence de toute législation et de toute réglementation du travail n'est pas encore un mal inquiétant.

En effet, la mise en valeur de nos possessions de l'Afrique occidentale, sauf le Congo, n'est pas aux mains de grandes entreprises publiques ou privées rendant nécessaire l'emploi de la main-d'œuvre salariée et réglementée. Le travail libre indigène suffit, quant à présent, à assurer l'exploitation des principaux produits d'exportation et, les grands travaux publics étant effectués au moyen des prestations, la main-d'œuvre salariée n'est recherchée que pour quelques entreprises agricoles ou industrielles, ou pour des travaux d'utilité publique jusqu'ici peu importants, à part les chemins de fer.

Une autre raison de l'absence de réglementation est que le recrutement de la main-d'œuvre salariée se fait, lorsqu'elle est nécessaire, par l'intermédiaire des chefs indigènes dont l'autorité sur leurs congénères est plus efficace que toute réglementation et qui règlent à l'amiable avec les employeurs les conditions du travail.

Nous connaissons les inconvénients de ce système qui ne procure pas les services réclamés si les chefs se refusent à accomplir ou accomplissent d'une manière défectueuse leur rôle d'intermédiaire. Enfin, le non-emploi par l'administration des contrats de travail réglementés tient sans doute à ce qu'elle possède la faculté de faire appel à des travailleurs du dehors pour l'exécution des travaux auxquels la main-d'œuvre locale ne saurait suffire. Ces travailleurs sont tirés, ou de colonies étrangères, et alors, leurs contrats de travail sont réglés par leur gouvernement, ou de la colonie française du Sénégal qui fournit des travailleurs de choix auxquels on peut, sans inconvénients, appliquer le régime du travail libre.

Nous aurons, dans notre dernier chapitre, à étudier le rôle de la main-d'œuvre importée et à rechercher dans quels cas on peut l'employer avec profit. Mais, auparavant, il convient d'examiner le régime du travail libre, de déterminer les conditions dans lesquelles il se concilie avec l'intérêt d'une bonne mise en valeur de notre domaine colonial et d'apprécier le rôle que doit jouer l'administration pour le développer.

VII

LE TRAVAIL LIBRE ; ROLE DE L'ADMINISTRATION

Notre examen des manifestations libres du travail indigène portera sur les trois branches de l'activité humaine : l'agriculture, l'industrie et le commerce.

En agriculture, nous ne saurions mieux comparer la situation de l'indigène travaillant librement et pour son compte, qu'à celle d'un petit propriétaire cultivant lui-même le lopin de terre qui lui permet de vivre en vendant le produit de son travail.

La mise en exploitation directe du sol par l'indigène s'explique naturellement, dit-on, par ce fait que ce sol lui appartient, qu'il a dessus un droit primordial et incontestable, de sorte qu'aucune entreprise agricole ne peut être tentée par l'Européen si l'indigène ne consent pas à lui céder une partie de ses terres.

Ceux qui n'admettent pas cette donnée fondamentale font valoir qu'il est inadmissible que l'exploitation par les colons se heurte à des droits dont l'étendue ne correspond guère à l'usage que sont capables d'en faire ceux qui en jouissent, que l'intérêt de la civilisation et des indigènes eux-mêmes exige que,

par l'initiative des colons, toutes les terres fertiles soient mises en valeur et que les droits mal définis de l'indigène ne doivent en aucun cas faire obstacle à ceux que l'État conquérant possède en vertu de sa souveraineté (1).

La vérité nous semble tenir le milieu entre ces deux opinions extrêmes. L'équité et la politique serviront ici de guide.

Il est d'abord un droit indéniable à respecter, c'est le droit de propriété de l'indigène, soit que l'on considère l'individu, soit la collectivité. D'autre part, il serait excessif d'étendre ce droit à des parties du territoire sur lesquelles l'indigène n'exerce aucune action inhérente à la propriété, territoire qu'il ne connaît même pas et, par suite, ne songe pas à revendiquer. Toutes les terres sans maîtres, ou « *res nullius* » des articles 539 et 713 du Code civil, peuvent donc appartenir à l'État, si elles ne sont réclamées dans un certain délai ou si ceux qui les revendiquent ne prouvent pas qu'ils en sont les propriétaires.

L'étendue de ces terres domaniales diffère suivant les colonies. Elle est plus importante dans celles où la population est clairsemée, peu adonnée aux travaux agricoles et, conséquemment, peu attachée au sol. Mais, même dans les colonies où les droits de propriété des indigènes embrassent la plus grande étendue, il reste de vastes espaces inoccupés que l'État peut légitimement s'approprier. On s'est même

1. Imbard de la Tour. *Régime de la propriété dans les colonies françaises*, p. 56.

inquiété de la trop grande quantité des biens qu'il a acquis ainsi et l'on a songé à constituer, pour les indigènes, des *réserves* de terres aux alentours de leurs propriétés de façon à permettre à leur activité de se développer au fur et à mesure de l'accroissement de leur nombre et de l'augmentation de leurs besoins.

Le territoire d'une colonie se divise donc en deux parts : 1° les terres appartenant aux indigènes et susceptibles d'être aliénées ou échangées ; 2° les terres devenues propriété de l'État par suite de déshérence, ou parce qu'elles sont inoccupées ou inexploitées.

Les terres domaniales que l'État ne peut mettre lui-même en valeur sont alors, ou aliénées par lui à titre onéreux, ou concédées à titre gratuit, soit à des particuliers, soit à des sociétés, ces dernières astreintes à diverses charges, mais jouissant de certains privilèges. C'est à propos de ces terres que se posent toutes les questions de main-d'œuvre examinées, et ce en raison de la nécessité où sont les exploitants de se procurer le travail salarié dont ils ont besoin. Quant aux terres appartenant aux indigènes, elles sont, en général, livrées à une exploitation moins intensive que les autres, parce que l'indigène, laissé à lui-même, est ordinairement un mauvais producteur, souvent paresseux, presque toujours ignorant.

Ce sont là, selon nous, des causes qui peuvent faire préférer le régime de l'exploitation par des entrepreneurs européens à celui de l'exploitation par l'indigène dans les pays dont la population n'est pas encore assez laborieuse ni suffisamment capable d'assurer par elle-même une large mise en valeur

du sol. Le résultat est alors mieux atteint par la collaboration de l'ouvrier indigène et de l'entrepreneur Européen, laquelle établit entre eux, par surcroît, une solidarité d'intérêts très propre à conquérir à la civilisation des peuples encore barbares. M. Chailley nous montre d'une façon saisissante les avantages de cette collaboration. « L'agriculteur qui s'en ira dans les colonies ne pouvant pas, ne devant pas, cultiver lui-même, devra emprunter le concours de la main-d'œuvre indigène. Le climat le lui ordonne et son intérêt le lui conseille ; car jamais on ne s'enrichit du travail de ses mains. Il s'établira non pas dans les districts congestionnés et regorgeant de population ; il pénétrera dans les cantons abandonnés, y cherchant des terres disponibles ; il y entraînera à sa suite les indigènes rassurés par la seule présence de l'Européen et charmés de travailler sous ses ordres et de s'enrichir à son exemple ; l'un fournira la main-d'œuvre, l'autre la direction. Dans ces circonstances, le rôle du colon s'ennoblit et s'élève : il implique entre lui et l'indigène une sorte d'association ; le colon, à mesure qu'il s'enrichit, enrichit l'indigène qui lui a fourni son travail. Et voilà le premier service qui rend l'agriculture ainsi comprise : elle fait la fortune non seulement du colon, mais aussi de l'indigène ; et par là, elle concourt à la pacification du pays, non pas à cette pacification née au lendemain de la victoire et qui tient tout un peuple frémissant sous le joug, mais à cette pacification née de ce que le vaincu accepte volontiers la loi du vainqueur, parce qu'il y trouve l'intérêt uni à la justice. Dès lors, la richesse du pays progresse rapidement ;

les cultures indigènes sont améliorées, les cultures étrangères introduites et acclimatées, et avant qu'il se soit écoulé vingt ou trente ans, l'aisance aura pénétré par toute la colonie; l'indigène nourrira les siens, étendra son domaine, acquittera l'impôt, et aura encore du disponible pour alimenter le commerce de la métropole. L'agriculture, précédant le commerce, l'aura rendu possible et bientôt rémunérateur (1). »

Le régime d'entreprise européenne a donc, dans un pays encore sauvage et au début de toute colonisation, une supériorité marquée sur tout autre; elle est due aux apports de capitaux, au meilleur rendement de la main-d'œuvre salariée, quand elle est stimulée par des mesures opportunes, due aussi aux méthodes de culture plus perfectionnées que le colon substitue à la routine suivie par l'indigène.

Il y a lieu maintenant de se demander comment sera organisée la propriété des terres vacantes dans nos colonies de l'Ouest Africain pour en assurer l'exploitation la plus profitable. « Si à certains égards, dit M. Edmund Morel, cette question du régime foncier en Afrique Occidentale est distincte de celle de la main-d'œuvre, elle y est étroitement liée d'autre part et il est difficile, sinon impossible, de parler de l'une sans s'occuper de l'autre... Il n'est nullement douteux que si l'on tend à passer outre à la coutume indigène sur le régime des terres en Afrique occidentale, c'est en grande partie parce qu'on a souvent répété que le noir ne travaille pas. »

1. J. Chailley, *L'âge de l'agriculture*, p. 16.

M. Leroy-Beaulieu dit aussi : « Le régime des terres vacantes et leur mode d'appropriation est peut-être le point principal de tout système colonial. Selon que sur ce point, on aura pris de bonnes ou de mauvaises mesures, on aura assuré ou découragé la culture et le peuplement du pays. »

Ce sont là questions d'espèce que l'on ne peut régler par la même solution. Comme le fait remarquer M. Charles Roux, « il est des pays où l'initiative individuelle des indigènes ou des colons ne peut s'exercer utilement. Là, et plus particulièrement dans les régions où la population clairsemée et barbare s'attaque aux richesses naturelles par des procédés destructifs, l'exploitation du sol doit être faite par des compagnies de colonisation disposant de grandes concessions » (1).

Le rôle de ces compagnies consistera à organiser le pays en vue d'une exploitation rationnelle et à faire exécuter les travaux qui exigent de gros capitaux. Jouissant sur leurs étendues territoriales d'un privilège commercial, elles pourront au profit du négoce français, drainer les produits de l'intérieur et les amener jusqu'au lieu d'embarquement, en les détournant des colonies étrangères voisines.

M. Étienne a très heureusement exprimé ces idées quand, le 21 janvier 1891, il a développé, devant le Conseil supérieur des colonies, son projet de création de grandes compagnies de colonisation : « Il est indispensable, disait-il, d'imiter ce que d'autres puissan-

1. *Introduction générale aux publications de la commission de l'Exposition universelle de 1900.*

ces n'ont pas hésité à faire à l'égard des sociétés commerciales. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, le Congo indépendant, la Hollande, ont concédé des chartes à privilèges qui donnent à des sociétés la libre possession de certains territoires, avec obligation, pour elles, d'y créer des routes, d'y améliorer les cours des fleuves, d'y cultiver le sol, mais aussi avec la sécurité que personne ne pourra venir derrière elles jouir et bénéficier de leurs dépenses et de leurs efforts.

« Ces puissances ont justement pensé que l'effort individuel ne pouvait pas intervenir utilement dans les pays où l'élément européen n'a pas encore pénétré, où de nombreuses expériences sont à faire, où les frais généraux sont lourds à supporter pendant les premières années. Des sociétés à capitaux puissants, au contraire, peuvent supporter les difficultés des premières années, sans se lasser ni se décourager. »

On voit les avantages qu'un tel système procure à l'indigène lui-même. Ce sont d'abord les profits matériels qu'il retire de son travail, puis la création d'un outillage économique et la connaissance de méthodes d'exploitations qui rendent ce travail moins pénible et plus productif; ce sont encore des bienfaits moraux dus à l'influence progressive qu'exerce sur lui le contact avec la civilisation.

Il y aura donc à la fois, comme le dit M. Hamelin dans son ouvrage sur les concessions, « action sur un territoire que la métropole veut exploiter, action sur une race que la métropole veut civiliser : la culture de la terre et la culture des hommes. »

Le régime de mise en valeur des terres domaniales par des sociétés dotées de grandes concessions a été vivement critiqué. On s'accorde généralement à penser que ce régime ne peut être établi dans nos quatre colonies tropicales de l'Ouest africain, où ne se rencontrent pas de vastes étendues de territoire d'un seul tenant, inexploitées par les indigènes. Bien que ceux-ci ne se livrent pas à une culture intensive, ils tirent cependant parti des produits naturels et en font un commerce assez actif avec les établissements commerciaux français ou étrangers.

On fait observer, en outre, que le quasi-monopole commercial des grandes sociétés porterait préjudice aux droits acquis des établissements fondés sur le littoral, lesquels ont, depuis longtemps, noué des relations d'affaires avec les indigènes, engagé des capitaux importants et cherchent à étendre le champ de leurs opérations.

Il convient assurément d'accorder, dans l'Ouest africain, aux particuliers possédant quelques capitaux de petites concessions pour utiliser toutes les terres domaniales; mais il faut nettement spécifier que ces concessions sont octroyées, non dans un but commercial ou fiscal, mais uniquement en vue de la mise en valeur du sol inexploité, ou d'essais de culture intéressants. « En aucun cas, dit M. Camille Guy, quel que soit le prétexte, il ne saurait être question de concessions sur la côte ou à proximité de la côte. De telles concessions ne peuvent se justifier; elles constituent, en fait, un monopole au profit du bénéficiaire, mettent dans ses mains toutes les voies de communication qui desservent la colonie,

rendent toute concurrence impossible, annihilent l'action administrative (1). »

L'échec de la concession Verdier à la Côte-d'Ivoire, à la suite des réclamations formulées par les négociants, montre bien que ce système d'exploitation côtière ne peut s'établir sans léser des intérêts et des droits.

Il résulte, en résumé, de cette discussion, que le système d'exploitation des terres par des entreprises pourvues de forts capitaux — quel que soit d'ailleurs le mode d'appropriation : aliénation, concession à des sociétés ou à des particuliers — ne convient que dans les conditions exposées. Il ne saurait supplanter l'exploitation directe par l'indigène, partout où celui-ci possède des droits de propriété incommutables qu'il est, par attachement au sol, jaloux de conserver. Ce dernier mode d'exploitation est encore le seul praticable, lorsque les colons envisageant, outre les aléas ordinaires, ceux que leur font courir le recrutement et l'organisation des travailleurs du pays, hésitent à risquer leurs capitaux, même sur des terres concédées.

Le régime des terres domaniales et des concessions en Afrique occidentale française est réglé par le décret du 23 octobre 1904. Les restrictions apportées à l'octroi des concessions, leur peu d'étendue, le manque d'esprit d'entreprise chez les colons, et, par contre, le développement de la propriété de l'indigène et l'attachement qu'il a pour son sol,

1. Camille Guy. *La mise en valeur de notre domaine colonial*, p. 112.

enfin, les goûts pour l'agriculture et le commerce de certaines races sont autant de causes qui doivent assurer, en Afrique occidentale, au travail individuel de l'indigène le rôle prépondérant pour l'exploitation du sol. Le Congo est dans une situation différente, mais, là encore, l'initiative de l'indigène peut s'exercer sur les terres qu'il possède. De quelle façon encourager cette initiative ? de quelle manière permettre à l'indigène de tirer de ses terres le meilleur parti ? Celui-ci, abandonné à lui-même, pourra rarement donner sa pleine mesure ; le contact de l'Européen l'y amènera.

Il est, avant tout, de bonne justice et de sage politique, d'établir un régime de propriété conforme aux mœurs et aux usages indigènes, ce qui consistera, le plus souvent, à respecter la forme existante, tant qu'on la jugera compatible avec une bonne exploitation.

Il y a des peuplades assez avancées en civilisation où le droit de propriété individuel est établi. On doit s'efforcer de le faire adopter par celles où il n'est pas encore en vigueur. C'est en devenant petit propriétaire que l'indigène comprendra l'utilité du travail et en goûtera les joies.

Il commencera par installer sur son lopin de terre des cultures vivrières qui lui fourniront sa subsistance, puis, à mesure que ses besoins grandiront au contact des civilisés, il étendra ses cultures, il exploitera, non plus seulement pour satisfaire ses besoins, mais aussi en vue du commerce.

Bientôt, il aura l'ambition d'augmenter ses profits avec son domaine. De nouvelles terres lui seront

attribuées par l'État sur les réserves constituées, ou il en acquerra parmi celles qui seront aliénées, ou mieux, il demandera des concessions gratuites de terres domaniales qui lui seront faites, à charge de les mettre en valeur et sous condition de retrait possible, dans le cas où cette obligation ne serait pas remplie. Et même, dans les tribus où la forme collective de la propriété est en usage, il serait bon de mettre la terre concédée en dehors du fonds commun ; car, ainsi, l'indigène profiterait seul du fruit de son travail et son activité serait stimulée par l'intérêt personnel.

Individuelle ou collective, la propriété doit être à l'abri de toute atteinte, soit de la part de l'administration, soit de celle d'autres indigènes. Cette règle ne souffrira d'exception que dans des cas prévus, comme celui d'expropriation pour cause d'utilité publique. En ce qui concerne la propriété collective, le chef de tribu en est le maître. Il représente son village vis-à-vis de l'État souverain ; seul il traite, quand il y a lieu, avec celui-ci.

Il importe encore d'assurer à l'indigène une complète sécurité dans son travail. Notre protection lui est due comme conséquence de l'occupation de son pays et comme prix des avantages que nous en retirons. Elle concorde d'ailleurs avec notre premier intérêt qui est de développer par le travail les ressources du noir et d'accroître la production, d'où naîtra le commerce et, par lui, la richesse.

À défaut de sécurité, l'indigène ne produira que pour des besoins momentanés ou immédiats et, par suite, le moins possible.

Cela explique que certaines régions du Congo aient été pendant longtemps dépourvues de bétail. En effet, le bétail, en butte aux attaques et aux rapines dans l'état de luttes intestines où vivaient les populations, était considéré comme un danger pour ceux qui le possédaient.

Le devoir, non moins que l'intérêt de l'autorité coloniale, est donc d'assurer à l'indigène la jouissance paisible et non contestée de sa propriété et des fruits de son travail. Il faut, suivant le mot du colonel Thys, « capitaliser la main-d'œuvre indigène. »

Ce n'est pas tout. Il faut donner aux noirs le goût des travaux agricoles et augmenter le rendement de leur travail. Ce but ne peut être atteint que par leur *éducation professionnelle*, tâche des plus importantes qui sollicite toutes les bonnes volontés, en ce qu'elle incombe aussi bien à l'initiative privée qu'à l'action administrative.

C'est surtout l'initiative privée qui l'a jusqu'ici entreprise et c'est aux *Missions religieuses* qu'en revient presque entièrement l'honneur.

Les Missions, à l'époque des débuts difficiles de nos colonies africaines, ont suppléé très utilement le gouvernement dont l'action civilisatrice et éducatrice était insuffisante ou défectueuse; elles ont, avec une persévérance inlassable, poursuivi ce double but : élever le niveau matériel et aussi le niveau moral des indigènes. « Indépendamment de ce qu'elles substituent, chez les populations indigènes, aux superstitions grossières du paganisme et du fétichisme une foi plus noble et un idéal plus élevé, qu'elles leur

donnent une règle de conduite plus sûre, les missions offrent dans ces contrées indéveloppées de très grands avantages matériels au début d'une colonisation. Elles initient des groupes d'indigènes aux arts agricoles et techniques les plus élémentaires ; elles leur donnent quelque sentiment de la discipline, elles confèrent à certains d'entre eux la connaissance de notre langue et quelque familiarité avec nos usages et notre conduite ; elles préparent ainsi pour nous des collaborateurs de la première heure : guides, interprètes, serviteurs, parfois même contre-maîtres, surveillants ou artisans, auxiliaires précieux à cette période de pénible éclosion des établissements coloniaux dans d'immenses régions (1).»

L'éducation professionnelle des noirs qui a pour objet de recruter, instruire, entretenir et développer la main-d'œuvre libre, comporte toute une organisation et tout un programme d'enseignement théorique et pratique dont Mgr Alexandre Le Roy évêque d'Alinda, a excellemment tracé les grandes lignes dans un rapport adressé à l'Institut colonial international siégeant à Paris en 1900.

Selon lui, l'éducation professionnelle générale doit précéder et préparer l'éducation professionnelle spéciale et technique. Au cours de cette première période, les goûts et les aptitudes du noir seront recherchés et mis en éveil. On appliquera son activité à toutes sortes de travaux manuels, parmi lesquels il choisira bientôt une spécialité. Pendant cette période, la meilleure méthode pour instruire le nègre est la

1. Leroy-Bcaulieu, *op. cit.*, p. 658.

méthode pratique car « c'est la plus conforme à son intelligence qui, pour comprendre, à besoin de s'appuyer sur quelque chose qui frappe ses sens » (1). « Le noir doit être bien commandé, c'est-à-dire que le commandement doit être expliqué et au besoin démontré » (2).

L'éducation professionnelle générale sera suivie et complétée par l'éducation professionnelle spéciale que donnera un personnel possédant les qualités de moralité, de désintéressement, de savoir, d'expérience et de patience nécessaires. Ce sont celles que le missionnaire, mieux que tout autre, est capable de réunir.

La direction de cette éducation professionnelle est susceptible de plusieurs modes.

Dans un premier mode, on peut supposer le personnel uniquement composé de missionnaires, les uns, prêtres, chargés de la direction proprement dite; les autres, frères, chargés de l'instruction professionnelle.

Mais, comme la compétence technique de ce personnel peut laisser à désirer, on adjoindrait à la direction, dans un deuxième mode, des ouvriers européens ou indigènes spécialement engagés et rétribués pour servir d'instructeurs.

Dans un troisième mode, la Mission, tout en se réservant l'éducation et l'instruction primaires, céderait, à des heures déterminées, les élèves à des en-

1. R. P. Von Hecke. Rapport adressé à M. Janssen.

2. P. Bourdario. La main-d'œuvre au Congo français, *Quinzaine coloniale*, 25 avril 1904.

treprises privées ou administratives établies à proximité. Il paraît que ce dernier mode n'a pas eu, dans la pratique, des résultats satisfaisants, les indigènes prenant, en dehors de l'école, des habitudes funestes et perdant rapidement les qualités morales qu'ils avaient acquises.

Enfin, dans un quatrième mode, les apprentis seraient, à leur sortie de l'école professionnelle, confiés à des ouvriers indigènes déjà formés ou à des colons européens qui compléteraient leur instruction. Cette solution serait, croyons-nous, la meilleure ; c'est, du reste, la plus communément adoptée.

« Ces modes d'éducation se heurtent à des difficultés provenant du manque de ressources matérielles des missions, de l'inconstance de l'indigène sollicité par des employeurs qui veulent prématurément profiter de son travail, du découragement qui atteint les missions en constatant le mauvais résultat de leurs efforts et, surtout, de l'indifférence de l'administration pour la protection morale de l'indigène (1). »

L'emplacement des écoles professionnelles doit être choisi dans un pays présentant les garanties de salubrité et les ressources nécessaires. Les élèves seront pris parmi les races énergiques, intelligentes, laborieuses, capables d'entraîner les autres, par leur exemple ; ils devront avoir reçu déjà une instruction primaire dans une école spéciale annexée à l'école professionnelle.

Les écoles professionnelles agricoles prépareraient

1. Mgr Le Roy, *op. cit.*

ainsi des travailleurs aptes à cultiver eux-mêmes, suivant les méthodes perfectionnées, et elles fourniraient aussi les contremaîtres, chefs, surveillants, dont les colons auraient besoin pour leurs entreprises. Sous la conduite d'agriculteurs de profession adjoints aux écoles, le noir recevrait ainsi une formation sérieuse pour les travaux agricoles, lesquels devraient présenter une grande diversité pour la mise en action de toutes les intelligences et de toutes les bonnes volontés (1).

Les écoles professionnelles de missionnaires nous paraissent, en tous points, excellentes ; car elles poursuivent avec beaucoup de désintéressement et de dévouement la tâche très ardue d'inculquer aux noirs ces principes moraux qui sont un grand bien pour des natures frustes livrées à leurs instincts grossiers et elles leur donnent une instruction technique qui les met en état, à leur sortie de l'école, de travailler fructueusement pour leur compte.

Si ces écoles de missionnaires n'ont pu se développer, comme on pouvait l'espérer, c'est qu'elles n'ont pas reçu de l'État les encouragements et les secours qu'elles devaient en attendre. Dans une jeune colonie, où l'action administrative ne peut pourvoir à tout, il est nécessaire qu'elle provoque et soutienne toutes les initiatives privées qui se proposent l'amélioration matérielle et morale des indigènes et simplifient sa tâche.

« Pendant bien des décades d'années, dit M. Leroy-Beaulieu, le budget de l'instruction publique et des

1. Mgr Le Roy, *op. cit.*

expériences agricoles pourra, dans nos colonies africaines, rester léger, grâce aux missions qui rempliront longtemps la tâche, ou une grande partie de la tâche dont se chargent, en pays complètement développés, les administrations nationales, départementales et communales. Dans cette période d'enfance coloniale, qui peut se prolonger pendant une série de générations, bien loin de jalouser les missions, on doit, tout en les contrôlant avec bienveillance, les encourager, les subventionner même; rien ne saurait alors les remplacer. Plus tard, quand les colonies sont devenues adultes, il convient, par gratitude, de garder envers les missions, dont le concours est moins indispensable, des procédés courtois et gracieux; même alors, avec du tact et de la mesure, elles peuvent continuer d'être utiles (1). »

Il est d'autant plus regrettable que l'État n'ait pas encouragé dans cette voie l'initiative privée qu'il a peu fait lui-même pour l'instruction agricole professionnelle de l'indigène. Les écoles qu'il a créées sont surtout des écoles primaires, où l'on instruit les indigènes dans notre langue et des écoles professionnelles où on leur apprend divers métiers usuels. Cette œuvre, si utile soit-elle, l'est pourtant moins que celle qui tendrait à leur faire acquérir en agriculture des connaissances propres à les enrichir, et avec eux la Métropole, à leur faire contracter des habitudes stables de travail, à répandre parmi eux la civilisation, à assurer sur ces bases une prospérité durable.

L'État a cru mieux faire, au point de vue agricole,

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 659.

en favorisant la création de jardins d'agriculture dits « *Jardins d'essais* » dont le rôle consiste, comme leur nom l'indique, à essayer la culture de plantes nouvelles, à les adapter au climat local, à rechercher les espèces les plus appropriées au sol, à améliorer les cultures anciennes, à étendre les plus utiles.

Ces jardins, bien outillés et bien dirigés, peuvent beaucoup contribuer aux progrès agricoles dans nos colonies, mais à la condition qu'ils ne soient pas seulement des jardins botaniques, qu'ils aient surtout un caractère agricole et que les essais soient entrepris sur des étendues présentant des terrains de diverses natures; enfin, l'enseignement donné aux indigènes dans ces établissements doit être mis à leur portée. Quant aux colons, se destinant à exploiter comme agriculteurs le sol de nos colonies, il serait bon de les pourvoir d'abord dans la métropole d'un enseignement préparatoire spécial qu'ils pourraient ensuite compléter dans les jardins d'essais coloniaux. Celui qui a été créé à Nogent-sur-Marne, en 1899, paraît répondre à ce but. Sa direction ne doit pas seulement, comme le veut la commission qui a défini le caractère et l'utilité de cet établissement, « s'attacher à servir de lien entre tous les jardins d'essais de nos colonies, à les conseiller, à les guider dans leurs travaux, à tenir à leur disposition les boutures, semis et graines dont ils peuvent avoir besoin, à centraliser et à transmettre les renseignements nécessaires à l'amélioration des vieilles cultures coloniales et au développement des nouvelles et à nouer d'une façon suivie des relations avec les établissements similaires de l'étranger », elle doit aussi

donner un enseignement pratique aux jeunes gens sortant, ou non, des écoles d'agriculture métropolitaines, pour les préparer au métier de colon et pour les mettre en état d'être aux colonies, soit des directeurs de culture compétents, soit des professeurs ou des guides utiles pour l'indigène. Mais, pour celui-ci, la création de jardins d'essais ne doit pas préjudicier à celle des écoles professionnelles où il est appelé à acquérir, sous la direction de missionnaires ou de professeurs spéciaux et par un travail manuel, les notions indispensables d'agriculture.

Le rôle des jardins d'essais défini ci-dessus évitera aux colons et aux indigènes la période pénible des tâtonnements et facilitera la mise en train des cultures.

On pourrait, comme le conseille M. Janssen, ancien gouverneur du Congo belge, fournir gratuitement les plants aux indigènes, mais avec l'obligation de les cultiver sous la surveillance de l'administration et en leur garantissant un minimum de revenu. Au-dessus de ce minimum, on leur laisserait le prix de leurs récoltes suivant les tarifs en cours, ce qui serait pour eux un grand encouragement à améliorer et à étendre leurs cultures.

M. Diderich, directeur de l'agriculture dans l'État indépendant, préconise un système offrant l'avantage de s'adresser directement aux chefs indigènes, quand la terre est appropriée par eux. On fournit aux chefs les graines, les plants et les outils perfectionnés nécessaires, en retour de quoi ils contractent l'engagement verbal et d'honneur d'entreprendre les

plantations. Le gouvernement se tient en relation avec eux par l'intermédiaire du contrôleur de l'agriculture du district qui doit aller fréquemment surveiller les plantations. Lorsque les plants ont atteint 75 centimètres, l'État paie au chef 10 centimes par plant soit en nature, soit autrement, suivant les circonstances, et 10 autres centimes lorsque le plant est en rapport. Le chef, maître dans sa tribu, dispose de la prime comme il l'entend ; puis, à la récolte des plants pour lesquels la prime est accordée, l'État achète les produits au chef lui-même. Une grande surveillance s'impose, car il est à craindre que celui-ci ne gâte les récoltes en mélangeant les plants, en introduisant des plants de moindre valeur pour augmenter ses produits (1).

Comparaison faite, le système préconisé par M. Janssen nous paraît le meilleur parce qu'il seconde l'effort individuel de l'indigène et le soustrait à l'exploitation dont il peut être victime de la part des colons, ou de son chef.

Toutefois, à notre avis, ce système ne convient qu'à des peuplades déjà en partie civilisées, ayant le goût de la culture et possédant quelques connaissances pratiques acquises dans des écoles professionnelles ou dans les jardins de culture.

Il est un danger dont l'administration et les colons ont à se garder : celui d'acheter les produits de culture indigène à un prix inférieur à leur valeur, pour les revendre ensuite à un prix supérieur ; en agissant ainsi, on découragerait l'indigène, jusqu'à

1. Institut colonial international, Session de Bruxelles, p. 125.

le détourner du travail. Mieux vaudrait, au début, l'excès contraire, c'est-à-dire payer les produits un peu au-dessus de leur valeur. Ce serait le moyen, en assurant à l'indigène un bénéfice appréciable, de lui donner le goût des cultures nouvelles et de l'amener à vendre sa récolte, en dehors de toute intervention.

Les jardins d'essais devraient être doublés de *fermes* d'essais où l'on tenterait l'acclimatement et l'élevage des animaux utiles à la fois pour les subsistances et pour les transports.

Dès l'année 1896, M. Bourdarie a insisté pour la création de ces fermes (1). Il nous a signalé l'acclimatement tenté au Congo d'ânes pour les transports. Cet essai avait parfaitement réussi, mais, faute de chemins suffisamment frayés, les ânes étaient restés sans emploi.

Ce que nous avons dit sur les jardins d'essais s'applique également aux fermes. En fournissant aux indigènes les espèces animales nouvelles, on faciliterait l'élève et la reproduction. Les Allemands ont déjà installé dans leurs colonies un certain nombre de ces fermes et en retirent un grand profit. Qu'attendons-nous pour les imiter ?

Le travail libre indigène ne peut guère s'appliquer à l'industrie proprement dite. Quant à présent, nous devons constater que cette branche de l'activité humaine n'existe pour ainsi dire pas aux colonies. En sera-t-il toujours de même ?

On dit que la grande et la moyenne industries ne

1. Voir *Dépêche coloniale*, 1902. Une direction de la colonisation.

peuvent s'implanter dans nos colonies de l'ouest africain, à cause du climat et parce qu'il s'y trouve peu de main-d'œuvre préparée pour elles.

Le climat n'est point un obstacle, si l'on emploie des travailleurs indigènes sous la direction d'Européens. L'appropriation de la main-d'œuvre indigène est une difficulté plus sérieuse, au regard d'industries exigeant des ouvriers habiles.

Il y a cependant certaines industries qu'il importe, dès aujourd'hui, d'encourager, par exemple celles qui transforment la matière première pour la rendre plus facile à transporter et à moins de frais, telles les industries de menuiserie, d'ébénisterie, pour lesquelles les indigènes ont en général assez d'aptitude. Signalons encore la fabrication d'huile d'arachides qui ne demande pas d'installation compliquée ni coûteuse.

Le charbon faisant jusqu'à présent complètement défaut en Afrique, on ne peut songer à y introduire les industries qui l'emploient ; mais le charbon pourrait être suppléé par la houille blanche, en d'autres termes les chutes d'eau, qui sont d'ailleurs abondantes.

Si l'industrie proprement dite n'existe pas dans nos colonies de l'ouest africain, on y trouve néanmoins beaucoup d'artisans, ou de petits industriels en case, ou d'ouvriers du bâtiment, la plupart assez bien dressés dans leurs spécialités. Il y a lieu, comme pour les travailleurs agricoles, de les guider et de les encourager.

C'est encore l'initiative privée des missionnaires qui a pris dans cette tâche la place prépondérante. Leurs écoles professionnelles donnent aussi l'ensei-

gnement industriel. L'indigène y acquiert les notions du métier vers lequel il se sent le plus porté. Au sortir de l'école, il peut compléter son instruction en travaillant chez un bon ouvrier indigène et ensuite s'installer pour son compte. Ces écoles forment aussi des ouvriers pour les ateliers des administrations, pour les chantiers de travaux publics, pour les chemins de fer, voire même pour les colons.

Nous devons dire cependant que le gouvernement, qui a peu fait jusqu'ici pour l'enseignement agricole des indigènes, s'est préoccupé de fonder des écoles professionnelles, ou d'adjoindre aux écoles de cercles un enseignement usuel propre à former des ouvriers pour les divers travaux de construction.

Il y a une douzaine d'années, le général de Trentinieu a pris à cette organisation de l'enseignement une part des plus importantes ; il lui a donné une vigoureuse impulsion, en même temps qu'il soutenait l'œuvre éducatrice des missions qui avaient déjà, à cette époque, fondé dans toutes nos possessions de l'Ouest africain, un certain nombre d'écoles où l'on donnait non seulement un enseignement primaire, mais où l'on formait aussi des agriculteurs et des ouvriers pour tous les corps de métiers.

La question du commerce indigène est liée à celle de l'exploitation agricole que nous venons d'étudier. Le commerce sera d'autant plus actif que la production sera plus abondante et que, d'autre part, le trafic européen offrira à l'indigène, en échange de ses produits, des marchandises conformes à ses goûts ; car, il ne suffit pas de pousser celui-ci à produire en

lui enseignant les meilleures méthodes d'exploitation, il faut encore qu'il y soit porté par l'espoir de se procurer sur le bénéfice de son travail les objets qu'il désire ou ceux dont le besoin est né pour lui au contact du blanc.

Que le négociant français, dans son intérêt, offre donc aux indigènes les étoffes de couleurs criardes qui leur plaisent; qu'il fabrique pour eux des articles de médiocre qualité dont le bon marché les attire. « Le succès est à ce prix ; c'est en sacrifiant résolument au goût de leur clientèle noire, quel qu'il soit, que l'Angleterre et l'Allemagne sont arrivées à s'installer en maîtresses sur un grand nombre de marchés (1). »

Quel est le mécanisme de ce commerce où la plupart des échanges se font nécessairement en des points peu éloignés de la côte, en raison de la rareté des voies de communication pénétrant dans l'intérieur ? Par exception, des factoreries se sont établies dans le haut-pays pour profiter des voies fluviales ou terrestres déjà existantes. Hors ces cas, les échanges ont lieu au moyen de caravanes d'hommes transportant les marchandises d'importation ou les produits exportés de la colonie.

Dans la zone côtière, les habitants apportent eux-mêmes leurs produits aux factoreries voisines ou à des noirs sous-traitants.

Voici la description que fait de ce commerce la notice publiée sur le Sénégal, lors de l'exposition de 1900 :

1. Camille Guy. *La mise en valeur de notre domaine colonial. Le commerce*, p. 386.

« L'indigène, maure ou noir, arrivé à l'escale avec sa récolte ou son butin : gomme, arachide, caoutchouc, or natif, mil et autres produits. Si sa marchandise n'est pas d'avance retenue par quelque maison avec laquelle il est en compte, les inévitables maîtres de langue, jadis auxiliaires nécessaires, aujourd'hui fléau, l'assaillent, se l'arrachent, se le disputent et le vainqueur l'amène, moyennant commission honnête, chez l'acheteur de son choix, ou chez son patron.

« La marchandise est vendue et payée en numéraire au comptoir ; mais le maître de langue aidant, l'indigène passe à la « boutique de vente », celle de l'acheteur lui-même le plus souvent ; il y laisse généralement, pour s'approvisionner selon ses besoins, et si la récolte a été bonne, se payer et payer à ses femmes les fantaisies les plus inattendues, une bonne partie de l'argent touché au comptoir, lequel rentre ainsi de suite.

« En ville, les choses se passent un peu différemment, mais le résultat final est toujours le même. Son argent touché, l'indigène suivi de sa smala et piloté par le maître de langue, vogue à travers la ville, parcourt toutes les boutiques, entrant par une porte et sortant par l'autre, avant de faire son choix.

Ceci fait, il s'accoude à la banque, les pourparlers commencent. Et ce n'est pas une petite affaire, car c'est un acheteur mûri que le noir du Sénégal. Ici, comme aux « escales » extérieures, sa générosité est en raison directe du produit de sa récolte ou de sa cueillette.

« Et cela roule sur des sommes considérables, des millions qui, chaque année, viennent de France, par

tonnelets lesquels, après chaque traite, regagnent en grande partie la France en leur état premier, mais accompagnés des gommes, arachides, caoutchoucs, ivoire, peaux, plumes d'oiseaux et autres produits que leur contenu vient d'acheter ! »

Différent est le commerce qui se pratique à l'intérieur du pays dans les régions où n'existent pas encore de voies de communication. Il est très rare alors que le producteur transporte lui-même ses produits à la côte. Le commerce dans ces régions est monopolisé entre les mains des *Dioulas*, véritables marchands ambulants qui servent d'intermédiaires entre les producteurs du pays et les factoreries de la côte.

En Afrique occidentale, les *Dioulas* se recrutent surtout parmi les Soudanais et les Soussous. Ce sont des hommes riches dans leur village, dont quelques-uns, très actifs et très commerçants, ont débuté avec presque rien, quelquefois avec une simple pièce de 5 francs grâce à laquelle, de troc en troc, ils peuvent amasser la somme qui leur permet de faire le commerce en grand avec les comptoirs européens du littoral.

Le *dioula* commence par acheter à la factorerie, souvent à crédit, une certaine quantité de marchandises se montant quelquefois jusqu'à 4.000 ou 5.000 fr. Il charge de ces marchandises le nombre d'esclaves nécessaire et se rend dans l'arrière-pays. Là, de village en village, il échange ses articles européens contre les produits indigènes et, son stock épuisé, revient à la côte vendre ces produits au traitant européen. S'il jouit d'un crédit, son compte est

balancé et le solde lui est payé en numéraire.

Ces ventes et ces achats ne se font pas sans d'interminables discours, où les deux parties luttent de ruse et d'adresse.

A l'aller ou au retour, les dioulas transportent leurs marchandises, soit à dos d'âne, soit à tête d'homme. Ce sont les esclaves achetés souvent en grand nombre par le dioula qui effectuent ce labeur pénible, circulant en longs convois qui serpentent sur les chemins mal frayés des grandes forêts ou de la brousse épaisse.

En songeant à ce que ces procédés rudimentaires de transport gaspillent de temps et d'efforts, l'on n'en doit que saluer avec plus de satisfaction l'avènement du chemin de fer dont les premiers tronçons déjà construits ont contribué à donner au commerce indigène une activité qu'il n'avait pas connue jusqu'alors.

Pour l'année 1905, le commerce général de l'Afrique occidentale s'est élevé à la somme de 153.075 371 francs, en diminution de 2.876.932 francs sur l'année précédente et en augmentation de 18.893.743 francs sur la moyenne quinquennale antérieure à 1904. Les importations ont atteint le chiffre de 96.867.453 francs, supérieur de 5.954.031 francs à celui de l'année précédente et de 20.353.644 francs à la moyenne quinquennale. Les exportations ont été de 56.207.918 francs, en diminution de 8.830.963 fr. sur l'année précédente et de 1.459.901 francs sur la moyenne quinquennale.

Au Congo, importations et exportations ont augmenté en même temps. Pour cette année 1905, le

commerce général s'est élevé à la somme de 24.311.891 francs, en augmentation de 3.118.280 francs sur l'année précédente et de 8.863.833 francs sur la moyenne quinquennale antérieure à 1904.

La diminution du chiffre d'exportations de l'Afrique occidentale, en 1903, est due à une mauvaise récolte, événement tout accidentel qui n'affecte point le développement économique du pays.

L'augmentation, par contre, du chiffre d'affaires du Congo marque les premiers résultats de la mise en œuvre de l'énorme capital de 54 millions apporté par les sociétés concessionnaires (1).

Les voies de communication auront pour effet d'activer la production indigène, en faisant pénétrer une vie commerciale plus intense dans les régions riches, mais encore peu exploitées, où l'influence bienfaisante de la civilisation pourra difficilement, sans leur secours, tirer les populations indigènes du lourd sommeil où se complaît leur apathie naturelle.

Tout en permettant d'aller chercher les produits à leur lieu d'origine, elles en rendront l'écoulement plus facile, partant la production plus abondante ; elles supprimeront des intermédiaires nombreux et coûteux et rendront de la sorte beaucoup d'indigènes aux travaux agricoles qui sont, pour les pays neufs, la véritable source de richesses.

Nous venons donc de préciser le rôle de l'autorité administrative en ce qui concerne le développement du travail libre de l'indigène. Elle doit, selon les cas,

1. Sénat. Rapport sur le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1907.

ou s'abstenir ou agir. Elle s'abstiendra, par exemple, de porter atteinte à la propriété indigène, aux coutumes et aux mœurs qui donnent au noir son individualité ; mais elle agira pour organiser cette propriété, pour la protéger, pour enseigner à l'indigène les moyens d'en tirer profit.

Lorsqu'elle lui laissera la faculté de travailler à sa guise, ce ne sera pas sans mettre à sa portée l'instruction professionnelle, les matériaux nécessaires et les voies de communication qui lui permettront d'écouler ses produits. Enfin, elle s'appliquera à garantir aux indigènes, dans leurs rapports avec les colons ou avec leurs congénères, la juste rémunération de leur travail ou à établir entre tous les liens de solidarité qui, par la confiance et l'estime réciproques, rattachent les uns aux autres, pour le bien commun, les intérêts opposés.

VIII

LA MAIN-D'ŒUVRE IMPORTÉE

Toutes les questions de la main-d'œuvre jusqu'ici examinées se réfèrent à l'utilisation de la main-d'œuvre locale. Mais ne peut-on recourir à la main-d'œuvre importée ?

Parmi les partisans de ce système, les uns préconisent l'importation de travailleurs provenant de pays étrangers hors d'Afrique ; d'autres proposent d'employer la main-d'œuvre tirée des colonies étrangères africaines, principalement de celles de la côte occidentale. Il en est enfin qui préfèrent le recrutement *intercolonial* ouest africain, c'est-à-dire d'une colonie française de la côte occidentale à une autre également française de la même zone, recrutement qui se rapproche des déplacements de travailleurs à l'intérieur d'une même colonie. Examinons l'un après l'autre ces divers systèmes.

Nous avons déjà, au cours de ce travail, critiqué l'importation de travailleurs étrangers dans nos colonies de l'ouest africain, ce moyen de pourvoir à la main-d'œuvre nous paraissant inutile et dangereux. En effet, toutes nos colonies noires possèdent un nombre suffisant de travailleurs pour l'exploitation des portions restreintes de territoires qui peuvent

actuellement, en l'absence de voies de communication, être mises en valeur et, selon toute probabilité, ce nombre ne manquera pas de s'accroître assez rapidement sous l'influence de la paix que notre occupation a établie.

Si l'on objecte que les noirs ont peu de goût et d'aptitude au travail, nous répondrons qu'ils sont perfectibles sous ce rapport, que c'est là affaire d'éducation et que même, dès à présent, on peut les utiliser, en faisant usage de procédés appropriés à leur caractère et à leur mentalité propres. Ne serait-ce pas les condamner à une stagnation indéfinie que d'appeler chez eux des races étrangères travailleuses, économes, et douées du génie du commerce pour accomplir les travaux dont on les croit incapables? Ces races s'enrichiraient aux dépens des indigènes et leurs progrès pourraient devenir menaçants pour les exploitants européens eux-mêmes. Le recrutement étranger serait, comme l'a dit lord Elgin, « un moyen de ne pas admettre les perfectionnements commandés par l'expérience (1) ».

Où recruter ces travailleurs? Presque exclusivement, sans doute, dans les contrées où la population est surabondante, la Chine et l'Inde. Qui ne voit à quels dangers une semblable immigration exposerait nos colonies? Nous ne pouvons mieux faire ici que de reproduire le passage où M. Leroy-Beaulieu les a signalés en partie (2):

« L'introduction dans nos colonies de ces milliers

1. Cité par Dorvault. *Main-d'œuvre aux colonies françaises*, p. 133.

2. *Op. cit.*, p. 598.

d'ouvriers étrangers ayant des mœurs, une religion, un langage complètement différents du langage, de la religion et des mœurs des indigènes, la corruption asiatique que ces aventuriers appartenant à la lie des sociétés indienne ou chinoise inoculent aux colonies européennes, l'instabilité qui résulte de cette vaste population flottante que rien n'attache à la terre qu'elle cultive, les crises monétaires ou alimentaires qui se multiplient, soit par le drainage des métaux précieux que produit périodiquement le départ pour leur patrie des coolies emportant leur épargne à l'expiration de leur engagement, soit par la nécessité permanente de demander aux Indes des aliments spéciaux que les coolies consentent seuls à consommer, le spectacle de cette société bigarrée, sans liens d'aucune sorte, sans communauté d'intérêts, sans subordination réelle, c'est là quelque chose d'affligeant et qui doit donner des inquiétudes. »

Ajoutons à cela les inconvénients dus à la fraude ou à l'ignorance qui vicient les engagements du travail, les difficultés auxquelles ces engagements donnent lieu avec les puissances étrangères sur le territoire desquelles les travailleurs ont été recrutés et la nécessité de régler d'accord avec elles, non seulement les conditions du recrutement, mais aussi la formation et l'exécution des contrats, ainsi que la protection des engagés, tant pendant la période d'enrôlement que pendant le séjour au pays engagiste, et le danger de voir tarir cette source de main-d'œuvre par le seul caprice d'un État étranger (1).

1. Consulter, à ce sujet, le projet de règlement-type adopté par l'Institut colonial international, en vue de l'utilisation de la main-d'œuvre

Considérons, enfin, les difficultés très grandes d'acclimatement de ces travailleurs exotiques dans des pays qui ressemblent si peu à leur pays d'origine, au point de vue du climat et du genre de vie. Un exemple décisif a été donné à cet égard, lors de la construction du chemin de fer belge de Matadi au Stanley-Pool. Les coolies que le colonel Thys avait recrutés jusqu'en Chine furent très vite décimés, et l'on dut renoncer définitivement à les employer.

Si ce système d'immigration par voie d'engagement a pu un moment réussir dans nos anciennes colonies des Antilles, c'est qu'elles étaient dans une situation très différente de celle de nos possessions de l'Afrique occidentale. L'abolition de l'esclavage leur avait enlevé subitement leurs travailleurs et la population coloniale indigène était loin de pouvoir y suppléer; force était donc d'en faire venir des pays étrangers. En outre, les conditions climatiques étaient meilleures, les dangers de l'introduction d'une main-d'œuvre étrangère moins grands dans des pays moins peuplés et de moindre étendue, où les nouveaux arrivants trouvaient le champ libre.

En définitive, ce système a été abandonné dans presque toutes nos colonies; il est aujourd'hui généralement condamné et ce serait une singularité de vouloir, sans nécessité, l'instituer dans nos colonies de l'Ouest africain.

En ces derniers temps, on a proposé une autre solution à la main-d'œuvre importée. Elle consisterait à

exotique. On y trouvera toutes les règles auxquelles peut être soumis le recrutement en pays étranger. Institut colonial international. Session de La Haye, p. 101-267.

déterminer un mouvement d'émigration des noirs des États américains en Afrique occidentale. On débarasserait ainsi ces États, surtout ceux du Sud, d'un grand nombre de nègres qui n'y rendent que peu de services et dont la présence est une source constante de conflits, par suite de l'animosité instinctive qui existe entre la race blanche et la race noire.

Cette solution nous semble aussi inacceptable que la précédente. Outre qu'il ne serait pas certain que ces fils d'anciens esclaves, revenus au pays de leurs ancêtres, pourraient se faire à un climat et à un genre de vie nouveaux pour eux, il est hors de doute que ces hommes, frottés de civilisation, dédaigneux de leurs congénères, peu enclins aux travaux manuels et surtout agricoles, menant d'habitude une vie oisive et sédentaire, se refuseraient à tout travail autre que celui de direction à laquelle leur paresse et leur ignorance les rendraient inaptes. N'ayant pris de la civilisation que ses mauvais côtés, ayant des mœurs raffinées ou corrompues, ils exerceraient sur les autres noirs une détestable influence. Il est du reste improbable que ces noirs d'Amérique consentent jamais à s'expatrier, si on ne leur confère des avantages exorbitants peu en rapport avec les services qu'on serait en droit d'attendre d'eux, en retour.

A la question de la main-d'œuvre importée se rattache encore celle de la main-d'œuvre pénale. Certains voudraient voir les condamnés de toutes catégories s'installer dans nos possessions de l'Ouest africain, pour y accomplir tous les travaux auxquels le noir répugne, ou ne suffit pas.

Qu'il nous soit permis de contester la valeur d'un système qui prétendrait suppléer une main-d'œuvre locale, médiocre sans doute, mais susceptible d'amélioration, par une main-d'œuvre étrangère plus médiocre encore, étant donné notre organisation pénale. Les exemples de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie sont pourtant là pour nous montrer à quels piteux résultats aboutit la colonisation par les condamnés. Tous les rapports officiels le constatent et toutes les voix autorisées le déplorent.

En Nouvelle-Calédonie, les services rendus par la main-d'œuvre pénale sont presque nuls. « Le résultat brutal, disait M. Guieysse qui représente la Nouvelle-Calédonie au Conseil supérieur des colonies, c'est que la Calédonie est grande seulement comme trois départements français ; que la transportation y est installée depuis quarante-deux ans ; que pendant trente ans, elle y a régné sans partage et disposé d'effectifs variant entre 5.000 et 7.000 hommes condamnés par la loi de 1854 à « exécuter les travaux les plus pénibles de la colonisation », et qu'après tout cela, la Calédonie, naturellement si riche, est encore, aujourd'hui, l'un des pays les plus mal outillés du monde ».

En Guyane, le résultat est encore plus lamentable. L'effectif des condamnés a varié entre 3.000 et 5.000 hommes dans les dernières années ; il est de près de 8.000 aujourd'hui et les travaux exécutés ont été limités à des constructions de cases et de bâtiments, à l'entretien des pénitenciers et de 50 kilomètres de routes ou chemins, construits en cinq ans !

1. Gervais. Rapport sur le budget de 1907 à la Chambre des députés.

Dans un rapport qu'il fit en 1905 sur les chemins de fer coloniaux, un autre parlementaire, M. Bourrat, disait encore : « Nos colonies pénitenciaires semblent être vouées à un sort funeste. Il est pour le moins étrange de constater que les régions où l'Administration dispose depuis des années d'une main-d'œuvre considérable destinée, par définition même, à des travaux d'utilité générale, soient précisément de tout notre domaine colonial les plus dépourvues de voies de communication. » Et les dépenses afférentes à l'entretien et à la surveillance de ces condamnés, dont le travail est si peu productif, reviennent à plus de 8 millions à l'État !

Cependant, si nous recherchons les causes d'un pareil insuccès, nous arrivons à reconnaître qu'elles sont dues moins à la mauvaise qualité des travailleurs qu'à l'organisation défectueuse du travail pénal. Le degré de prospérité auquel est parvenue l'Australie, grâce au travail des condamnés, est pourtant une preuve des résultats auxquels peut conduire le système de la déportation bien appliqué.

Quelles que soient d'ailleurs les causes de l'échec de notre colonisation pénale, nous croyons que ces mêmes causes auraient produit le même résultat dans nos colonies africaines. Et l'on ne voit pas, du reste, la nécessité de déplacer cette main-d'œuvre spéciale des pays où elle est actuellement employée. Si elle est capable de rendre des services, elle les rendra aussi bien, et même mieux, dans nos deux colonies d'Amérique et d'Océanie, où la pénurie de la main-d'œuvre indigène exige, plus qu'en Afrique, la présence de condamnés, étant donné que leur nom-

bre restreint ne peut convenir qu'à de petites étendues de pays. De quelle utilité seraient les 18.000 forçats libérés, ou en cours de peine, qu'il faudrait répartir, suivant les besoins, entre nos six colonies de l'Afrique occidentale et du Congo, à moins que l'on ne réservât à l'une d'entre elles seulement le triste privilège de recueillir ces parias de la société !

Notons en outre que la présence de criminels dans une colonie jette sur elle, à tort ou à raison, une certaine défaveur, et peut contribuer à en éloigner les colons et les capitaux. Nos deux colonies pénitentiaires en souffrent certainement. Serait-il sage d'infliger, si ce n'est en cas d'une utilité évidente, le même discrédit à nos colonies de l'Ouest africain ?

Sans demander la transportation en Afrique de tous nos condamnés, il en est qui voudraient les y envoyer par petits groupes et d'une façon transitoire, dans le but seulement d'y accomplir les travaux publics nécessaires et de préparer ainsi la voie à la colonisation libre, pour lui céder ensuite la place.

C'était l'opinion que M. Jamais exprimait en 1892 : « Travaux d'utilité ou de défense à organiser, sources de production à développer, richesses inexploitées à mettre en œuvre, terres encore vierges à préparer pour y recevoir ensuite les colons dont l'État doit favoriser l'établissement, tel est le cadre dans lequel on peut faire entrer la main-d'œuvre pénale. Exclusivement employée pour le compte de l'État ou des colonies, elle peut devenir la préparation et l'avant-garde de la colonisation libre et de l'émigration. »

Tel était aussi l'avis de M. de Lanessan qui écrit

dans son ouvrage sur « *l'expansion coloniale de la France* ». « En résumé nous voudrions que les transportés fussent d'abord soumis à une période de travaux publics forcés, qu'on les expédiât dans toutes celles de nos colonies où il y a des travaux à faire, non pas en grandes masses, mais par escouades mobiles gardées par un petit nombre d'hommes, utilisées partout où une œuvre pénible devra être faite. »

Citons encore comme partisans de ces idées, M. Dislère et M. Pain qui, dans son ouvrage, de « *la colonisation pénale* », a particulièrement étudié la question. Ces auteurs voudraient que les pénitenciers servissent de dépôts pour les transportés et que ceux-ci n'y restassent que quelques mois pendant lesquels on les occuperait à des travaux publics, en attendant leur incorporation dans une « brigade volante ».

En raison de cette mobilité, les transportés pourraient être employés au même titre que les travailleurs venus des colonies voisines, pour suppléer momentanément une main-d'œuvre locale jugée insuffisante. Sans être aussi critiquable que le système précédent, celui-ci présente encore, selon nous, des inconvénients, savoir: la cherté du travail des condamnés par rapport à leur faculté de production, la difficulté de les surveiller, si on les disperse selon les besoins, le discrédit causé à la colonie par leur présence, la mauvaise influence qu'ils doivent nécessairement exercer sur les indigènes auxquels ils sont mêlés.

Pour recourir aux condamnés, il faudrait que les

indigènes ne pussent, en aucune façon, être utilisés, ce qui n'est pas le cas en Afrique occidentale ni même au Congo. Que l'on prenne garde aussi que la pratique d'un tel système n'ait pour effet de faire renoncer trop facilement nos administrateurs coloniaux à tirer parti de la main-d'œuvre locale qu'ils ont pour mission de former et qui est la véritable ressource de l'avenir.

En résumé, la main-d'œuvre pénale appliquée à nos colonies de l'Ouest africain ne saurait être qu'un expédient et non un moyen sérieux de colonisation : ses inconvénients doivent en faire rejeter l'application.

Disons quelques mots du système de colonisation par l'armée, dont il a été question à propos d'un essai heureux qu'en a fait le général Galliéni à Madagascar. Après la pacification de l'île, les soldats, devenus libres de leur temps, se transformèrent, sous son impulsion, en laboureurs, jardiniers, ouvriers, instituteurs. Répartis entre les villages, ils devinrent les instructeurs des indigènes, leur enseignant les bonnes méthodes agricoles, et les métiers de nos artisans, fondant des fermes modèles, des ateliers, des écoles professionnelles, des écoles primaires, traçant des routes, construisant des ponts, élevant des maisons, exécutant enfin tous les travaux qui contribuèrent à imprimer à la colonie son essor (1).

« J'ai employé mes soldats à tous les métiers » disait le général Galliéni. A leur libération, beaucoup

1. Ch. Roux, *Notice sur les colonies françaises*, publiée à l'occasion de l'Exposition de 1900.

restèrent dans le pays en qualité de colons ; il leur fut octroyé des concessions qu'ils mirent rapidement en valeur, en raison de leur connaissance du pays et du goût pour les travaux agricoles qu'ils avaient acquis au cours de leur service.

On ne pourrait appliquer dans son ensemble à l'Afrique ce système qui a donné d'aussi brillants résultats à Madagascar. Ce qu'il faut en retenir, c'est l'excellente idée d'utiliser, dans la mesure du possible, aux travaux de colonisation, les troupes coloniales qui, sans cela, seraient pendant leur séjour aux colonies livrées aux vices de l'oisiveté et aux mauvaises suggestions de l'ennui.

Voici, à cet égard, un passage caractéristique du général Lyantey qui s'est beaucoup occupé de cette question de la colonisation par l'armée : « Il me souvient, dit-il, d'avoir trouvé, dans un poste, où je comptais établir le siège d'un commandement important, une compagnie d'infanterie de marine, épuisée par trois années de campagne et d'insurrection, anémiée, oisive, incapable de fournir un service actif. Il était visible que ces hommes, à trois mille lieues de leur village, mal abrités, inoccupés, périssaient d'ennui, de spleen et de mal du pays. Malgré les objections tirées de l'état de santé de ces hommes, de l'impossibilité qui en résultait de les livrer à eux-mêmes loin de l'infirmierie et de la surveillance, de leur état de dépression, de la nécessité de les avoir sous la main, je les ai dispersés sur l'heure. Ils se sont transformés en contremaîtres d'une école professionnelle, en chefs d'exploitation agricole, en jardiniers, en constructeurs de route et, deux mois

après, à ce ramassis d'infirmes s'était bien réellement substituée une compagnie prête à se rassembler au coup de sifflet, l'œil clair, le jarret sec, l'allure dégagée et le fusil prêt. C'est que chacun d'eux en face d'une responsabilité et d'une initiative s'était ressaisi, qu'ils avaient retrouvé une raison de vivre(1). »

Mais en Afrique, à la différence de ce qui se passe à Madagascar, l'utilisation de l'armée ne peut se comprendre que pour des travaux ne demandant pas la somme d'efforts physiques que le climat interdit aussi bien à nos militaires qu'aux autres Européens. Nos soldats ne peuvent être employés que pour diriger des chantiers, instruire les indigènes ou pour d'autres besognes semblables. En ce sens, leur activité a été éprouvée dans toutes nos colonies d'une façon très heureuse pour nombre de travaux, notamment pour la construction et l'exploitation de toutes les lignes ferrées. Ces travaux se font sous la direction de soldats ou sous-officiers tirés, pour la plupart, de l'artillerie ou du génie et ayant à leur tête des officiers qui sont de véritables ingénieurs. Citons le capitaine Salesses à la Guinée, le commandant Houdaille à la Côte d'Ivoire, le capitaine Guyon au Dahomey. C'est encore dernièrement qu'une mission militaire dirigée par le capitaine du génie Cambier a étudié le tracé du chemin de fer projeté au Congo.

Nos troupes coloniales dans l'Ouest africain sont peu nombreuses ; elles se réduisent même dans certaines régions à quelques hommes qui sont en majeure partie des tirailleurs indigènes ou de sim-

1. Cité par Ch. Roux, *op. cit.*

ples miliciens du pays commandés par des gradés français. Si nos soldats français ne peuvent, comme tous les Européens, se livrer à des travaux manuels, en revanche, nos soldats indigènes nous paraissent être une excellente ressource pour la main-d'œuvre. Recrutés dans la région même où ils servent, pris parmi les plus intelligents des indigènes et les plus dévoués à nos intérêts, on les utilise à beaucoup de travaux, tels que le défrichement et l'entretien des terres de culture aux alentours des postes pour la subsistance des Européens, l'entretien des jardins d'essais. Ils sont en même temps les initiateurs et les éducateurs de leurs congénères. Néanmoins, ces travaux doivent être restreints de manière à ne pas trop les détourner de leurs fonctions de police. De plus, leur nombre peu important ne suffirait pas pour l'exécution de grands travaux. On ne saurait donc baser sur eux aucun système pratique de mise en valeur du pays.

Les inconvénients et les dangers que présente pour l'Afrique occidentale la main-d'œuvre étrangère existeraient-ils si cette main-d'œuvre était recrutée non plus hors d'Afrique, mais en Afrique même, dans les colonies étrangères situées sur le littoral occidental?

Il est certain que des travailleurs provenant de Sierra-Leone, de la Côte d'Or et même du Cameroun, nous rendraient de grands services; car ces indigènes possèdent de réelles qualités d'intelligence, d'activité, d'assiduité; ils sont adaptés aux conditions climatiques de nos possessions, ils appartiennent

nent, sinon à la même race, du moins au même type que nos indigènes et sont, par conséquent, susceptibles de s'habituer au même genre de vie et de braver les mêmes fatigues. Ce sont là des conditions que ne peuvent remplir des travailleurs étrangers à l'Afrique. Malgré cela, nous estimons qu'il ne faut employer cette main-d'œuvre que dans des cas d'absolue nécessité, par exemple, pour des travaux pressants d'utilité publique, tels que la construction de chemins de fer, et qu'en tous cas ce ne doit pas être un motif pour renoncer à tirer parti concurremment de la main-d'œuvre locale.

L'exploitation méthodique du sol revient à ses habitants qui y sont directement intéressés comme producteurs et comme consommateurs, et qu'il importe de gagner ainsi à la civilisation. Que de dangers ne présenterait pas pour l'avenir d'un pays, même sous un régime d'entreprise, la mise en culture du sol par des étrangers ; ces dangers ne seraient pas suffisamment compensés par les quelques avantages passagers qu'offrirait un tel système. Telle est l'opinion d'un grand nombre de coloniaux, comme M. A. Bernard (1).

Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère rencontre, du reste, un obstacle très sérieux dans la résistance qu'y opposent les colonies étrangères, intéressées à conserver sur leur territoire une main-d'œuvre indigène perfectionnée, constituant pour elles un élément de prospérité. Et, tout en s'efforçant d'attirer chez elles les travailleurs des pays voi-

1. Voir Quest. diplo. et coloniales. *La main-d'œuvre aux colonies*, t. X, p. 333.

sins plus prospères, elles cherchent à garder les leurs par des restrictions ou réglementations qui en gênent l'exode.

Des mesures administratives ont été prises dans ce sens par les colonies allemandes du Cameroun et du Togo, par les colonies anglaises de Gambie, de Sierra-Leone et de la Côte d'Or, par les colonies françaises du Sénégal (décrets des 17 juin 1895 et 12 janvier 1897), de la Côte d'Ivoire (décret du 25 octobre 1901), du Dahomey (décret du 14 octobre 1902) et du Congo (décret du 2 juillet 1904).

Le Cameroun allemand interdit complètement le recrutement de travailleurs sur son territoire. Les autres colonies étrangères se contentent de l'entraver ou de le réglementer, tout en se réservant la faculté de l'interdire au besoin; elles surveillent la formation des contrats de travail passés avec leurs assujettis et en contrôlent l'exécution.

Nous ne passerons pas en revue, dans chacune de ces colonies, les décrets ou ordonnances qui règlent la matière (1). Il nous suffira d'en dégager les principes essentiels.

Deux conditions sont partout imposées : 1° L'autorisation du gouverneur de la colonie ; 2° Le paiement d'une taxe.

La sanction de ces deux obligations est assurée par des amendes, plus rarement par l'emprisonnement.

L'autorisation du gouverneur est une mesure ex-

1. On trouvera cette législation dans les publications de l'Institut colonial international. *La main-d'œuvre aux colonies*. Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux colonies.

cellente pour restreindre l'émigration et pour protéger les émigrés, car le gouverneur pourra toujours refuser cette autorisation ou même la révoquer au cas où la situation économique de la colonie qu'il administre rendrait nécessaire le maintien de la population sur son sol et lorsque des abus, sévices, mauvais traitements, auraient été commis envers les indigènes à l'occasion de leur engagement, le tout sans préjudice de pénalités allant jusqu'à l'emprisonnement dans les colonies anglaises.

A cela ne se borne pas l'action des gouvernements étrangers ; elle s'étend aussi à toutes les mesures destinées à assurer à leurs ressortissants émigrés un sort convenable auprès de ceux qui les emploient. De là des règles ayant pour but de protéger l'indigène lors de la passation du contrat avec l'engagiste étranger, d'assurer l'exécution des clauses de ce contrat et, en particulier, celle de rapatriement. Cette protection est de même nature que celle qui lui est accordée dans son pays d'origine. Il n'y a pas de raison, en effet, pour que le gouvernement d'une colonie ne protège pas ses sujets émigrés aussi bien que les autres et les abandonne à l'arbitraire des États étrangers. Il est même nécessaire de stipuler en faveur des émigrés des garanties spéciales. C'est ce qu'a fait la colonie anglaise de la Côte d'Or qui possède en cette matière la réglementation la plus complète.

Comme nous l'avons vu en étudiant les contrats réglementés dans cette colonie, la plupart des règles établies, facultatives pour l'engagiste dont le contrat avec l'indigène doit s'exécuter dans la juridiction, deviennent obligatoires pour l'engagiste étranger et

sont même garanties dans leur exécution par une caution pécuniaire.

L'engagiste étranger peut poursuivre devant la juridiction du pays d'origine de l'engagé l'exécution d'un contrat établi en dehors d'elle, mais à la condition que les règles de ce contrat soient conformes à celles admises par cette juridiction. Autrement, le contrat passé ne peut être rendu exécutoire contre l'indigène. En tous cas, le gouvernement de la colonie d'où provient le travailleur peut faire modifier ou révoquer les contrats qui lui semblent par trop s'écarter des règles qu'il a posées, et cela, sans préjudice d'une amende de dix livres infligée au contrevenant (1).

Rien de plus juste et de plus rationnel, en somme, que ces règles destinées à protéger les indigènes vis-à-vis des États étrangers qui les emploient. Le gouvernement anglais, très pratique, a tout prévu sous ce rapport.

Il est d'ailleurs des colonies qui, pour attirer à elles les travailleurs étrangers, ont établi de leur propre initiative des règles visant à assurer à l'indigène émigré la protection à laquelle il a droit et à lui accorder même certains avantages.

Il en est ainsi au Congo belge et au Congo français. Dans la Gambie anglaise, une ordonnance de 1884 édicte des mesures de protection qui s'inspirent, de celles prises en faveur des sujets indigènes.

De ce qui précède, il ressort, comme l'a très bien fait remarquer M. Blondel dans son ouvrage « *Régime*

1. Institut col. inter., *op. cit.*

du travail aux colonies », que l'alimentation des exploitations et des chantiers coloniaux par des bras étrangers, quelle que soit leur origine, quelles que soient les précautions généreuses et économiques dont on l'entoure, n'est et ne peut être qu'un expédient ». On doit avoir pour but de créer aux colonies, comme dans la plupart des pays européens, une population agricole intéressée dans la possession du sol. Pour le développement économique, surtout agricole, de nos colonies, rien n'est préférable au travail indigène sédentaire qui profite à la fois à l'amélioration matérielle et à l'amélioration morale des populations. Il n'y aura lieu de recourir à d'autres ressources que pour satisfaire aux nécessités présentes et pressantes de la mise en valeur.

En ce cas, il est un système mixte entre le système de la main-d'œuvre importée et celui de la main-d'œuvre locale qui nous semble devoir rallier tous les suffrages. C'est le système du recrutement « intercolonial », c'est-à-dire de colonie à colonie d'une même puissance, mais avec cette réserve que, pour nos colonies d'Afrique occidentale, ce recrutement ne doit se faire qu'entre celles qui réunissent des conditions climatiques et ethnographiques à peu près semblables.

Afin de suppléer, dans nos colonies de l'Ouest africain, à la main-d'œuvre locale jugée insuffisante en nombre et en qualité, on fera donc appel à celle de nos autres colonies plus avancées, comme le Sénégal.

Il est facile de voir que ce système n'offre aucun des inconvénients que nous avons signalés à propos

de la main-d'œuvre étrangère. Il procurera aux colonies françaises qui se trouvent dans les conditions les moins favorables pour leur mise en valeur un certain nombre de travailleurs suffisamment laborieux et capables. Ces travailleurs accompliront les premiers travaux de colonisation ayant un caractère d'urgence ; ils seront en même temps pour les autres indigènes des éducateurs, ils les entraîneront par l'exemple.

On évitera de donner à cette importation « inter-coloniale » une trop grande importance pour ne pas nuire à la prospérité des colonies qui fournissent les travailleurs, en même temps qu'on détournerait celles qui les reçoivent des efforts nécessaires pour se suffire à elles-mêmes.

Dans notre domaine Ouest africain, le Sénégal et quelques régions côtières très limitées des autres colonies tropicales, sont seules aptes à exporter de la main-d'œuvre. Quant au Congo, il faut, plus que toute autre colonie, qu'il requière l'aide d'éléments étrangers, mais on se gardera d'y importer un nombre excessif de travailleurs du Sénégal, si on ne veut pas porter à cette colonie un grave préjudice.

Songeons aussi que la main-d'œuvre importée est chère, tant à cause des frais de déplacement qu'elle nécessite qu'à cause des salaires plus élevés que réclament les travailleurs émigrés, surtout ceux du Sénégal. Pourrait-on, sans injustice, comme le demande M. Bourdarie, réduire les salaires des ouvriers sénégalais ainsi que les rations et les frais de voyage ? Il est permis d'en douter, si l'on consi-

dère que ces salaires et ces frais sont déjà un minimum (1).

En résumé, le meilleur procédé pour procurer de la main-d'œuvre à celles de nos colonies de l'ouest africain qui en manquent serait, selon nous, de faire des emprunts, *très modérés*, de travailleurs à nos colonies plus favorisées sous ce rapport.

On y adjoindrait, en cas d'absolue nécessité, quelques travailleurs recrutés dans les colonies étrangères voisines ; les uns et les autres serviraient à *encadrer* et à entraîner la main-d'œuvre locale. Celle-ci ne serait peut-être pas, au début, aussi abondante qu'on le voudrait mais, sous l'influence de l'imitation, d'autres noirs tentés par les profits que leurs congénères retireraient du travail libre, viendraient se joindre à eux.

L'importation des travailleurs ainsi limitée ne pourrait être considérée comme le seul facteur du travail dans nos colonies encore arriérées ; car son but se bornerait à compléter leurs ressources propres qu'il ne faut pas laisser sans emploi. Elle prendrait fin quand les habitants pourraient par leur seul travail suffire à la mise en valeur.

De la sorte, on réaliserait la plupart des conditions que doit remplir la main-d'œuvre dans nos possessions de l'ouest africain et qu'un rapport présenté au Conseil supérieur des colonies en 1899 définissait en ces termes :

1. M. Bourdard demande aussi que les colonies françaises de la Côte d'Afrique s'entendent pour supprimer le droit d'émigration de 150 francs par tête qu'elles perçoivent sur les employeurs des autres colonies françaises. Voir *Quinz. col.*, 25 avril 1904.

« La main-d'œuvre doit être abondante et pouvoir, non seulement suffire aux besoins des exploitations déjà existantes, mais encore être en mesure de faire face aux besoins nouveaux qui naissent journellement du développement normal de la colonisation.

« Elle doit être suffisamment stable, pour que les colons ne soient pas à la merci de caprices ou de prétentions susceptibles de compromettre le sort de leurs exploitations.

« Elle doit être adaptée, ou, dans tous les cas, pouvoir s'adapter facilement au climat, de manière à fournir d'une façon continue et sans que la santé des travailleurs s'en ressente, la somme de labeur que comportent les travaux auxquels elle est employée.

Enfin, elle doit être bon marché, sans quoi nos colonies risqueraient de se trouver dans une situation d'infériorité vis-à-vis des pays avec lesquels elles sent en concurrence pour l'exportation de leurs produits. »

DEUXIÈME PARTIE

Régime particulier de la main-d'œuvre dans chacune des colonies françaises de l'Afrique occidentale et du Congo.

I

SENEGAL, HAUT-SENEGAL ET NIGER, MAURITANIE

La colonie française du Sénégal, à laquelle nous ajoutons celle du Haut-Sénégal et Niger constituée de nouveau en gouvernement distinct par le décret du 18 octobre 1904 et la Mauritanie annexée depuis peu et organisée en protectorat, montre à quel degré de prospérité peut arriver par ses habitants une colonie de l'ouest africain, grâce à des efforts intelligents et persévérants.

Acquise la première à notre influence, notre colonie du Sénégal est aussi la plus avancée.

Tous les gouverneurs qui s'y sont succédé se sont dévoués à leur tâche ; ils ont continué l'œuvre de pacification et d'organisation commencée en 1854 par le général Faidherbe, et le Sénégal est ainsi devenu une des assises de notre influence étendue jusqu'au cœur de l'Afrique.

On a dit avec raison qu'un bon régime d'administration fait éclore et développe la prospérité que la nature a préparée. Les peuples non civilisés qui vivent sous un régime de tyrannie et d'insécurité sont condamnés à rester dans l'état de barbarie. C'est cet état que notre occupation a contribué, au Sénégal comme ailleurs, à faire disparaître. Nous avons mis fin aux ravages des conquérants musulmans, empêché les incursions et les pillages des Maures habitant la rive septentrionale du fleuve, supprimé l'esclavage, atténué considérablement la tyrannie des grands chefs indigènes qui ne sont plus aujourd'hui que nos subordonnés et nos fonctionnaires.

A cette œuvre réparatrice doit se joindre, pour la compléter et la développer, une œuvre édicatrice. Cette dernière est commencée et déjà assez avancée au Sénégal, mais elle est loin d'être achevée. N'est-elle pas d'ailleurs en Afrique un perpétuel devenir, une suite de transformations et d'améliorations tendant à satisfaire les aspirations et les besoins nouveaux que crée le contact toujours plus étroit des races indigènes avec la civilisation européenne?

Comme dans toutes les contrées de l'ouest africain, il se pose donc actuellement au Sénégal un

programme politique, administratif, économique et social dans lequel la question de l'amélioration de la main-d'œuvre est certainement l'une des plus importantes.

Recherchons quels éléments composent la main-d'œuvre sénégalaise, ce qu'elle vaut, comment elle est employée, quels services elle rend et peut rendre, dans quelle mesure et de quelle façon elle peut être développée.

Pour cela, passons d'abord une revue rapide des races qui peuplent les territoires du Sénégal et du Niger. Ces races sont, en général, assez laborieuses et le Sénégal, est, à ce point de vue, une colonie privilégiée, mais elles présentent de grandes diversités par leurs mœurs, leurs goûts et leurs aptitudes au travail, les unes étant essentiellement agricoles, d'autres commerçantes, beaucoup aimant à se spécialiser dans un genre de travail.

Il est intéressant de connaître les chiffres des populations et de les rapprocher de celui de l'Afrique occidentale tout entière, pour établir leur rapport à l'ensemble.

Voici ceux donnés par les dernières statistiques officielles : Afrique occidentale, 10 millions environ, pour une superficie de 2.277.000 kilomètres carrés, soit quatre fois celle de la France.

Sénégal.

Population . . .	1.130.000 habitants.
Superficie. . .	191.000 kilomètres carrés.

Haut-Sénégal et Niger.

Population . . 4.100.000 habitants.
Superficie. . . 988.000 kilomètres carrés.

Mauritanie.

Population . . 240.000 habitants.
Superficie. . . 427.000 kilomètres carrés.

Les trois colonies ont donc, au total, une population de 5.470.000 habitants; c'est plus de la moitié de la population totale de l'Afrique occidentale française.

Si l'on compare, pour le Sénégal, le chiffre actuel à celui de 600.000 que l'on fixait en 1887, on voit que, dans les vingt dernières années, la population de cette colonie a presque doublé (1).

Malgré de tels progrès, cette population est encore peu dense. Elle est surtout très inégalement répartie. Certaines régions du Haut-Sénégal ont été tellement éprouvées par les guerres et par les dévasta-

1. Dans sa notice publiée à l'occasion de l'exposition de Marseille de 1906, M. Ollivier fixe au Sénégal, d'après le recensement opéré en 1904, un chiffre de population de 107.026 habitants pour une superficie de 1.135 kilomètres carrés ne comprenant que le périmètre communal et la banlieue des quatre communes, les escalas de la ligne du fleuve, du Saloum et de la Casamance à raison de 2 kilomètres carrés pour chacune et une bande de 1 kilomètre de chaque côté de la voie ferrée depuis Saint-Louis jusqu'à Dakar ce qui donne 95 habitants par kilomètre carré (France 72 hab.). Il estime la population du Haut-Sénégal et Niger à 4.570.000 habitants pour une superficie de 850.000 kilomètres carrés, soit 5 habitants par kilomètre carré.

tions qu'elles n'ont pas encore récupéré leur densité primitive. Dans d'autres, au contraire, le nombre des habitants a sensiblement augmenté. Ce sont celles où l'influence française s'est fait le mieux sentir, où l'exploitation est abondante, le commerce actif, les voies de communication développées, c'est-à-dire celles qui bordent les fleuves et la côte. Les deux causes dont nous avons parlé : d'une part, l'insécurité de l'arrière-pays, de l'autre, la prospérité économique croissante du bas-pays, due à l'influence des Européens, ont eu pour effet de faire refluer les populations de l'intérieur vers le littoral devenu ainsi un point d'attraction.

« Au point de vue ethnographique, toutes les régions sénégalaises et soudanaises présentent de grands contrastes. Les habitants n'ont point d'unité politique, ni de cohésion sociale. Ils appartiennent à des races diverses et se fractionnent en de nombreux états, royaumes, communautés religieuses, tribus errantes, groupes de familles qui se dispersent ou s'entremêlent. En même temps que ces changements politiques se produisaient, de grandes révolutions modifiant profondément l'état social se sont accomplies dans la masse de ces peuples. Le mouvement graduel des races envahissantes dans le sens de l'orient à l'occident s'est continué...

« La propagande musulmane accompagne les déplacements ethniques et même les précède ; mainte peuplade noire se réclame de l'Islam qui, d'ailleurs, prend chez la plupart des nouveaux convertis un caractère mystique plus vague, moins dogmatique et moins âpre que chez les Arabes. Les mœurs, les

industries se modifient avec les déplacements, les croisements de races, la constitution d'États nouveaux, les conversions religieuses (1). »

La ligne du fleuve Sénégal sépare deux races absolument distinctes. Sur la rive droite se trouvent les populations musulmanes, Berbères et Arabes. Sur la rive gauche se disséminent, en races très variées, les populations négritiennes. Le Sénégal est, au point de vue ethnographique, un pays de transition. Les habitants présentent le contraste immédiat de races venues du littoral méditerranéen et de celles du centre de l'Afrique qui se rencontrent dans cette région médiaire entre deux zones.

Les Maures du Sénégal habitent la rive droite du fleuve, depuis son embouchure jusqu'à Bakel. Ils se divisent en trois grandes tribus qui s'échelonnent de Saint-Louis à Bakel : les Trarzas de Saint-Louis jusqu'à Dagana, les Braknas de Dagana à Matam et les Douaichs de Matam à Bakel. Mais ces divisions sont plus théoriques que pratiques ; car, en réalité, ces tribus empiètent constamment sur leurs territoires respectifs.

Elles sont, du reste, essentiellement nomades et leur champ d'incursion est limité, au nord, par les territoires sur lesquels circulent les Touaregs. Leur principale industrie est l'élevé du bétail. Les Maures s'acheminent avec leurs troupeaux dans les vastes espaces sahariens où croît une herbe rare et courte ; puis, à la saison sèche, se rapprochent du fleuve où

1. Elisée Reclus. *Géographie universelle*, t. XII, p. 179.

ils trouvent de l'eau ; ils en profitent pour venir dans nos postes vendre leurs produits : gommes, plumes d'autruches, bœufs, moutons et chevaux (1).

Ces Maures, qui sont de zélés Musulmans, ont constitué le principal obstacle à la pénétration française au Sénégal. Ils étaient parvenus à s'établir sur la rive gauche du fleuve. Ce sont les Français qui les en ont chassés et relégués définitivement sur la rive droite. Bons producteurs, ils entretiennent le mouvement commercial du nord de la Sénégalie et donnent à cette région son importance économique. Sans eux, les marchands n'auraient pu y installer leurs comptoirs pour les échanges.

Le domaine de la race noire proprement dite s'étend sur la rive gauche du fleuve Sénégal, dans la partie méridionale de la Sénégalie. Cette race offre dans ces régions plusieurs variétés.

Ce sont, d'abord, les *Ouolofs* qui peuplent les provinces du Ouolof, du Cayor, du Baol et du Djolof, comprenant tout l'espace limité par le Sénégal, la Falémé et la Gambie.

Les grandes villes du littoral : Saint-Louis et Dakar, sont en territoire ouolof. Les Ouolofs représentent la plus belle race de noirs de toute l'Afrique. Grands, bien découplés, leur peau est d'un noir d'ébène ; leur idiome est le langage usuel du commerce dans toute la Sénégalie. Pour la plupart, ils appartiennent à la religion musulmane ; mais beaucoup ont été convertis au christianisme par les missionnaires ; l'islamisme est mêlé chez eux de

1. Joyeux. *L'Afrique française*, p. 115.

pratiques superstitieuses, restées de leur ancien fétichisme.

Les Ouolofs, comme tous les nègres, ont des défauts. On les dits malpropres, gourmands et menteurs ; on les dépeint comme de grands enfants incapables d'une idée fixe, ne vivant que pour le plaisir et l'ostentation. Cependant, leurs progrès ne se sont pas marqués seulement par un changement de costume ; les Ouolofs de Saint-Louis ne se sont pas bornés à remplacer leur large blouse par la culotte et la veste ; aujourd'hui, il n'est pas de travail qu'ils n'accomplissent volontiers quand on fait appel à leur sentiment de l'honneur, pas d'œuvre de dévouement à laquelle ils ne se sacrifient quand on leur en fait un devoir. Tandis que la soumission des autres nègres du Sénégal est douteuse, les Ouolofs de Saint-Louis sont associés aux Français et se disent les « enfants » de la ville. Ce sont eux qui constituent la nation franco-sénégalaise et c'est par milliers qu'ils ont fourni des volontaires pour les expéditions lointaines (1).

Les Ouolofs représentent certainement la civilisation la plus avancée du Sénégal. Intelligents, ils ont vite subi l'influence civilisatrice de la France, ils en ont aussi le mieux profité. Pouvant être employés aux besognes les plus délicates, même aux travaux d'art, ils forment l'élément le plus important de la main-d'œuvre importée. On les a fait travailler avec grand succès à la construction de toutes les lignes ferrées des autres colonies, ils y ont remplacé la

1. El. Reclus, *op. cit.*, p. 211.

main-d'œuvre locale, quand celle-ci était insuffisante ou inhabile. Il n'est pas jusqu'aux Belges qui, pour la construction de leur chemin de fer du Congo, n'aient fait appel aux Ouolofs du Sénégal. Ces nègres font en outre d'excellentes recrues pour la milice. En somme, ils accomplissent toutes sortes de besognes avec zèle et habileté et réalisent, les qualités du bon travailleur.

Les Sérères sont les voisins méridionaux des Ouolofs ; ils forment avec eux et les Mandingues des populations métissées. Au nombre d'environ 180.000, ils peuplent la région entre Rufisque et la Gambie britannique. Ils ne possèdent pas les qualités des Ouolofs dont ils ont pourtant, en certains endroits, adopté la langue et les usages. L'Islam exerce sur eux une grande influence que combat celle du christianisme. Au physique, ce sont, comme les Ouolofs, des hommes grands et forts, les plus grands de tout le littoral (1).

Parmi les nègres de la Sénégalie, les Sérères sont les plus enclins à l'ivrognerie. Nulle part, comme dans leur pays, on ne boit autant, de cette affreuse « sangara » dans laquelle, outre l'alcool impur, entrent le tabac, le poivre en grain et les piments rouges. C'est là un vice développé chez eux par la conquête européenne (2).

Il est d'autant plus malheureux de voir cette race s'anéantir et s'abrutir de la sorte qu'elle est, de sa nature, laborieuse et honnête. Les Sérères sont d'ac-

1. Elisée Reclus, *op. cit.*

2. Béranger-Féraud, *Voyage au Sénégal.*

tifs commerçants qui nous fournissent de bétail, d'arachides, de coton, et aussi d'excellents agriculteurs étendant de plus en plus leurs cultures.

Ils consentent volontiers à s'engager comme journaliers, font de bons manœuvres, certains même des artisans habiles. Ils peuvent contribuer beaucoup à la prospérité agricole du Sénégal.

En remontant le fleuve entre Kaedi et Bakel, on trouve un groupe ethnique important : les Soninkés. Très doux de caractère, conciliants et pacifiques, ce sont des mahométans peu zélés qui recherchent la société du blanc et prennent facilement du service dans les grandes compagnies de terre ou de mer ; ils deviennent de bons matelots, excellent surtout dans les expéditions pour guider les troupes, débrousser les forêts, tracer les sentiers et les routes. Bons agriculteurs, voyageurs curieux, réunissant les qualités des sédentaires et des nomades, naturellement gais, ils semblent destinés à devenir dans la région du Haut-Sénégal ce que sont les Ouolofs dans la région basse : les Français de la colonie.

C'est à eux que reviendra l'honneur de la prise de possession définitive de cette contrée par la mise en exploitation du sol et par la distribution des richesses (1).

A côté des Ouolofs et des Soninkés, un autre groupe ethnique important est celui des Mandés, que l'on identifie souvent avec les Mandingues. Ils peuplent le Haut-Sénégal et se divisent en plusieurs familles. La plus importante, après les Mandingues,

1. El. Reclus, *op.*, p. 218.

est celle des Bambaras qui habitent le Kaarta, le Ségou, une partie du Macina, le Bélédougou et l'État de Bammako. Viennent ensuite les Sarakolés et les Malinkés disséminés dans le Guayo, le Kaméra et le Guidimaka. Ces derniers sont les moins laborieux, bien que portés vers l'agriculture.

Les Mandingues ont l'instinct commercial très développé, instinct sans doute fortement mêlé de cupidité, mais qui les pousse à exploiter les richesses naturelles de leur sol. Tandis que les Sarakolés s'occupent surtout du colportage des denrées de villages en villages, les Mandingues font le commerce en grand d'une contrée à l'autre.

« Les Bambaras, dit M. H. Lorin (1), après avoir été pour nous des ennemis, que la colonne Borgnis-Desbordes a soumis, comptent aujourd'hui parmi nos meilleurs auxiliaires. Paysans sédentaires, ils savent cultiver le coton et travailler le fer. Ils sont assez réfractaires, à la prédication de l'Islam. Les indigènes du Haut-Sénégal, délivrés des pillages et des incursions, sont des populations essentiellement agricoles. Le Bambara surtout aime la terre; il sarcle ses champs, taille ses cotonniers, connaît les assolements et même l'usage des engrais. L'avenir de ces régions est dans l'agriculture. »

En dehors des cultivateurs, on trouve aussi quelques artisans qui fabriquent les objets d'usage courant dans la contrée, mais sans grande valeur commerciale.

Entre la race blanche et la race noire, il existe au

1. L'Afrique à l'entrée du xx^e siècle, *op. cit.*, p. 289.

Soudan une race intermédiaire qu'on appelle la race Peulhe ou Foula. On la dit originaire de l'Égypte, tellement elle se distingue des races négritiennes ordinaires par la couleur de la peau rouge ou bronzée, la finesse des membres, le nez droit, les cheveux bouclés, le visage oval.

Ses tribus sont éparses dans la boucle du Niger, le Macina, le Fouta sénégalais et le Fouta-Djallon, sur une étendue de territoire de plus de 4.500 kilomètres. Les Foulas se sont avancés jusqu'aux Rivières du Sud et nous les retrouvons formant en Guinée le noyau le plus important de la population.

Ce sont les plus fanatiques musulmans du Sénégal. Ils ont été les premiers convertis à l'islamisme et en sont de zélés prosélytes ; c'est à leur propagande, souvent violente, que sont dus les progrès de la religion musulmane dans tout le Sénégal.

Pasteurs et guerriers, ils prennent un soin tout spécial des troupeaux et ont acquis une connaissance remarquable des mœurs des animaux. Ces deux caractères expliquent que les Peulhs soient surtout des nomades, abandonnant leur résidence quand le bien-être des troupeaux l'exige. Doués d'une vive intelligence, ils savent, quand il le faut, s'approprier les procédés des autres races. A l'exemple de certaines populations voisines, ils sont devenus agriculteurs et, dans certains districts où ils se sont fixés, ils se consacrent à la culture du sol, tout en élevant leur bétail. Presque tous les metis foulas sont de bons laboureurs.

Il y a parmi eux des artisans fabriquant des instruments de ménage et d'agriculture, des armes ; on

trouve aussi des bijoutiers, charpentiers, maçons, corroyeurs, tisserands.

Du croisement des Peulhs avec les noirs est issue une race métissée : les Toucouleurs.

Au physique comme au moral, ils se rapprochent davantage des nègres. Ils occupent une partie du Fouta-Djallon, le Bondou et le Fouta sénagalais. Ce sont aussi d'ardents musulmans qui ont opposé la plus vive résistance à la pénétration française au Sénégal. On les trouve à la tête de toutes les entreprises dirigées contre nous. El-Hadj-Omar était de race toucouleure.

Les Toucouleurs sont surtout cultivateurs. C'est en grande partie entre leurs mains que se trouve concentrée la culture du mil, nourriture principale des indigènes de ces contrées. Ils se livrent également à la pêche.

Arrogants, surnois, cruels et peu crupuleux, les Toucouleurs n'en sont pas moins intelligents, énergiques, actifs et ambitieux. Ils nous rendent de grands services dans le bassin du Sénégal par leur esprit d'initiative et par leur amour du travail. Ils émigrent volontiers pour aller se louer dans les villes de la côte et s'engagent comme laptots ou comme manœuvres pour une saison de trois mois, puis retournent dans leur pays avec un petit pécule. Les ouvriers des fours à chaux et des briqueteries se recrutent presque exclusivement parmi eux. Leur goût pour l'agriculture les rend assez sédentaires.

Ainsi que les autres populations noires, ils ont des esclaves, mais ils haïssent pour eux-mêmes l'esclavage (1).

1. El. Reclus, *op. cit.* Henrique. *Notices sur les colonies françaises.*

Il existe encore des familles de métis nombreuses, mais peu importantes. Tels sont les Pourognes (métis de Maures et de noirs), les Kassonkés, les Onassoulonkés...

Enfin, signalons disséminées dans la boucle du Niger quelques races primitives autochtones, telles : les Senonfos, les M'boings, peuplades du Kissi, du Sobi, du Kipirsi, du Mossi, du Gourounsi, toutes encore sauvages, difficilement assimilables, dont on ne peut attendre que peu de services pour la colonisation.

A part ces quelques exceptions, il ressort de cet aperçu ethnographique que toute l'immense région tropicale qu'arrosent le Sénégal et le Haut-Niger jusqu'au Mossi est peuplée de races vigoureuses, laborieuses et intelligentes, la plupart adonnées à l'agriculture, tout en ayant en plus une spécialité appropriée aux nécessités locales des régions qu'elles habitent. Les unes, en contact direct avec les Européens, vivent dans les grandes villes et forment surtout des populations d'artisans et d'ouvriers aptes à tous les métiers, comme les Ouolofs ; d'autres peuplant des contrées fertiles sont plus spécialement adonnées à l'agriculture comme les Bambaras, d'autres, les Peulhs, sont une race de pasteurs sillonnant avec leurs troupeaux les riches plaines de la Ségambie. Comme trait d'union à toutes ces races, les Mandingues, connus sous le nom générique de race *mandé-dioula*, commercent dans tout le Soudan et apportent par caravanes les marchandises indigènes jusqu'au littoral ou jusqu'aux factoreries de l'in-

térieur, partout où n'existent pas encore de voies ferrées.

En raison de leur rôle d'intermédiaires entre les Européens et les indigènes du haut pays, les Mandingues, souvent en contact avec nos traitants, ont contribué à faire pénétrer notre civilisation chez des races très éloignées de nos centres d'action.

Notre influence a été, dans toutes ces régions, longtemps contrariée par celle des musulmans. On doit reconnaître, néanmoins, que l'influence musulmane a, par certains côtés, profité aux populations noires encore sauvages. Elle leur a apporté des principes plus élevés en religion et en morale, a développé leur instinct commercial et permis, en leur enseignant de nouvelles méthodes agricoles, d'étendre leurs cultures. Mais les Musulmans se sont imposés par la violence ; ils ont pillé et razzé les pays conquis, perpétué la traite, augmenté l'insécurité, étouffé ainsi le goût du travail et finalement fait le vide dans de riches contrées. Notre arrivée a substitué à cette domination basée sur la force une autorité s'appuyant sur le droit, l'équité et le respect des personnes et des biens. Protégés, guidés et stimulés par nous, les indigènes se sont alors appliqués à réparer les ruines qu'avaient occasionnées les guerres et les pillages et ont rendu à leur pays sa prospérité. A aucun moment, depuis notre occupation du Sénégal, nous n'avons eu besoin d'employer la contrainte pour faire travailler des populations naturellement laborieuses. Quand nous avons dû accomplir de grands travaux, il nous a toujours été facile de trouver dans les régions où nous en avons be-

soin une main-d'œuvre abondante et disciplinée.

Beaucoup d'indigènes travaillent à leur compte comme artisans. D'autres, comme ouvriers ou simples manœuvres, louent leurs services à temps ou pour une entreprise déterminée et restent fidèles à leurs engagements; leur nombre suffit amplement aux besoins de la main-d'œuvre. Ils sont bien traités et leurs salaires journaliers sont en rapport avec leur valeur professionnelle.

En voici un aperçu :

	<i>Saint-Louis</i>	<i>Dakar</i>
Mécaniciens, chauffeurs,		
ajusteurs, plombiers.	3 f. à 6 f. 50	3 f. à 6 f. 50
Charpentiers, menui-		
siers	3 f. à 6 f. 50	3 f. à 6 f. 50
Maçons, peintres. . .	5 f. à 6 f. 50	3 f. à 6 f.
Terrassiers, manœuvres	1 f. 25 à 1 f. 75	1 f. 50 à 2 f.
Apprentis	1 f. à 2 f.	1 f. à 2

Ces ouvriers ne sont pas nourris, sauf les manœuvres recrutés surtout, comme nous l'avons dit, parmi les Toucouleurs peu exigeants sur le salaire. Ces manœuvres sont de précieuses recrues dans les pays où les gros travaux abondent. Seuls, les bons ouvriers se paient bien. Leur nombre peut s'accroître, grâce aux écoles professionnelles où l'on formera, lorsque les voies ferrées auront pris plus d'importance, un noyau de mécaniciens habiles. Citons, parmi ces écoles : l'école manuelle d'apprentissage de Kayes, fondée en 1894 par le général de Trentinian et destinée à fournir à la colonie des ouvriers appartenant aux différentes races du pays; l'école de Koulikoro créée

pour permettre de recruter sur le Niger les ouvriers nécessaires au service de construction des postes et à la flottille de ravitaillement. Cette école rend de grands services pour la construction des chalands et pour celle des bâtiments. Il y a encore une école professionnelle à Dakar : l'école Pinet-Laprade, une à Médine, destinée à fournir des employés au commerce et à l'administration. Ces établissements ne sont pas assez nombreux, étant donné les besoins croissants de la colonie. Si on ne veut pas les augmenter, il faudrait au moins, plus qu'on ne le fait, donner aux indigènes dans les écoles primaires qui, elles, sont en nombre suffisant (39 au Sénégal, 47 au Soudan, y compris les écoles catholiques), les rudiments de l'enseignement manuel professionnel.

On a recommandé pour le recrutement des travailleurs l'appel aux chefs indigènes et plusieurs circulaires des gouverneurs sont conçues en ce sens. Cela nous semble inutile dans le Sénégal proprement dit, où les indigènes, sollicités par des besoins de bien-être, et même de luxe, viennent d'eux-mêmes s'offrir au travail.

Tout au plus, ce moyen serait-il admissible dans le Haut-Sénégal et le Moyen-Niger, dont les habitants sont moins portés à s'engager au service des Européens ; mais, dans ces régions, la demande de main-d'œuvre est insignifiante, vu la rareté des travaux d'utilité publique auquel on peut l'employer, vu, surtout, le peu d'importance des entreprises, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture.

Les chiffres ci-dessous sont, à cet égard, assez instructifs.

Les capitaux engagés dans les entreprises agricoles ne sont que de 2.368.000 francs, pour toute l'Afrique occidentale, y compris un million de capitaux étrangers, et de 25.000 francs seulement pour le Haut-Sénégal et Niger en particulier.

Dans cette dernière région, un capital de 2.270.000 francs est consacré aux entreprises minières, chiffre important si on le compare à ceux qui concernent le Sénégal proprement dit : 165.000 francs, et la Guinée : 250.000 francs ; mais il ne s'agit encore ici et là que de travaux de prospection qui, bien que coûteux, exigent peu de main-d'œuvre.

Il y a plusieurs causes à cette abstention des capitaux : le défaut d'initiative de nos nationaux, le préjugé qui les porte à considérer les entreprises agricoles aux colonies, comme des œuvres dangereuses par leurs aléas, la crainte de se heurter aux difficultés provenant du manque de main-d'œuvre ou de l'absence de voies de communication, la croyance que le travail libre du noir peut suffire à l'exploitation du sol, l'opposition des sociétés commerciales qui trafiquent depuis longtemps avec les producteurs indigènes et redoutent que les entreprises agricoles ne préjudicient à leurs intérêts.

La plupart de ces causes sont sujettes à discussion. En premier lieu la défiance de nos capitalistes pour les entreprises agricoles au Sénégal paraît assez mal fondée, puisque cette colonie est la mieux outillée, la plus peuplée et que les nations étrangères n'ont pas hésité à y apporter un capital d'un million, alors que nous n'y avons encore engagé qu'une somme insignifiante. En second lieu, est-il à croire que le

travail libre du noir, même au Sénégal, soit en état de suffire à lui seul aux exigences de la colonisation ? Ce paraît être sur l'avis de l'administration que se fonde celui de nos capitalistes. Écoutons à ce sujet M. Roume, gouverneur général de l'Afrique occidentale : « Il y a lieu de se demander comment sera conduite la production agricole, si l'on peut compter sur le travail entièrement libre des indigènes cultivant pour eux-mêmes leurs propres champs, ou s'il ne convient pas, au contraire, d'établir de grandes plantations possédées et dirigées par des Européens et dans lesquelles les indigènes ne fourniraient qu'une main-d'œuvre *salarlée*. La première solution est la meilleure. C'est que nos indigènes sont des agriculteurs dans l'âme, sachant reconnaître la qualité des semences qui leur sont distribuées, s'en disputant les produits, suivant avec empressement les conseils qui leur sont donnés, en ce qui concerne le mode rationnel de culture, par nos administrateurs et nos agronomes...

« C'est un résultat considérable, non seulement au point de vue spécial de l'exploitation, mais aussi à celui plus général de l'amélioration de la condition matérielle et morale des indigènes. C'est un bien grand progrès sur les conceptions et aussi sur les pratiques anciennes, que d'amener par la persuasion, par l'enseignement, par l'exemple de nos champs d'essais nos populations indigènes, livrées depuis tant de siècles à l'ignorance et à la routine, à s'élever à la civilisation par le travail libre, stimulé par l'intérêt bien entendu ; c'est de la bonne et humaine colonisation et cet exemple montre com-

bien les vues généreuses, si conformes au génie de la science, qui tendent de plus en plus à prévaloir dans nos rapports avec les indigènes, sont fécondes en excellents résultats (1).

Tout en applaudissant à ces idées, il est permis de penser que le travail libre indigène ne doit pas être exclusif de tout autre. En réalité, il y a place, au Sénégal et au Soudan, pour des entreprises privées qu'il est bon d'encourager.

Toutes les terres n'étant pas appropriées ou exploitées par l'indigène, il est bon, pour assurer une exploitation plus vaste et plus intensive du sol, de favoriser sur les terres domaniales inexploitées l'octroi de concessions à de petites entreprises européennes. Nous connaissons les avantages de ce mode d'exploitation. On peut lui faire cependant ici une objection : c'est que l'indigène, déjà occupé sur ses terres, ne peut fournir la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises. Nous ne croyons pas qu'il y ait là un obstacle insurmontable. Les esclaves et les femmes suffisent souvent à cultiver le champ familial. Le travail nécessaire par l'exploitation des produits naturels n'absorbe pas à lui seul l'activité des indigènes. Le travail au compte d'entrepreneurs serait pour eux l'occasion de faire un emploi fructueux de leur activité et de s'instruire, sous la direction de maîtres compétents, dans les meilleures méthodes de culture. Si l'on doit reconnaître que la population actuelle du Soudan sénégalais ne suffit pas à exploiter tout le territoire qu'elle occupe, s'il est rationnel qu'elle mette en valeur,

1. Discours au banquet de l'Association cotonnière coloniale du mardi 6 novembre 1906.

avant tout autre, le sol qui lui appartient, on concédera néanmoins que l'essor des entreprises doive commencer avec l'accroissement de cette population et le suivre dans sa marche ascendante. Cet accroissement est déjà assez important pour permettre la création d'entreprises appelées à réaliser des bénéfices, notamment par la culture du coton.

En troisième lieu, étant admis que le régime des entreprises agricoles ordinaires ne porte aucune atteinte à la propriété de l'indigène et ne l'empêche point d'y apporter tous ses soins, il n'y a pas plus de raison pour que ce régime soit un obstacle à l'activité des importantes entreprises commerciales fondées au Sénégal-Soudan sur un capital de 52 millions et qui tirent tous leurs profits du trafic avec les producteurs indigènes. Elles n'en continueraient pas moins leurs affaires. Il serait vraiment injuste de jalouser les entreprises agricoles européennes du moment qu'elles ne possèdent aucun monopole de droit ou de fait et qu'elles laissent à la concurrence sa pleine vertu. Il y a au contraire profit à les stimuler. Dans ce but, l'octroi des concessions ne doit pas être fait à des conditions trop dures, ni établir un taux de redevance trop élevé. Le résultat serait de contrarier la formation des entreprises et d'éloigner les capitaux. Espérons que les conditions d'application du décret du 23 octobre 1904 qui règle, pour toute l'Afrique occidentale, le régime des terres domaniales, tiendront compte de ces idées. Aux entreprises ainsi encouragées les bras ne sauraient, dès à présent, manquer. Il ne restera qu'à trouver des colons qui en apprécient les avantages.

Pour le moment, la petite propriété indigène est dans toutes les régions sénégalaises et soudanaises le mode presque exclusif d'exploiter le sol et d'y développer des cultures nouvelles. Il importe donc de mettre l'exploitant indigène en état d'en tirer le meilleur parti pour augmenter sa richesse et celle de la colonie. Ce sera le résultat de *l'enseignement professionnel agricole*.

Les efforts des éducateurs seront d'ailleurs secondés par les qualités d'intelligence et d'application de l'indigène, par ses dispositions naturelles pour l'agriculture, par la facilité avec laquelle il s'assimile les méthodes nouvelles.

« Le voyageur qui se rend du Sénégal au Soudan, écrit M. Lagrillière-Beauchère, remarque combien les cultures révèlent d'attention et de soins au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Saint-Louis. Dans toutes les contrées habitées par les populations Sérères, l'agriculture est en honneur et, tout en constatant le côté un peu primitif des méthodes de culture, on est obligé de reconnaître que cette race d'indigènes est accessible aux progrès réalisés et s'efforce de profiter des découvertes européennes pour améliorer les procédés employés jusqu'alors par les agriculteurs sénégalais (1). »

Nous ne demandons pas pour le Sénégal la création de ces écoles d'agriculture dont nous avons parlé et où les populations indigènes encore arriérées et très indolentes acquièrent, avec le goût du travail agricole, les premières notions de culture.

1. Lagrillière-Beauchère, *Missions au Sénégal et au Soudan*.

L'indigène sénégalais n'en est pas là. C'est un cultivateur laborieux et déjà instruit, qui n'a besoin que de se perfectionner. Le programme d'enseignement agricole comprendra donc pour lui des cours d'agriculture pratique, des expériences et des démonstrations faites d'abord dans les jardins d'essais, étendues ensuite à des *champs d'essais*. Ce ne sera pas assez toutefois. Il faut viser l'application immédiate par les indigènes des méthodes enseignées. En conséquence, on leur distribuera en quantité suffisante les semences de toutes les plantes cultivables, on en contrôlera l'emploi, on en surveillera la croissance, on accordera des primes et des récompenses aux meilleures récoltes et l'on évitera ainsi les dangers de la *monoculture* qui a eu pour résultat, quant à l'arachide, de diminuer en 1905, par suite d'une mauvaise récolte, les exportations du Sénégal-Soudan, de 5.356.538 fr. par rapport à celles de l'année précédente et de 3.928.822 fr. par rapport à celles de la moyenne de la période quinquennale antérieure à 1904.

Des efforts très sérieux ont été faits dans les dernières années pour réaliser le programme que nous venons de tracer. C'est ainsi qu'au Sénégal ont été créées les pépinières de Sedhiou et de Richard Toll, que des cours d'agriculture ont été faits aux indigènes, qu'un jardin d'expériences a été ouvert à Maro, et qu'un professeur spécial de procédés agricoles a été nommé. Des fermes-écoles ont été organisées à Térrouane (Cayor) à M' Bambey (Baol) et à Kaolack (Siné Saloum). Ces fermes dirigées par des agents de culture sont déjà très fréquentées par les indigènes. Dans le Haut-Sénégal et Niger, citons les jardins d'es-

sais de Kayes, Kati, Goundam et Siguiri, les leçons données sur le labourage à la charrue, la distribution des semences nécessaires, la réduction des impôts pour ceux des indigènes qui payaient leur dû en blé, en coton ou en caoutchouc (1).

Ce sont ces deux dernières cultures qui, depuis quelque temps, sollicitent toute notre attention. Deux associations se sont fondées pour les développer. L'*Association cotonnière coloniale*, la plus importante, constituée en février 1903 sous la présidence de M. Esnault-Pelterie, s'est proposée de faire produire à nos colonies le coton nécessaire à l'alimentation des usines françaises, afin qu'elles ne fussent plus tributaires des États américains.

Son programme est celui-ci :

1° Déterminer les colonies aptes à produire le coton et chercher les espèces pouvant être le plus avantageusement cultivées ;

2° Développer et perfectionner la culture du coton, dans les colonies où les indigènes s'y adonnaient déjà, par la distribution de graines sélectionnées ou exotiques ;

3° Étudier les modes d'égrenage et de pressage compatibles avec les diverses espèces de coton et avec les ressources locales et envoyer dans les centres de production des machines à égrener et à presser ;

4° Améliorer les moyens de transport, acheter les cotons produits, ou se charger gratuitement pour le compte des producteurs de les réaliser sur les marchés français ;

5° Subventionner des missions d'études ou des

1. Camille Guy, *op. cit.*, p. 188.

initiatives privées ayant pour but la détermination des régions cotonnières ou l'examen des espèces à cultiver, et vulgariser la connaissance de nos colonies productrices de coton.

Au Soudan, où la culture du coton faite depuis assez longtemps déjà avait donné d'heureux résultats, l'Association a procédé à la distribution de graines, accordé des gratifications aux villages qui ont suivi ses conseils, acheté cher les produits, à titre d'encouragement, et installé à Koulikoro une usine comprenant sept machines actionnées à la vapeur.

Nous croyons néanmoins que l'exploitation du coton, qui exige un outillage assez complet et demande beaucoup d'habileté, de soins et de persévérance, serait mieux faite par des entreprises disposant de forts capitaux.

Quel que soit d'ailleurs le régime d'exploitation adopté, il ne pourra prospérer qu'avec l'aide de l'outillage économique ; car, ainsi que le dit M. Roume, « les grandes régions productives de l'Afrique occidentale se trouvant éloignées du littoral, dans l'intérieur de ce continent noir, si étrangement dépourvu de voies de communications naturelles, il ne servirait de rien d'accroître et d'améliorer la production agricole, si des débouchés n'étaient en même temps ouverts à cette production. »

La création des voies de communication devient de plus en plus une question vitale ; leur diffusion accélérera les échanges commerciaux, permettra aux produits de l'intérieur de gagner plus rapidement et à moins de frais les ports d'embarquement et les marchés d'Europe, aux produits métropolitains de se

créer des débouchés plus nombreux dans l'intérieur, d'y faire naître des besoins et des goûts nouveaux, de rendre par suite aux indigènes le travail plus nécessaire pour eux-mêmes, de les pacifier définitivement, de les gagner à la civilisation. On l'a dit justement : « la civilisation suit le rail ». En assurant la mobilité des travailleurs voulant louer leur travail dans les centres actifs de la colonie, les voies de communication procureront aux entreprises la main-d'œuvre dont elles ont besoin, surtout pour l'exploitation agricole des régions fertiles et elles supprimeront le fléau du portage.

Le développement de l'outillage économique, qui doit varier dans chaque colonie suivant les conditions de nature dans lesquelles elle se trouve, est poursuivi au Sénégal-Soudan par le gouverneur de l'Afrique occidentale avec zèle et méthode. Il a été fait beaucoup déjà dans cette immense région ; mais il y reste encore plus à faire : entreprendre de nouvelles voies ferrées, créer des routes, élargir les pistes indigènes existantes, améliorer les voies navigables, aménager les ports.

Actuellement, deux chemins de fer sont en pleine exploitation au Sénégal et au Soudan : celui de Dakar à St-Louis, d'une longueur de 265 kilomètres, inauguré en 1885 et celui reliant la partie navigable du fleuve Sénégal au Niger, de Kayes à Koulikoro, sur une longueur de 555 kilomètres, ouvert à l'exploitation en 1905.

Ce dernier permettra de jeter sur les marchés du monde les produits de la vallée du Niger qui deviendra alors un centre très important de production ;

mais la non-navigabilité du Sénégal pendant neuf mois de l'année rend nécessaire le raccordement avec la ligne de St-Louis-Dakar pour le transport des marchandises à la côte directement et pendant toute l'année.

La ligne projetée de Thiès à Kayes répond à ce but. Le tracé étudié par la mission Belle en 1903 aurait 670 kilomètres; il part de Thiès sur la ligne de Dakar-St-Louis, se dirige vers l'est à travers les plaines fertiles du Baol, s'infléchit vers le sud-est pour contourner le désert du Ferlo, franchit la vallée du Saloum, chemine quelque temps dans la vallée de la Gambie, atteint vers le nord-est la ligne de partage des eaux et redescend dans la vallée du Sénégal qu'il rejoint à Ambidédi pour remonter le fleuve jusqu'à Kayes.

Les routes empierrées sont rares au Sénégal; on en compte 60 kilomètres à peine dans les environs de St-Louis et Dakar; mais il existe dans cette colonie, ainsi que dans celle du Haut-Sénégal et Niger, beaucoup de pistes de quelques mètres de largeur sur lesquelles les piétons et les caravanes, voire même les voitures (Lefèvre), circulent facilement. Leur longueur totale atteint près de 4.000 kilomètres; elles sont complétées par les sentiers indigènes plus étroits et plus mal entretenus.

L'utilisation si désirable des voies d'eau n'a guère été l'objet jusqu'ici que de projets et d'études; néanmoins, les cours du Sénégal et du Niger ont été reconnus et l'on y a amélioré les biefs navigables. Les études ont porté aussi sur les moyens de limiter la barre d'accès au fleuve Sénégal et l'on a beau-

coup fait pour l'aménagement et l'amélioration des ports de Dakar, St-Louis et Rufisque.

De tels travaux occasionnent nécessairement de fortes dépenses qui ne peuvent être couvertes que par des emprunts. La loi du 5 juillet 1903 avait autorisé le gouvernement général de l'Afrique occidentale à contracter un emprunt de 65 millions et cette année un nouvel emprunt de 100 millions est venu s'y ajouter. Cette mise de fonds va permettre de mener à bonne fin les ouvrages en cours et d'en entreprendre de nouveaux.

Mais, pour accomplir ces travaux et pour exploiter ses richesses agricoles, notre colonie du Sénégal a besoin de tous ses travailleurs. Elle doit donc s'efforcer de les maintenir sur son territoire. Si elle peut autoriser, dans une mesure très restreinte, les autres colonies françaises de la côte occidentale et du Congo à en recruter chez elle, parce qu'il est de son devoir de leur venir en aide, elle réservera ses droits vis-à-vis des colonies étrangères, pour les empêcher de puiser avec excès à la meilleure source de sa fortune. C'est dans cet esprit de sage prévoyance qu'ont été édictés les décrets du 17 juin 1895 et du 12 janvier 1897 réglementant l'engagement des travailleurs sénégalais pour l'extérieur.

D'après ce décret, nul ne peut entreprendre dans le Sénégal, et dans les pays protégés qui en relèvent, les opérations d'engagement et de transport de travailleurs sans l'autorisation du gouvernement en conseil privé (art. 1^{er}). Quand ces opérations sont faites pour des colonies ou pays étrangers, l'autorisation n'est que temporaire et subordonnée à l'obliga-

tion du versement d'un cautionnement minimum de 40.000 francs.

Seules, les compagnies ou agences agissant pour le compte et sous la garantie de l'administration d'une colonie française en sont dispensées.

L'autorisation est toujours révocable par le gouverneur, soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé, en cas d'abus grave, ou en raison de la situation économique de la colonie.

Les infractions à ces mesures sont poursuivies devant les tribunaux correctionnels et punies, suivant les cas, soit d'une amende de 50 à 5.000 francs ou de six mois à un an de prison, soit de ces deux peines en même temps (art. 9). En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double et obligatoirement cumulée avec le maximum de la peine d'emprisonnement. L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable.

Les délits et contraventions peuvent être constatés au Sénégal :

1° Par les commissaires de l'émigration, par les officiers de police judiciaire et par des fonctionnaires ou agents investis définitivement ou temporairement d'attributions semblables.

2° A bord des navires français ou dans les ports étrangers par les consuls. Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire (art. 2) (1).

Il n'est pas à prévoir que cette réglementation soit jamais rapportée ; car, malgré l'accroissement de la population sénégalaise, le développement de ses

1. Inst. col. inter. Documents sur la main-d'œuvre, *op. cit.*

exploitations commandera toujours à cette colonie de ne pas se priver de ses travailleurs.

En résumé, la question de la main-d'œuvre ou du travail libre se présente, au Sénégal et au Soudan, dans des conditions excellentes, grâce aux qualités des indigènes et à leurs progrès en civilisation.

La paix dont ils ont joui leur a procuré la sécurité. Nous avons gagné leur confiance en respectant leurs personnes et leurs biens, leurs coutumes et leurs croyances et en leur rendant bonne justice. Nous développons l'instruction professionnelle et créons actuellement un outillage économique qui encourage la production par les facilités qu'il offre au commerce.

L'impulsion est donnée. L'administration coloniale exécute au Sénégal, avec suite et méthode, le programme qu'elle s'est tracé.

Sans doute, il reste beaucoup à faire ; ce sera l'œuvre du temps qui augmentera la population, multipliera les entreprises agricoles sur les terres inoccupées et inexploitées, favorisera leur productivité par la diffusion des connaissances professionnelles et par le perfectionnement de l'outillage économique et n'exercera pas une moins heureuse influence sur la culture des biens indigènes et sur l'extension du commerce.

II

§ 1. — Guinée.

Il n'est pas, dit M. Leroy-Beaulieu en parlant de la Guinée française, dans tout le domaine colonial de la France, de possession dont l'avenir paraisse plus certain et plus brillant.

Cette colonie, peu éloignée du Sénégal et touchant à Sierra-Leone, mais pénétrée par la civilisation plus tard que ses deux voisines, possède les mêmes éléments de prospérité.

La population de la Guinée en 1902 était approximativement de 1.500.000 habitants pour une superficie de 125.000 kilomètres carrés, soit un habitant $1\frac{1}{4}$ par kilomètre, mais, comme les deux tiers du pays sont couverts de montagnes, de plateaux rocheux ou de marais, la densité monte dans les régions fertiles à six habitants par kilomètre carré. Il est d'ailleurs permis d'espérer qu'en raison du chiffre de la natalité et des meilleures conditions sanitaires et hygiéniques du pays ce nombre pourra être doublé en quinze ans.

Cette population se compose pour les quatre cinquièmes de toutes les races qui peuplent le Soudan :

Foulas, Malinkés et Diallonkés, ces deux dernières se rattachant à la grande famille Mandé.

Voici d'ailleurs son dénombrement :

700.000 Foulas, ou habitants du Fouta

400.000 Malinkés, ou races voisines

300.000 Soussous proprement dits

60.000 Diallonkés dans le Haut-Niger

25.000 Bagas-Forés

20.000 Nalous, Tendas, Yolas, Mihi-Forés...

3.000 Sierra-Leonais, noirs ou mulâtres
(protestants)

1.000 Sénégalais catholiques

400 Européens, dont 250 Français.

Les Soussous qui forment le groupe le plus important des races proprement guinéennes, vivent dans le Dubreka et sur les bords de la Mellacorée. A l'est, ils se trouvent en contact avec les Foulas ; à l'ouest, avec les Bagas et arrivent en certains points jusqu'à la côte. Ils représentent une civilisation déjà assez avancée ; leur religion composite est un mélange des religions musulmane et catholique ou protestante, avec des pratiques fétichistes. Bien que propriétaires de captifs, ils ne méprisent point le travail et s'engagent facilement. Ils sont à peu près aptes à toutes les besognes. Ils cultivent assez bien la terre, mais ils préfèrent de beaucoup se livrer au commerce pour lequel ils ont de réelles aptitudes. Ce sont les dioulas de la Guinée ; sous l'influence des blancs du littoral ils se civilisent rapidement (1).

Les Diallonkés habitent dans le Haut-Niger, au

1. El. Reclus, *op.cit.*, p. 339.

nord est du Fouta-Djallon, entre le Bafing et le Niger. Au nord, ils se rattachent aux Soninkés, au nord-ouest aux Mandingues, à l'ouest aux Foulas. Ce sont les noirs de la Guinée qui sont restés le plus en dehors de l'influence des blancs, parce que leur pays montagneux a été le moins visité.

Les Bagas-Forés peuplent le pays Bagataï dans le Bas-Nunez ; ils ont des mœurs pacifiques et s'adonnent d'une façon suivie à la culture.

Les Nalous, entre le Nunez et le Pongo, les Yolas, dans la Basse-Casamance, les Mihi-Forés sont des peuplades agricoles. Elles sont peu nombreuses et dominées par leurs puissants voisins : les Foulas et les Mandingues.

D'une manière générale, les noirs de la Guinée ont des mœurs paisibles et laborieuses, mais des aptitudes professionnelles médiocres. A l'exception des Foulas, ils ne peuvent être employés que comme manœuvres, hommes de peine ou matelots, n'étant propres qu'aux besognes qui n'exigent aucune tension d'esprit, ni aucune capacité professionnelle (1). Leur recrutement se fait ordinairement par l'intermédiaire des chefs du pays, sans aucune formalité.

La construction du chemin de fer, les travaux de la route de Conakry au Niger ont trouvé parmi eux, malgré quelques difficultés au début, les travailleurs nécessaires. Pour les travaux d'art, il faut faire venir des ouvriers du Sénégal et de Sierra-Leone ; ceux-ci signent des engagements de six à huit mois, et quelques-uns trouvant de l'ouvrage toute l'année ont fin

1. Dorvault, *op. cit.*, p. 233.

par s'installer définitivement dans le pays. Leur salaire journalier varie de 7 à 5 francs pour les maîtres-ouvriers, de 4 fr. 50 à 3 francs pour les ouvriers ordinaires, de 2 francs à 0 fr. 50 pour les apprentis. Quant aux manœuvres ou terrassiers locaux, leur salaire varie de 2 à 0 fr. 50. Les manœuvres agricoles ne sont pas payés plus de 1 franc par jour. L'importation en Guinée de la main-d'œuvre étrangère ne sera jamais qu'un expédient ; il faudrait, pour la supprimer, augmenter le nombre des écoles professionnelles d'arts manuels

L'indigène de cette colonie n'est pas plus apte aux travaux que nécessite la culture. Il fait valoir ses terres par des procédés très primitifs qui en diminuent la productivité et recueille les produits naturels d'une façon destructive. C'est ainsi que pour récolter le caoutchouc, qui est la ressource principale de la colonie (plus de 12 millions sur 16 au tableau des exportations en 1905), il saigne complètement les lianes, sans aucun souci d'en assurer la perpétuation, et sa façon de coaguler le latex est si défectueuse qu'il lui faut plus d'une demi-journée pour préparer une boule de caoutchouc de 100 grammes. En outre, il la gâte en y ajoutant, par fraude, des matières étrangères pour en augmenter le poids (1). Pour mettre un terme à cet état de choses, l'Administration a été dans la nécessité de prohiber, à un moment donné, la sortie des caoutchoucs impurs ou

1. Nous avons pu voir à l'Exposition coloniale de Marseille de nombreux échantillons de ces produits fraudés ; certaines boules ne contenaient qu'une mince couche superficielle de caoutchouc.

mal préparés. Il serait facile pourtant de remédier aux défauts de récolte et de préparation. « Il faut dans ce but, empêcher les incendies d'atteindre les forêts où se trouve la liane, recommander aux indigènes de ne pas pratiquer des incisions trop profondes, inutiles et compromettant l'existence de la liane, perfectionner leurs procédés de coagulation et créer des bois entiers de lianes où la protection contre l'incendie sera facile et la quantité de latex recueillie plus grande en moins de temps. »

N'y a-t-il pas lieu aussi d'encourager par des primes l'élevage des bœufs qui peut devenir très fructueux ? (Le commerce des bœufs et des peaux de bœufs venant immédiatement après celui du caoutchouc, est monté, en 1905, au chiffre de 1.289.110 fr.)

Enfin, on ferait bien de développer certaines cultures, comme celles du coton, du kolatier, de l'indigo, du tabac, d'en introduire de nouvelles comme celle du ricin.

Il faut tout mettre en œuvre pour combattre l'insouciance et l'inhabileté de l'indigène dans la préparation des produits. Pour cela, des jardins d'essais, tels que celui de Konabry, des fermes d'essais, telle que celle de Timbo, doivent être multipliés.

Cette œuvre d'éducation agricole est d'autant plus indispensable en Guinée que la mise en valeur de la presque totalité des terres n'est faite que par l'indigène. Jusqu'ici, quelques entreprises françaises, disposant d'un faible capital de 600.000 francs, se sont livrées seulement à l'exploitation des bananes et des ananas.

C'est que la propriété du sol, en Guinée, est for-

tement organisée entre les mains des indigènes et qu'il ne s'y trouve que peu de terrains pouvant être, comme au Soudan, appropriés et concédés par l'État. Cette raison, ainsi que celles que nous avons fait valoir précédemment, s'oppose à l'exploitation par de puissantes sociétés, et même par de petites entreprises; car, pour ces dernières, l'indigène ne consent à céder, à long bail, que quelques centaines d'hectares au plus, cession, du reste, peu avantageuse pour l'acquéreur, s'il ne trouve dans la population indigène la main-d'œuvre qui lui est nécessaire.

Malgré la mauvaise qualité des travailleurs, la production indigène a, dans ces dernières années, suivi une marche progressive, au point que la Guinée est la seule colonie de l'Afrique occidentale qui, au lieu de diminuer ses exportations, les ait en 1905 augmentées de 2.698.425 francs sur l'année précédente. Ce résultat est dû au développement rapide qu'ont pris les voies de communication.

Le chemin de fer de pénétration vers le Niger a été commencé en 1900, sous la direction du capitaine Salesses qui en avait déterminé le tracé. Interrompu en 1902 à la suite de difficultés que rencontrait le recrutement de la main-d'œuvre, il est, depuis le 16 novembre 1906, ouvert à l'exploitation sur une longueur de 220 kilomètres, sur les 610 qu'il doit atteindre à Kouroussa, point terminus sur le Niger où commence un bief navigable de 350 kilomètres jusqu'à Bamako.

Ces travaux ont nécessité divers emprunts. Les deux premiers, celui de 1899 (8 millions) et celui de 1901 (4 millions) ont été contractés par la colonie.

Bien que riche et se suffisant à elle-même pour ses dépenses ordinaires, elle n'aurait pu, après avoir consacré à ces deux emprunts une annuité de 664.000 fr., en contracter un troisième. Aussi le gouvernement général lui est-il venu en aide par une subvention de 17 millions en 1903. Enfin, sur le nouvel emprunt de 100 millions, 30 millions sont prévus pour l'achèvement de la ligne.

Les premiers résultats de l'exploitation sont des plus satisfaisants, puisque la recette kilométrique, en 1905, a atteint 4.086 francs, tandis que les frais d'exploitation étaient de 2.968 francs. On peut espérer, que dans cinq ans, toute la ligne sera mise en exploitation.

Pour les routes, la Guinée est la mieux partagée entre toutes nos colonies de l'Afrique occidentale. En effet, on y a commencé en 1891 et achevé en 1903, avec une dépense de 1.200.000 francs, une route de 600 kilomètres partant de Conakry et aboutissant au Niger. Cette route constitue une artère importante de circulation et des sentiers ont été aménagés pour y accéder.

Les voies d'eau — dites rivières du Sud — sont nombreuses, mais navigables seulement sur un assez faible parcours. On a néanmoins déjà beaucoup fait pour les améliorer.

L'extension des voies de communication a eu encore pour effet de réduire considérablement le portage. Il est supprimé complètement en Basse-Guinée, grâce aux rivières et au chemin de fer, et même en Haute-Guinée, dans la région est du Niger, où les maisons de commerce peuvent évacuer leurs

produits, soit par la route de Conakry, soit par le Niger et le chemin de fer de Kayes. Le portage ne subsiste donc plus qu'en moyenne Guinée, dans la région du Foutah et de Labé. Il en disparaîtra bientôt lorsque le chemin de fer atteindra Timbo. Le recrutement des porteurs ne s'y fait pas sans difficultés, surtout depuis l'année 1904, époque à laquelle a été supprimé le portage réquisitionné. Ces difficultés ont eu pour effet d'empêcher les maisons de commerce de Conakry d'établir des comptoirs dans le Foutah. Une seule y a créé des factoreries et les commandants de cercles sont encore obligés « d'user de leur influence » pour qu'elle obtienne des porteurs, qui cependant n'ont que quatre ou cinq jours de marche pour se rendre jusqu'au point terminus du chemin de fer.

En somme, la Guinée est actuellement, après le Sénégal, la plus prospère de nos colonies de l'Afrique occidentale. Les chiffres en sont le plus éloquent témoignage. C'est la seule, avec le Congo, dont le commerce se soit chiffré par un excédent dans la dernière année pour laquelle nous ayons des chiffres : l'année 1905. Les exportations y dépassent 16 millions, elles sont de 9 millions plus fortes que celles de la Côte d'Ivoire et du Dahomey et les maisons de commerce ont pu y engager des capitaux montant à près de 20 millions, dépassant de 7 millions ceux de la Côte d'Ivoire et de 14 millions ceux du Dahomey.

On est en droit de conclure, d'après cela, que si l'activité indigène, qui seule pourvoit actuellement aux besoins des échanges, a reçu par le développement de l'outillage économique une si vigoureuse

impulsion, elle augmentera encore sa puissance productive quand elle sera mieux dirigée, plus stimulée, et en possession de plus grands moyens.

§ 2. — Côte d'Ivoire.

Le plus sérieux obstacle à la pénétration de la civilisation à la Côte d'Ivoire et à la mise en valeur de la plus vaste de nos colonies de la côte occidentale vient de la nature elle-même. La Côte d'Ivoire est, dans sa plus grande étendue, une forêt bordée par des lagunes. Ce caractère physique explique que l'activité de la colonie ait été longtemps limitée au littoral et que, même maintenant, alors que notre influence s'étend au delà de la forêt, nous ne puissions guère compter sur les tribus qui peuplent la région boisée pour exploiter les richesses du pays.

L'ethnographie de la Côte d'Ivoire est un véritable chaos. Types, langages, mœurs, varient de tribu à tribu, de village à village. Les classifications faites sont absolument artificielles et l'on ne saurait mieux étudier les populations qu'en suivant la division géographique du pays : côte, forêt, plateau soudanais (1).

« Les populations de la côte sont les mieux connues et leurs relations séculaires avec les Européens, en leur créant des intérêts collectifs, ont peut-être contribué à leur donner, quelle qu'ait été leur origine,

1. Notice sur la Côte d'Ivoire éditée par le *Moniteur des colonies*.

un peu plus de cohésion et une certaine personnalité. »

Parmi elles, la première que l'on rencontre à l'ouest est la population des Krous ou Kroumens, qui habite entre le Cavally, formant la limite de la frontière libérienne, et le San-Pedro.

Les Krous, acquis depuis longtemps à la civilisation, ont sur tous les autres noirs de la colonie une supériorité marquée. Intelligents, travailleurs, vigoureux et infatigables, ils se sont spécialisés dans les industries maritimes. Ils s'engagent à bord des navires de commerce comme chauffeurs ou manœuvres, mais rarement pour plus d'un an ; car s'ils s'expatrient facilement, ils aiment, au bout de peu de temps, à revoir leur pays et à dépenser dans une joyeuse oisiveté tout l'argent qu'ils ont épargné.

Ils respectent scrupuleusement leurs engagements, mais tiennent à ce qu'on respecte aussi ceux pris à leur égard.

Lors de la conclusion du contrat de travail, le chef du village est présent et exige en garantie un « livre », c'est-à-dire un papier en bonne et due forme revêtu des signatures des contractants. Cette pièce est remise, avant l'embarquement des engagés, entre les mains de leurs parents ou de leurs femmes.

Les Krous s'engagent aussi volontiers comme manœuvres dans les factoreries ou dans les services des travaux publics. Il est regrettable que leurs goûts ne les portent pas vers l'agriculture. Leurs exigences comme salaires sont modestes ; ils se contentent ordinairement de 1 fr. 50 par jour, plus la ration. C'est avec raison que le décret du 25 octobre 1901

a subordonné leur exportation dans les colonies voisines à l'autorisation préalable du gouverneur. Cette mesure aura pour effet de conserver à la colonie d'excellents travailleurs.

Le seul défaut des Krous est l'alcoolisme. Au moral, ils sont fiers et indépendants et méprisent les peuplades de l'intérieur qui, du reste, les détestent. Ils n'ont jamais pu supporter l'esclavage. Ce sont en somme pour nos marins et nos négociants des auxiliaires précieux.

Après les Krous, viennent les Glébos occupant le rivage depuis la rivière San-Pedro jusqu'à Fresco, point où commencent les lagunes qui se continuent sans interruption jusqu'à la Côte d'Or. Leur côte est d'accès difficile, par suite leur commerce peu important, ce qui les a empêchés de développer leurs facultés de trafiquants.

Les Jacks-Jacks, « bons à tout faire », installés sur les lagunes, entre les embouchures du Bandama et du Comoë, sont d'actifs trafiquants, courtiers indispensables du commerce d'importation.

Plus à l'est, sont les Agnis, bons ouvriers dans tous les corps de métiers. On ne fait avec eux que des contrats verbaux qu'ils observent toujours scrupuleusement, même pour une longue période d'années. Ils sont appelés à devenir les futurs mécaniciens et chauffeurs de nos locomotives et machines minières.

La dernière tribu côtière est celle des Apolloniens qui servent d'intermédiaires entre nos comptoirs et les populations de l'intérieur. Ils ont presque monopolisé le commerce des bois et du caoutchouc.

Tous ces indigènes de la côte sont surtout aptes au commerce.

Les habitants de la forêt, dont l'unité de groupement est le village construit dans la clairière, n'ont pas encore été touchés par notre civilisation et leurs tribus restent étrangères les unes aux autres. Cependant, des liens de parenté lointaine et de commune origine ont permis de les grouper et de leur donner des noms collectifs dans certaines régions. Ainsi, on trouve entre le Comoë et le Bandama : les Attiés, les Agnis-Marofoués, les Marofoués, les Bodés ; entre le Bandama et le Sassandra : les Bodés, les Gazous, les Gouros et les Lôs ; entre le Sassandra et le Cavally : les Négoux, les Tépos, les Tabétouos, les Gons et les Païpibris. Toutes ces peuplades nous sont mal connues. On dit que plusieurs, comme les Gons et les Païpibris, sont encore antropophages. MM. Hostains et d'Olonne qui ont parcouru leur pays les armes à la main, nous en fournissent la preuve. Ces sauvages paraissent cependant pour la plupart intelligents ; leurs cases sont bien construites, leurs sentiers bien entretenus. Ils ne sont pas réfractaires au commerce, mais les échanges ne se font que de village à village.

Au delà de la forêt, nous retrouvons des populations soudanaises : les Bambaras et les Malinkés, dont Kong est la capitale.

En raison de la sécurité qui leur a été assurée, elles ont pu réparer les dommages infligés à leur pays par Samory. Elles servent d'intermédiaires au commerce entre la côte et le Soudan, dont leur pays fait en réalité partie. En s'étendant peu à peu vers le

sud elles tendent à absorber les populations encore sauvages de la région forestière.

Quel chiffre atteignent toutes ces populations de la Côte d'Ivoire ? Un recensement fait en 1901, en vue de l'établissement d'un impôt de capitation, a permis de l'estimer à 2 millions, ce qui est certainement peu, étant donné la superficie du territoire, 330.000 kilomètres carrés.

On a porté sur ces populations des appréciations assez variées. Ce qui paraît certain, c'est qu'elles sont peu laborieuses et que, exception faite pour le commerce, elles ne nous ont rendu jusqu'ici que peu de services.

Nous avons dit quelles difficultés rencontre à la Côte d'Ivoire l'emploi de travailleurs en l'absence de règles fixes.

Le recrutement de la main-d'œuvre se fait, en général, par l'intermédiaire des chefs indigènes, suivant des règles mal définies, variables suivant les régions et très rudimentaires. On arrive ainsi à se procurer le nombre de travailleurs suffisant ; mais ils quittent bientôt leurs maîtres qui sont impuissants à les retenir ou à les ramener.

Certains entrepreneurs ont cherché à porter remède à cette situation en provoquant la rédaction d'un contrat visé par l'administration, formalité qui fait certainement impression sur l'esprit de l'indigène. On a employé, en outre, des moyens de sanction, comme la retenue d'une partie du salaire, ou pris des précautions comme celle de dépayser le travailleur. Mais la sanction pénale et même coercitive serait sans doute plus efficace.

Peu zélés et peu dociles, les indigènes de la Côte d'Ivoire manquent en outre d'aptitudes professionnelles qu'on ne peut songer à leur donner qu'au moyen d'écoles professionnelles, ce qu'on n'a pas assez fait.

Cela vaudrait mieux que d'importer des colonies voisines une main-d'œuvre habile sans doute, mais plus chère que la main-d'œuvre locale. Voici à la journée les chiffres des salaires :

Charpentiers ou maçons	{ Maître . . .	6 fr.
	{ Contremaître.	5 fr.
	{ Ouvrier . . .	3 fr. à 4 fr.
Menuisiers, forgerons	{ Maître . . .	7 fr.
	{ Contremaître.	4 fr. à 3 fr.
	{ Ouvrier . . .	2 fr. 50
Peintres		2 fr. 50
Manœuvres, terrassiers		1 fr. à 1 fr. 30
Ouvriers agricoles		1 fr. 50

Tous ces ouvriers ont droit, en outre, à la ration représentant une valeur de 0 fr. 30 à 0 fr. 60 suivant les localités.

En agriculture, sur les terres qu'ils possèdent, les indigènes de la Côte d'Ivoire ne fournissent aussi qu'un travail très médiocre. Chacun de leurs villages est entouré d'une portion de terrains débroussés sur laquelle ils cultivent ce qui est nécessaire à leurs besoins, mais sans aller au delà. Les autres terrains, sur lesquels aucune trace de culture n'existe, sont censés leur appartenir en droit, mais ils ne les revendiquent point.

Cela étant, on s'est demandé s'il n'y avait pas lieu

d'organiser sur ces terres inexploitées un système de grandes concessions, ce qui donnerait l'occasion d'entraîner les indigènes vers l'agriculture et de les instruire en même temps dans les meilleures méthodes de culture. Ce système a ses partisans et ses adversaires. « On a pensé que notre colonie de la Côte d'Ivoire s'étendant sur l'arrière pays de Libéria, de la Côte d'Or et du Togo, il n'y aurait aucun inconvénient à octroyer de grandes concessions dans cet arrière-pays des possessions étrangères, puisque, si l'on porte ainsi un préjudice, ce n'est qu'aux traitants étrangers ou à leurs correspondants et aux ports étrangers (1). »

« Évidemment, dit M. Leroy-Beaulieu, des concessions dans cette région qui a les colonies étrangères pour écoulement naturel, seraient plus admissibles que dans la zone où sont établis nos propres commerçants, il n'en résulte pas que l'on doive y créer, comme le demandent certains colons, « toute une ceinture de concessions » ni que l'on doive railler les maisons déjà établies à Kouroussa, Siguiri et Bammako comme de « modestes huttes, avec une pacotille plus modeste encore, d'une infime importance à comparer avec les immenses territoires de notre Soudan. Cela peut être vrai, ajoute M. Leroy-Beaulieu, mais ces « modestes huttes » de commerçants français ne doivent pas être sacrifiées. » D'ailleurs, les très vives réclamations formulées par eux à la suite de l'octroi d'une concession de 5 millions d'hectares à M. Verdier en 1893 et qui, deux ans

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 180.

après, furent suivies du retrait avec indemnité montrent assez que de telles concessions ne peuvent s'établir dans ce pays sans léser des droits et des intérêts. Rien de plus juste à ce sujet que le vœu émis par le Congrès international de 1900 : « Le Congrès émet le vœu que les grandes concessions ne soient accordées que dans les régions et dans la mesure où elles ne lèsent pas les droits antérieurs des indigènes et des Européens ou assimilés. »

Le principe posé ne doit pas cependant empêcher, à la Côte d'Ivoire, l'octroi de concessions de moyenne étendue, 2.000 hectares environ, et exceptionnellement, de grande étendue dans la zone forestière, à la condition qu'elles ne portent pas sur des terrains déjà exploités par les indigènes, ou sur lesquels les maisons de commerce ont des comptoirs en relations d'affaires avec les habitants. Le décret du 23 octobre 1904, applicable à toute l'Afrique occidentale, sera complété ultérieurement, pour la Côte d'Ivoire, par des règlements généraux touchant les modes et formalités des concessions, les redevances, la durée, les obligations, la résiliation, le titre définitif. Ces règlements pourront, par les facilités accordées aux concessionnaires, favoriser l'extension des entreprises agricoles. Celles qui existent et qui ont pour objet la culture du cacao et du café sont anciennes et productives, mais disposent de capitaux trop faibles (en tout 250.000 fr.).

Elles souffrent, en outre, de la pénurie de la main-d'œuvre et du manque de voies de communication. Cette dernière cause entrave aussi l'essor de la production des indigènes. En effet, l'apathie qui les

détourne des travaux agricoles ne s'oppose pas à ce qu'ils recherchent un gain facile dans le commerce des richesses naturelles qu'ils ont sous la main : bois, palmiers et surtout caoutchouc, dont ils augmenteraient le rendement s'ils pouvaient les écouler plus facilement. Quant aux produits agricoles, leur exploitation exige des connaissances qu'ils n'ont pas encore.

Qu'on se contente donc, dans le présent, de favoriser la production commerciale. Plus tard, quand la population se sera accrue, quand elle aura pris par son contact avec l'Européen et par l'extension de son trafic des habitudes de travail plus stables, on pourra songer à introduire des cultures, à enseigner à l'indigène les meilleurs procédés pour les faire fructifier et pour les étendre ensuite sur les vastes réserves de terres qu'on lui aura préalablement accordées. Sur les autres terres, les entreprises agricoles, petites ou moyennes, pourront aussi progresser parce qu'elles trouveront alors dans une population indigène plus nombreuse, plus active, plus capable, le nombre de travailleurs qui leur fait actuellement défaut.

La Côte d'Ivoire doit beaucoup attendre du chemin de fer qui, déjà construit sur une longueur de 100 kilomètres, franchira la forêt dans sa partie la moins épaisse, par le Baoulé, et mettra en relations avec la côte la riche région soudanaise de Kong. Quant aux routes, il sera utile d'améliorer celles qui existent et d'en ouvrir de nouvelles, pour arriver à la suppression du portage rendu plus difficile qu'ailleurs par le petit nombre des hommes en état de l'effectuer et par leur répugnance pour ce pénible travail.

Ces routes sont au nombre de onze dont la plus longue a environ 120 kilomètres.

Ainsi, la question de l'organisation et du développement du travail reste à peu près entière à la Côte d'Ivoire. La situation n'est sans doute pas favorable, mais elle résulte d'un ensemble de circonstances essentiellement transitoires : l'état rudimentaire des peuplades indigènes dont rien n'est encore venu combattre la paresse naturelle, l'insuffisance des entreprises agricoles, l'absence de voies de communication. Il est à espérer cependant que l'impôt de capitation établi récemment, la réorganisation instantane du régime des concessions et la construction d'une voie ferrée commenceront à tirer enfin de sa torpeur cette jeune colonie qui possède de grands éléments de prospérité.

§ 3. — Dahomey.

On a cru à tort, jusque dans ces derniers temps, que notre colonie du Dahomey était peuplée de races arriérées, indolentes, difficiles à utiliser pour les besoins de la colonisation. « L'indigène du Dahomey, écrivait-on encore en 1900, est paresseux et versatile ; il n'est porté au travail, ni par instinct, ni par devoir ; la force seule l'y décide ; il est bien difficile d'en obtenir un travail régulier (1). »

Ces appréciations procédaient, en général, d'une connaissance imparfaite des races indigènes, de leurs qualités et de leurs capacités que l'on n'avait pu

1. Lecomte. *L'agriculture aux colonies*, p. 549.

encore éprouver, tandis que l'on restait sous l'impres-
sion de l'état de barbarie dans lequel un despotisme
sanguinaire avait plongé le pays. Mais le despote
une fois disparu, le Dahomey a repris sa véritable
physionomie.

Disons ce que sont ces races dans leur essence,
les services qu'elles ont rendus et ceux qu'elles
peuvent rendre encore, avec l'aide de la France, qui
a déjà fait pour leur amélioration de grands efforts
et d'importants sacrifices.

On peut répartir les populations du Dahomey en
deux zones distinctes : 1° Bas-Dahomey ; 2° Haut-
Dahomey (1).

Dans le Bas-Dahomey il faut distinguer sept grou-
pes de populations.

Ce sont d'abord : les Nagos ou Yorubas qui appar-
tiennent, selon M. Elisée Reclus, au groupe plus
considérable des Béoués habitant la contrée comprise
entre la Volta et l'Ogoun, dans la région d'Obéokuta
située en territoire anglais du Lagos. Ces Nagos peu-
plent la contrée de Porto-Novo. Au moral, ils sont
cauteleux, sournois et menteurs, peu braves et assez
serviles. Ce sont, par contre, de bons agriculteurs,
entretenant fort bien leurs champs, ne négligeant
aucun produit et pratiquant le système perfectionné
des jachères. Leur pays est, du reste, excessivement
fertile. Artisans habiles, ils fabriquent eux-mêmes
leurs instruments agricoles ; leurs cotonnades sont

1. Nous avons emprunté nos renseignements ethnographiques au
livre de M. François, *Notre colonie du Dahomey*, paru récemment,
ouvrage bien documenté et intéressant sous tous les rapports.

estimées. Comme constructeurs, ils se distinguent parmi tous les peuples d'Afrique et leurs maisons sont souvent d'une architecture compliquée.

Les Nagos sont aussi très commerçants. De même que les dioulas, ils ne craignent pas de s'éloigner de leurs demeures, munis de leurs pacotilles qu'ils vont vendre au loin dans les centres peuplés du haut pays. Sur les chantiers du chemin de fer, les jours de paie, ils font d'excellentes affaires; ils sont d'ailleurs peu scrupuleux.

Superstitieux à l'excès, ils pratiquent un fétichisme tempéré par l'influence musulmane et même par l'influence chrétienne.

Les Dahoméens ou Djedjs habitent le royaume du Dahomey, celui d'Allada et les cercles de Zagnanado, Cotonouet Ouidah. Cette race, à laquelle appartenait Behanzin, se considère comme supérieure à toutes les autres. Et, de fait, au physique et au moral, elle affirme sa supériorité. Leurs coutumes sanguinaires dues à leur grand mépris de la mort, à leur croyance en la vie de l'au-delà, ont peu à peu disparu sous notre domination. A leur fierté naturelle, les Dahoméens joignent, qualité rare chez le nègre, de la franchise et surtout un certain respect de la parole donnée. Leur docilité et leur fidélité ne se sont pas en effet démenties depuis qu'ils sont nos sujets; au point que, dans ce pays si récemment soumis, on n'a pas jugé nécessaire de conserver des troupes et que les chefs sont au contraire pour nos administrateurs des auxiliaires précieux.

Le djedj n'est pas, de sa nature, très travailleur; mais, adroitement stimulé, il peut rendre de bons

services comme ouvrier. Ce sont en grande majorité des djedjs qui travaillent à la construction du chemin de fer, dont les chantiers ont occupé jusqu'à 4.000 indigènes. « Et, ajoute M. François, ces djedjs qui avaient autrefois l'habitude de razzier leurs voisins, se sont transformés, en moins de dix ans, en une population d'agriculteurs paisibles et soumis. Car le djedj est craintif devant le blanc. »

Les Musulmans établis à Porto-Novo forment un groupe important dont l'influence religieuse est considérable dans la contrée. Ils sont très indépendants des chefs locaux ; leur civilisation plus avancée profite aux indigènes. Venus de pays lointains, ne possédant pas un lopin de terre et dédaignant, du reste, l'agriculture, ils sont uniquement commerçants.

Le groupe créole, ou plutôt mulâtre, est répandu dans le Bas-Dahomey partout où existent des factoreries. Ces créoles recherchent beaucoup les places que peut leur fournir l'administration. C'est parmi eux que les négociants recrutent leur personnel de comptables et quelquefois leurs traitants. Ils font de bons employés (interprètes, commis), et sont assez intelligents ; leur situation les rend autoritaires vis-à-vis des autres noirs qu'ils méprisent. A l'occasion, ils s'adonneraient volontiers au commerce des esclaves ; leur loyalisme vis-à-vis de la France est douteux.

Les noirs dits « assimilés » jouissent, depuis le décret du 26 juillet 1894, du bénéfice de la loi française, c'est-à-dire qu'ils ont les mêmes garanties que les Européens et une place à part parmi les populations. Cette création de droit a introduit dans la

société indigène une classe artificielle qui comprend, avec les métis et noirs portugais, les autochtones les plus fortunés et les plus puissants ; mais les individus de cette classe ne conservent pas moins les coutumes locales et beaucoup possèdent des esclaves de case.

Les Minas occupent le territoire des Popos, à l'ouest de la colonie. Ils sont beaucoup plus arriérés que les Nagos et les Djedjs et ne rendent de services que sur la zone côtière où ils sont employés comme payeurs et passeurs de barre. A Grand-Popo, ils sont indispensables pour le débarquement des marchandises. Leurs défauts sont : la paresse, le volet l'ivrognerie. Leur religion est un fétichisme grossier.

Les Mahis habitant le cercle de Savalou forment une population très spéciale entièrement soumise à ses chefs. Ils sont courageux, ont l'esprit aventureux, aiment la chasse et les exercices physiques où ils font preuve d'agilité et de souplesse. Ils ne négligent pas pour cela l'agriculture, à laquelle ils apportent des méthodes assez perfectionnées ; ils possèdent de vastes champs de coton dont ils tirent bon parti. Leur fétichisme barbare, qui donnait lieu autrefois à des pratiques sanglantes, n'a pas encore subi l'infiltration musulmane.

D'une façon générale, les indigènes du Bas-Dahomey présentent des qualités sérieuses de travailleurs ; ils ont le sentiment très marqué de la discipline et le respect du maître, d'où il résulte que leurs chefs exercent sur eux une grande influence que nous pouvons en maintes occasions utiliser. Partout, et principalement dans la région de Porto-Novo, ils ont

une notion précise de la propriété, probablement en raison du développement économique du pays et du commerce qui s'y fait.

Les populations du Haut-Dahomey sont disséminées et n'occupent pas de territoire nettement déterminé.

Les Baribas qui habitent le Borgou, autrefois guerriers et pillards, sont devenus des agriculteurs paisibles, soumis à la France.

Les Dendis ou Zabermas peuplent, plus au nord que les Baribas, les deux rives du Niger. C'est une race belle et intelligente, mais moins robuste et moins courageuse que celle du Borgou. Ces indigènes sont surtout chasseurs ; ils ne cultivent guère que pour leurs besoins et ne font presque pas de commerce. Assez indolents et, de plus, fourbes et menteurs, ils sont industrieux et se distinguent par un sentiment artistique. Leur soumission paraît sincère.

Les Haoussas constituent dans le Haut-Dahomey un excellent élément de civilisation ; ils y pratiquent le commerce d'une façon très active. Le pays tout entier est sillonné par leurs caravanes venant principalement de Sokoto. Le goût du négoce est chez eux si développé qu'ils n'hésitent pas à s'imposer des déplacements éloignés. Ils ont une remarquable intelligence des affaires, grâce à laquelle beaucoup s'enrichissent. Ce sont, en outre, des artisans dont les produits fabriqués sont estimés et se vendent bien. Il est à désirer que les Haoussas se fixent définitivement dans le haut pays ; car, plus civilisés que leurs congénères, ils exerceront sur eux une heu-

reuse influence. Il en sera sans doute ainsi quand le chemin de fer atteindra le Niger ; alors les Haoussas trouveront, sans se déplacer, matière à échange. Ils sont islamiques, sans fanatisme.

Les Peulhs habitent le Borgou, le Moyen-Niger, les régions de Djougou et de Gourma. Ils ressemblent physiquement et moralement aux Foulas des autres colonies de l'ouest africain. Ce sont aussi des pasteurs dont les aptitudes à l'élevage contribueront à la prospérité du Haut-Dahomey, quand le chemin de fer permettra de descendre, à peu de frais, le bétail jusqu'à la côte.

Les Kafiris peuplent la région de Djougou entre le Gourma, la colonie allemande du Togo et l'Atacora. Ils sont de caractère farouche mais bons cultivateurs. Leur religion est un mélange de superstitions grossières.

Les Gourmabès, fétichistes, habitent le cercle de Gourma dont la limite forme la frontière de la colonie du Haut-Sénégal et Niger. On nous les représente comme méfiants et cruels. Ils pratiquent l'élevage auquel leur pays est très favorable.

A l'exception des Kafiris et des Gourmabès, toutes les populations du Haut-Dahomey accueillent bien l'étranger ; elles sont d'ailleurs parfaitement soumises et paisibles. On trouve parmi elles des races de commerçants actifs : les Haoussas ; de bons cultivateurs : les Baribas et les Kafiris ; des pasteurs et des éleveurs : les Peulhs et les Gourmabès. Leurs religions, exemptes de fanatisme, ne sont pas un obstacle à leurs progrès. On peut conclure de cet examen que le Haut-Dahomey deviendra prospère, quand

les voies de communication faciliteront l'écoulement de ses produits.

Malheureusement, la population de tout le Dahomey est encore très peu dense. Les évaluations les plus optimistes l'estiment à 1 million, au plus, sur une superficie de 166.000 kilomètres carrés. Ce serait même la plus faible densité de toute l'Afrique occidentale. On ne s'en étonnera pas en songeant aux hécatombes d'hommes que Behanzin a sacrifiés à ses fantaisies sanguinaires. Mais maintenant, la population, en grande majorité laborieuse, pacifique et prolifique, ne peut manquer de s'accroître rapidement.

L'émigration de cette population est d'ailleurs maintenant interdite par le décret du 14 octobre 1902 édictant des dispositions semblables à celles du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.

C'est surtout à l'occasion de la construction actuelle du chemin de fer de pénétration vers le Niger qu'on a pu constater les qualités des travailleurs indigènes du Dahomey.

Ce chemin de fer, commencé en 1900, aura une longueur prévue, quant à présent, de 400 kilomètres (tracé Guyon). La moitié est aujourd'hui construite et livrée à l'exploitation; ce résultat obtenu en moins de cinq ans, est dû en grande partie à la population qui a toujours fourni le nombre de travailleurs nécessaires — jusqu'à 5.000, — sans porter préjudice aux travaux de culture et de récolte et sans rendre nécessaire l'importation de travailleurs étrangers, fait unique dans la construction des chemins de fer français en Afrique occidentale. Le recrutement de cette main-d'œuvre est facilité par l'intervention des chefs,

mais ce sont les travailleurs qui débattent ensuite directement avec l'entreprise le taux de leur salaire établi à forfait sur le travail à la tâche. Il n'a été besoin de recourir à aucun moyen de coercition ou de répression pour les amener ou les retenir sur les chantiers. Ils ont été vite familiers avec le maniement de nos outils perfectionnés et se sont assimilés sans peine nos méthodes de travail (1).

La colonie a retiré de là plusieurs avantages. Le salaire des ouvriers est resté dans le pays et a contribué à y répandre l'aisance; leurs besoins croissants ont donné au commerce une plus grande impulsion; l'activité agricole de la population s'en est accrue par la nécessité où elle s'est trouvée de remplacer aux champs les travailleurs que la construction du chemin de fer avait enlevés. En outre le prix de revient de la voie ferrée n'a pas été chargé des frais de recrutement au dehors et de transport d'ouvriers étrangers. Les frais de nourriture ont été aussi éparpillés, parce que les travailleurs du pays, employés près de leurs villages vivaient de leurs cultures, sans recevoir un accroissement de salaire.

Les noirs du Dahomey sont aptes à toutes sortes de travaux et se contentent de modestes salaires. Voici leur paie à la journée :

Terrassiers et manœuvres : 1 franc à 1 fr. 25 sur le littoral ; 0 fr. 50 à 0 fr. 75 dans l'intérieur.

Menuisiers : chef, 5 à 6 francs ; ouvrier, 3 à 4 fr. 50.

1. Masson. La main-d'œuvre indigène au Dahomey. *Dépêche coloniale*, 18 juin 1902.

Maçons : chef, 5 francs ; ouvrier, 2 fr. 50 à 4 fr.
 Forgerons : 2 à 4 francs.

Il n'est pas jusqu'aux porteurs plus mal payés encore — ils touchent un salaire moyen de 0 fr. 65 plus l'aration — que l'on ne puisse recruter facilement.

Le portage sera longtemps encore nécessaire au Dahomey, car il n'existe de routes proprement dites qu'aux environs de Porto-Novo et la plupart des pistes ne peuvent être parcourues par les bêtes de somme qui d'ailleurs sont rares. La rivière Ouémé, la seule navigable, ne l'est que pendant la période des hautes eaux.

Nous avons vu que beaucoup d'indigènes du Dahomey ont du goût pour l'agriculture ; mais leurs procédés et leurs instruments de culture sont très primitifs. Bien que ne connaissant pas l'usage de la charrue, ils obtiennent d'abondantes récoltes, ce qui prouve la grande fertilité du sol. C'est donc chez eux, plus que partout ailleurs, qu'il y a intérêt à instituer un enseignement agricole pour développer leur habileté technique, et, surtout, pour introduire dans leur pays de nouvelles cultures, le Dahomey étant actuellement le pays de la monoculture par excellence. « C'est une plantation naturelle de 1 million d'hectares de palmiers à huile, accessible dans toutes ses parties, un immense bois de palmiers plus ou moins entremêlés d'autres essences (1). »

Il n'y a pas d'autre cause aux diminutions énormes qu'ont subi les exportations dans ces dernières années. Elles ont encore baissé, en 1905, de 3.521.860 fr.

1. Borelli. *Le Dahomey*. Cité par C. Guy, *op. cit.*

sur l'année précédente, par suite de la mauvaise récolte des palmistes et de l'huile de palme. Il est pourtant deux cultures très productives que l'on pourrait encourager dans ce pays : le coton et le caoutchouc, sans compter celles relatives à l'élevage qui est, comme le fait remarquer le colonel Toutée (1), une source de richesse pour le haut pays.

Les écoles professionnelles agricoles, les jardins et les fermes d'essais auraient donc un rôle très utile à jouer auprès des indigènes. Les missionnaires ont bien fait dans ce sens tout ce qu'ils ont pu. Ils ont ouvert à Torpo, près de Badagry (lagune de Porto-Novo), une ferme école et, en d'autres endroits, des écoles professionnelles qui ont donné d'excellents résultats. Mais c'est au gouvernement de la colonie qu'il appartient, surtout en ceci, de se tracer un programme et de le remplir. De petites entreprises agricoles françaises ont bien pris possession de quelques parcelles de terre inexploitées pour y cultiver le café. Il y aurait intérêt à en augmenter le nombre, mais en réservant dans une large mesure les droits à venir de l'indigène sur une terre à laquelle il est très attaché. C'est donc presque uniquement à lui, guidé et encouragé, qu'échoit le rôle de la mettre en valeur.

L'indigène consacre aussi au commerce une grande part de son activité. Elle sera mieux employée quand le chemin de fer et les routes auront remédié à ce que ce commerce offre encore de rudimentaire.

En somme, la situation actuelle du Dahomey est

1. *Du Dahomey au Niger.*

des plus encourageantes pour l'avenir. Dans cette colonie, en dépit de ce qu'on en a dit, vit une population intelligente, laborieuse, pacifique et soumise, aimant l'agriculture et le commerce. Ce sont là des conditions favorables. La paix et la sécurité qui règnent maintenant dans le pays concourront à accroître cette population prolifique qu'une meilleure hygiène rendra plus saine et plus vigoureuse.

Notre devoir est de lui donner deux choses qui lui manquent : des voies de communication et un enseignement professionnel méthodique et rationnel. C'est la tâche que nous avons déjà commencée.

III

CONGO

La question de la main-d'œuvre au Congo français revêt des caractères que l'on ne retrouve pas dans les autres colonies de l'Afrique occidentale. Nous en voyons deux raisons principales : la première tient à l'état sauvage ou arriéré des populations, pour la plupart peu pacifiques ou indolentes ; la seconde, découlant de la première, est due à la prise de possession d'une grande partie des terres par d'importantes sociétés de colonisation suppléant l'initiative indigène pour la mise en valeur du sol. Ce régime diffère de celui que nous avons étudié dans nos autres colonies, où l'état beaucoup plus avancé des populations permet la forte constitution de la propriété et exclut par conséquent toute exploitation autre que celle faite par les indigènes eux-mêmes. Nous savons, qu'en Afrique occidentale, la question de la main-d'œuvre et tous les problèmes qu'elle soulève, n'intéressent, en dehors des terres domaniales encore inexploitées, que les travaux publics ou d'utilité publique, ou bien quelques entreprises agricoles ou industrielles de faible importance qui font appel à la main-d'œuvre salariée. Pour tout le reste, le travail libre de l'indigène suffit en général ; celui-ci cultive

son bien et pourvoit ainsi aux besoins des échanges. Au Congo, il faut recruter des travailleurs non seulement pour les entreprises publiques mais aussi pour celles des concessionnaires.

Avant d'examiner les moyens employés dans ce but, nous allons jeter un coup d'œil sur les races qui peuplent notre Congo.

Quel est d'abord le chiffre de la population pour l'ensemble de la colonie ? On a donné les chiffres les plus fantaisistes. Certains l'estiment à 5 millions. M. Leroy-Baulieu parle de 8 millions, ce qui est trop peu. M. Bourdarie, qui a parcouru tout le pays en explorateur, doit être mieux renseigné ; il fixe le chiffre de 15 millions qui nous paraît le plus proche de la vérité, étant donné, comme il le fait remarquer, que l'intérieur des terres est plus peuplé que le bord des rivières, parce que le noir déserte les endroits où il peut rencontrer le blanc.

Nous n'entreprendrons pas, dans le cadre modeste de cette étude, de passer en revue les caractères des races nombreuses et variées qui peuplent l'immense colonie, ni même de les énumérer toutes. Il nous suffira d'attirer l'attention sur les groupes ethniques les plus caractérisés et les plus importants par le nombre de leurs représentants.

Rien n'est d'ailleurs plus embrouillé que l'ethnographie congolaise ; les peuplades sont dans un perpétuel mouvement par lequel elles tendent à se mêler ou à s'absorber, les races guerrières et vigoureuses, comme celles des Pahouins, des Ballalis et des Bobanghis, subjuguant les autres et conservant elles-mêmes, par suite de leur énergie vitale, de leurs

vertus guerrières, de leurs qualités prolifiques un type assez homogène. En général, l'infusion du sang étranger par la voie de l'esclavage a contribué à modifier les caractères ethniques primitifs, et à les diversifier au moral comme au physique.

M. de Brazza, qui a visité tout le Congo, partage simplement les habitants en peuplades de brousse et en peuplades de forêts.

Ces dernières sont en général plus sauvages, plus belliqueuses, plus cruelles que les autres, moins accessibles, surtout, à la civilisation et au contact des blancs. On y recrute plus difficilement des travailleurs que dans les peuplades de la brousse.

Si nous suivons les divisions géographiques en commençant par la colonie du Gabon, la première race que nous rencontrons est, dans la partie septentrionale, la race M'Fan ou pahouine, formant un groupe très important qui va jusqu'à l'Océan à l'ouest et déborde, au nord, sur le Cameroun allemand ; à l'est, le groupe est limité par l'Ivindo et, au sud, par l'Ogôoué. C'est une race particulièrement belliqueuse absorbant peu à peu les races pacifiques qui peuplent le bassin de l'Ogôoué.

D'un caractère indépendant, les Pahouins ne reconnaissent même pas l'autorité de leurs chefs et n'admettent pas l'esclavage ; ils pratiquent couramment l'anthropophagie, mais seulement pour leurs ennemis tués à la guerre. Au physique, ils sont grands et vigoureux. Leurs seules occupations sont la guerre, la chasse et le commerce pour lequel ils montrent beaucoup de goût, se plaisant surtout aux discussions qu'il fait naître. Il n'est pas, en effet, dans tout le

Congo, de plus grand palabreur, et aussi de plus mauvaise foi que le Pahouin. Il cherche à acquérir le plus de femmes possible et à se soustraire aux engagements pris en les achetant. De là l'origine de tous les palabres, de toutes les guerres de tribus à tribus et de familles à familles. Le fétichisme du Pahouin est rempli de sortilèges ou de pratiques de sorcellerie. Son culte s'adresse au « biéri », sorte de génie tutélaire.

La race pahouine offre pour nous un intérêt particulier, car elle couvre une grande partie de notre colonie du Gabon jusqu'aux portes de Libreville. Elle peut être pour nous un danger, si nous ne la soumettons pas à notre autorité, ou, par contre, une aide précieuse si nous savons détourner son activité à notre profit, en l'assouplissant et en lui inculquant nos goûts et nos besoins. Son concours nous sera indispensable pour la construction du chemin de fer dont le plus important tronçon traversera son territoire. Si cette race ne nous fournit pas, comme c'est probable, le nombre de travailleurs qu'exigera cette œuvre gigantesque, nous serons obligés d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère.

Les M'Pongoués ou Gabonais, habitant le littoral et l'estuaire du Gabon, sont une race que la civilisation a pénétrée, sous l'influence des premiers Européens établis dans ces parages. Mais les M'Pongoués n'ont guère pris de cette civilisation que ses vices. Adonnés à l'ivrognerie et à la débauche, ils sont orgueilleux et peu travailleurs. Cette race, pourtant belle et intelligente, décroît, usée par ses excès.

Elle nous donne des ouvriers d'art, des traitants et des commis (1).

Aux M'Pongoués et Pahouins se rattachent par leur origine, leur langage et leur caractère, d'autres tribus plus ou moins importantes. Citons, pour le groupe M'Pongoué, les Inengas, les Galoas et les Orongous, habitant la côte comprise entre l'estuaire et le delta de l'Ogôoué, populations très commerçantes servant d'intermédiaires entre les Européens et les peuplades productrices de l'intérieur ; puis les Boulous, les N'Dokous et les Ivilis, tribus de nomades et de chasseurs qui habitent les forêts de la région et ont été refoulées par les Pahouins. Une des tribus pahouines, celle des Ossyébas, a chassé d'une partie de la rive droite de l'Ogôoué les Chakés qui habitaient autrefois les deux rives du fleuve. Les Chakés occupent encore un vaste territoire dans le Gabon méridional. Leurs tribus s'échelonnent sur l'Ogôoué. Ce sont, depuis l'embouchure : les Bakalais, chasseurs et commerçants, mais ombrageux et batailleurs ; les Bangoués de N'Djolé à M'Obambi, les Okandais, vers Sopé, et les Adoumas, vers Lastourville, riches et habiles payeurs. Dans les environs de Franceville, les Ondoumbos, les Bavoumbos, les Obambas et les Obas, pillards et razzieurs habitant la limite des grandes forêts. Dans la N'Gounié, on trouve les Issogos, craintifs montagnards, et les Cimbas ; dans

1. On remarquera que les noms de la plupart des peuplades sont précédés d'un préfixe qui est tantôt la syllabe *ba*, tantôt la lettre *o* ou *a*, tantôt la lettre *m* ou *n* suivie d'une apostrophe. Ces différents préfixes signifient ordinairement : gens du pays de... ; par exemple, le nom de Ballalis veut dire, « gens du pays de Lali ».

le haut bassin, les Bandjabis, producteurs de caoutchouc, les Batchanguis, riches agriculteurs. En général, les Chakés, grands chasseurs d'éléphants, font surtout le commerce de l'ivoire.

Sur la rive gauche de l'Ivindo, en remontant vers le nord, on rencontre les Bakotas, race de conquérants robuste et courageuse qui s'est mêlée aux Chakés et tend à les absorber. Les Bakotas sont plus commerçants et en même temps moins paresseux que les Chakés. Ils trafiquent volontiers du caoutchouc, mais ils sont ignorants et détruisent partout la liane. L'administration n'a pas encore pris contact avec eux. Les marchandises de ces régions acquièrent une valeur considérable par suite des difficultés du transport.

Toutes les peuplades du bassin de l'Ogôoué sont fétichistes et la plupart d'humeur pacifique ; mais le voisinage de leurs turbulents voisins, les Pahouins, fait pour elles de la guerre une nécessité.

En passant à la colonie du Moyen-Congo, nous trouvons dans la partie basse du fleuve des races moins arriérées que dans le bassin de l'Ogôoué. Sur le littoral, toutes les populations appartiennent au type Bavili ou Fiote. Elles fournissent une main-d'œuvre assez nombreuse, docile et peu exigeante. Le pays Loango est, depuis trente ans, le réservoir de recrutement pour les travaux publics, les plantations, le commerce, le portage dont on a abusé. Les principaux groupements sont : les Loangos, sédentaires et pacifiques, mais décimés par le portage ; les Bakounis, doux et soumis, servant d'intermédiaires pour le commerce du sel entre les Bayakas et les factore-

ries de la côte ; les Bakambas, indépendants et belliqueux ; les Balumbos, craintifs, peu travailleurs ; les Bayakas, très arriérés, pourvoyeurs d'esclaves, sans aucune organisation ; vers la Louesse, les Batchanguis, commerçants et agriculteurs ; les Bandjabis, producteurs de caoutchouc.

Les races de la région de Mayumba ont les mêmes caractères que celles du Loango, sauf quelques différences de détail. Elles sont, comme ces dernières, fétichistes, livrées à tous les vices de la civilisation qui les a depuis assez longtemps touchées.

Dans la région du Bas-Congo, les populations appartiennent au groupe important des Bantous, dont les deux familles principales sont les Batékés et les Bakongos.

Les Batékés s'étendent des sources de l'Ogôoué au bassin de l'Alima. Cette race est, par rapport aux autres, assez laborieuse. Industrieux et commerçants, les Bakétés ont monopolisé, dans la région de Brazzaville, le trafic de l'ivoire et du caoutchouc. Ils se livrent, en outre, aux travaux agricoles, ne laissant aux femmes que les soins du ménage. Enfin, ils s'engagent volontiers comme porteurs et sont dévoués à nos intérêts. Il faut leur rattacher les Ballalis plus spécialement agriculteurs.

Les Bakongos ne valent pas les Bakétés. Ils sont moins intelligents, moins travailleurs, faibles et craintifs ; ils s'emploient assez volontiers aux divers travaux du commerce, de la culture et du portage.

Les Bafourous vivent sur le Congo. Ce sont des pêcheurs et des commerçants.

Toutes ces populations du Bas-Congo sont fêti-

chistes ; elles ont renoncé à l'anthropophagie, au moins devant le blanc, mais elles pratiquent les sacrifices humains. Leur état de sauvagerie est moins accentué cependant que celui des populations voisines occupant les territoires arrosés par l'Oubangui et par ses affluents.

Parmi ces dernières, signalons les Bondjos tristement célèbres, féroces anthropophages hostiles à toute pénétration vers le nord. Ils habitent les rives du Moyen et du Bas-Oubangui d'où ils ont refoulé plusieurs peuplades, telles les Boubanguis. Ils ne se livrent qu'à la chasse et à la pêche et soumettent leurs femmes aux plus rudes travaux. Il n'y a pas, sans doute, de race plus primitive et plus abjecte dont les mœurs soient plus sanguinaires et le fétichisme plus grossier ; ils réalisent le type parfait du sauvage.

Les M' Bochis sont des noirs méfiants, entêtés, très âpres au gain, autrefois marchands d'esclaves ; ils se montrent encore très hostiles à notre domination.

L'immense forêt équatoriale de la région du Moyen Oubangui abrite d'autres populations anthropophages. Des races naines, signalées par Schweinfürth, Stanley, Crampel et d'autre explorateurs, y vivent cachées, tirant leur subsistance de la chasse. Outre les Bondjos, mentionnons dans l'Oubangui : les Bolengos de l'Ibenga, les Kouroumas, les Guéras et les N'Dris, toutes races conquérantes et nomades qui se déplacent, suivant leurs besoins, entre le bassin de la Sangha et celui de l'Oubangui.

Les habitants de la Sangha sont tout aussi sauva-

ges, méfiant, cruels et cannibales que ceux de l'Oubangui. Dans la moyenne Sangha, les principales tribus sont : les Missengas aux environs d'Ouessou, pêcheurs et habiles navigateurs, les M' Pomos réputés pour leur férocité ; dans le bassin de la N' Daki, les Bombassas et les Bas-Sangas. Mœurs et coutumes semblent rattacher quelques-unes de ces peuplades à la grande famille des M' Fans.

Dans la Haute-Sangha, les populations, prenant déjà contact avec les Musulmans et moins protégées par la nature contre les incursions, sont guerrières et intelligentes mais cruelles ; elles ont opposé une sérieuse résistance à la première pénétration dans la Sangha.

Le groupe Baya, au nord de Carnot, est le plus important ; il constitue une race vigoureuse au caractère indépendant ; vers l'ouest, les Kouroumas, les Boboyas et les Bodangas forment le lien qui relie les populations de la Sangha à celles de la haute-Lobay et de l'Ombella.

Sur les territoires qui forment maintenant la colonie indépendante de l'Oubangui-Chari-Tchad, nous trouvons des races encore plus nombreuses et plus mélangées. Essayons de distinguer les plus marquantes.

Dans la région de Bangui, les populations, peu connues, appartiennent presque toutes au groupe Mandjia. M. Gentil, qui les a visitées, affirme qu'elles ont des qualités, mais, au premier abord, elles apparaissent arriérées, méfiantes, craintives et, de plus, anthropophages.

Entre le bassin du Chari et de l'Oubangui, jusqu'à

la Kotto à l'est, c'est-à-dire dans le cercle de Mobaye, vivent des populations fétichistes dont le cannibalisme tend à disparaître à notre approche. Dans cette région, les populations riveraines du fleuve sont soumises et intelligentes, elles fournissent une main-d'œuvre utile pour le pagayage et pour le commerce, de même qu'un recrutement satisfaisant de miliciens. Citons particulièrement les Banziris, habiles commerçants ; les Sangos, adroits payeurs et pêcheurs, de caractère pacifique ; les Yokomas, braves et industriels.

Les populations fixées sur les plateaux de l'intérieur, Bougous, Langbas, Patris, sont assez denses, pratiquent l'élevage, la culture et font le commerce avec les riverains.

Dans la région des sultanats, c'est-à-dire dans le Haut-Oubangui et le M'Bomou, existe une organisation politique et sociale qui ne se retrouve en aucune autre région du Congo. Là, il faut distinguer la race conquérante et les races asservies.

La race conquérante est représentée dans le cercle de Bangassou par les N'Sakkaras, supérieurs en qualités d'énergie aux races conquises. Ce sont des guerriers grands et forts, chasseurs d'éléphants pour le compte du sultan. Ils sont anthropophages et vont périodiquement s'approvisionner de chair humaine chez les peuples esclaves arriérés et faibles, surtout chez les Boubous et les Langbas.

Dans les sultanats de Rafaï et de Zémio, la population conquérante est de race Zandé ou Nyam-Nyam, appartenant au groupe Bandjia. Le Zandé chasse et fait la guerre, laissant aux esclaves la culture et le

portage. Les peuplades asservies qui forment dans le pays des groupes nombreux sont 'clairsemées et misérables, sans courage pour le travail à cause de la menace constante d'incursions, de vols et de pillages. Les principales sont les Gabous, les Golos et les Biris. Toutes les populations des sultanats, y compris les races conquérantes, sont fétichistes.

Dans le Haut-Chari, entre l'Oubangui et le Gribingui, habite une tribu moins arriérée, celle des Bandas qui, malgré leurs nombreux défauts et leur anthropophagie, sont très courageux et, en outre, assez travailleurs. Les Mandjias, leurs voisins, sont loin de les valoir.

Dans la région du Moyen-Chari, nous trouvons des populations d'une mentalité bien supérieure à celle des races que nous avons examinées jusqu'ici ; elles se rattachent toutes à la famille des Saras. Le contact des Musulmans commence à exercer son influence sur ces peuplades restées pourtant fétichistes, mais sans excès. Énergiques et braves, capables de résister vigoureusement à la conquête musulmane, les Saras sont par tempérament pacifiques. Au physique, ce sont les plus beaux noirs de l'Afrique centrale. Ils ne pratiquent pas l'anthropophagie. Leur intelligence et leur activité les rendent aptes à beaucoup de travaux. Ils aiment le commerce et l'agriculture et seront sans doute un sérieux élément de richesse pour ces contrées.

Entre le Chari et le Logone, se trouvent d'autres races possédant une organisation sociale assez avancée. Citons les Massas sur les deux rives du fleuve Laï, pêcheurs et cultivateurs, les Gaberis, grands agri-

culteurs. Malheureusement, beaucoup de ces populations se ressentent encore des déprédations de Rabah et des Barguirmiens.

Les autres pays qui nous appartiennent sur la rive droite du Chari, c'est-à-dire le royaume du Baguirmi, les cercles de Melfi, de Moïso, du Bas-Chari et du Kanem, ce dernier sur les bords du lac Tchad, sont habités par des populations arabes de qualités très diverses. Ce sont en grande majorité des tribus nomades de pasteurs ou de commerçants, quelquefois pillardes. Il y a, parmi elles, quelques tribus fétichistes.

Ces races, la plupart conquérantes, assez intelligentes, industrieuses, mais épuisées par l'effort dans la lutte contre des voisins belliqueux, sont apathiques et ne sauraient nous rendre de grands services pour la mise en valeur méthodique de nos vastes possessions près du lac Tchad.

Si de cet aperçu ethnographique sommaire des races peuplant le Congo français, nous voulons tirer une conclusion générale, elle ne leur sera guère favorable. A part quelques peuplades du littoral et du Bas-Congo qui sont moins sauvages et moins apathiques que les autres, il faut convenir que la plupart de ces races se rapprochent plus de la vie animale que de la vie civilisée.

En parlant des occupations auxquelles elles se livrent, nous avons voulu marquer plutôt des dispositions naturelles qui les portent à tel ou tel travail, pour satisfaire leurs besoins, que des qualités les rendant propres à nous seconder dans la mise en

valeur des territoires qu'elles habitent et dans l'œuvre de civilisation que nous poursuivons.

Si nous avons trouvé au Congo des populations laborieuses, une propriété assise, des terres exploitées, un commerce suffisant aux besoins des échanges, nous n'aurions eu qu'à encourager le travail chez les indigènes, à leur enseigner les méthodes perfectionnées devant en augmenter les profits, à créer ou à compléter l'outillage nécessaire à un commerce de plus en plus étendu, à organiser l'administration présidant au fonctionnement des rouages sociaux.

La situation était tout autre. La sauvagerie des naturels annihilait pour ainsi dire toute vie économique ; « d'immenses territoires restaient à l'état vierge, dépourvus de tout mouvement commercial, imposant à la métropole des sacrifices annuels, sans perspective de compensations prochaines (1). »

Pouvait-on espérer que cette situation changeât et que le seul fait de l'occupation suffirait à déterminer la mise en valeur de ces territoires ? De quel secours pouvaient être pour cela quelques colons et les rares commerçants dispersés sur la côte, sans relations avec les indigènes trop éloignés dans l'intérieur des terres ? Il apparaissait à beaucoup que, seules, des sociétés de colonisation, armées de puissants capitaux, pouvaient réussir là où d'autres moins biens dotées devaient échouer ; que, seules, elles étaient en état d'inventorier le pays, d'entreprendre les travaux dispendieux que comporte l'outillage

1. Chailley. Lettre à M. Cotellet. *Dépêche coloniale*, 27 mars 1900.

d'exploitation, de créer des moyens de transports, d'établir des comptoirs et de recruter la main-d'œuvre.

« Sous le rapport du peuplement, des travaux publics et de la mise en valeur des terres, disait M. Pauliat, dans son rapport en 1897, les compagnies concessionnaires accompliraient des choses qu'on ne saurait attendre de longtemps de la colonisation individuelle et qu'en tout cas, dans notre situation financière présente, on demanderait aujourd'hui vainement à l'État. »

Si l'État devait, en retour des grandes concessions de territoire accordées à ces sociétés, leur imposer des obligations et des charges, limiter leurs pouvoirs et régler leur action dans l'intérêt de l'ordre public et du développement économique, la tâche lui incombait aussi d'organiser l'administration du pays, d'assurer la protection des personnes et des biens et de prêter, au besoin, son concours pécuniaire pour l'exécution des grands travaux d'utilité publique.

Les étendues de terres de plus de 10.000 hectares que le décret du 28 mars 1899 a concédées à des sociétés anonymes visent presque entièrement l'exploitation de l'ivoire, du caoutchouc et des bois, produits dont la récolte n'est avantageuse que sur un domaine étendu. Dans ce but, quarante sociétés se sont partagées, à l'origine, la plus grande partie des territoires congolais. Aujourd'hui ces sociétés ne sont plus qu'au nombre de 37. Elles disposent de 43.606 000 fr. de capitaux français, de 15.628.000 francs de capitaux belges, de 1.166.000 de capitaux hollandais, soit au total d'un capital de 60.400.000 francs.

En dehors de ces grandes concessions, il était nécessaire de prévoir des concessions¹ de moyenne et de petite étendue pour les colons, qui, soit seuls, soit associés, désiraient entreprendre les cultures industrielles : café, cacao, caoutchouc, ou encore l'élevage et l'exploitation des produits naturels du sol. Ces concessions instituées par le décret de 1899 sont organisées par l'arrêté local du 4 avril 1900 ; elles ne peuvent être supérieures à 10.000 hectares ; celles inférieures à 200 hectares, sont surtout destinées aux plantations de café et de cacao.

Mais en plus de ces concessions de toute nature il y avait les terres exploitées par les indigènes pour leur subsistance. Il était indispensable de leur en garantir la propriété et de leur donner même la faculté de les étendre au fur et à mesure de l'augmentation de leurs besoins.

C'est ainsi que le territoire du Congo se trouve divisé en quatre parts : 1° les terres du domaine public nécessaires à l'État pour l'exécution des travaux publics ; 2° les terres domaniales au-dessus de 10.000 hectares concédées à des sociétés, principalement pour l'exploitation des richesses naturelles : caoutchouc et ivoire. 3° celles inférieures à 10.000 hectares concédées à des colons pour des entreprises agricoles 4° les terres appartenant aux indigènes. La plus grosse part est celle des grandes concessions détenant à elles seules un territoire évalué, dit M. Leroy-Beaulieu, aux dix-neuf vingtièmes de la superficie totale de la colonie (1).

1. Ce chiffre nous paraît exagéré.

Nous avons dit qu'en retour des avantages faits aux sociétés concessionnaires elles ont été soumises à un grand nombre d'obligations ou de charges qui, jugées au premier abord très lourdes, ont suscité des critiques et des plaintes.

Il n'entre pas dans notre étude d'examiner la nature de ces obligations et les différentes clauses du cahier des charges. Nous nous bornerons à rechercher la manière dont se pose, à l'égard des sociétés concessionnaires, le problème de la main-d'œuvre et les solutions dont il est susceptible.

Ces solutions intéressent au plus haut degré le présent et l'avenir des sociétés. Dès le début, il leur faut des bras pour que l'exploitation réponde aux obligations contractées ; il leur en faudra de plus en plus pour la rendre prospère et rémunérer les capitaux engagés. Comment trouver des travailleurs dans des régions lointaines, à peine explorées, habitées par des populations méfiantes ou hostiles ? Quelques entrepreneurs ou colons suffiront-ils pour les arracher à l'atavisme séculaire de leur paresse, pour leur donner des habitudes nouvelles, pour les plier à un travail régulier ? Laissera-t-on faire le temps dont l'action est si lente ? Comment seconder les efforts de ceux qui entreprennent cette tâche ?

Le cahier des charges qui édicte pour les Sociétés concessionnaires restant et de si minutieuses prescriptions est muet sur la question de la main-d'œuvre. Comment interpréter ce silence ? Il ne signifie pas, comme on pourrait le croire, que l'Etat se désintéresse de la question. On a pensé justement que c'était avant tout une question d'espèces, variable

pour chaque région et ne pouvant recevoir une solution d'ensemble, qu'il était donc préférable de s'en remettre aux autorités locales plus à même de connaître la mentalité de chaque race et le régime à lui appliquer. Pouvait-on, en effet, édicter indistinctement des règles fixes et attendre, pour les modifier, que l'expérience en eût montré les défauts ? Mieux valait pour le gouvernement ne rien faire que de défaire et refaire sans cesse.

Pour résoudre au mieux le problème qui nous occupe, il y aurait à définir, pour chaque région du Congo, les règles les plus conformes au caractère particulier de chacune des races. Nous nous contenterons d'indiquer, parmi les solutions du problème de la main-d'œuvre noire exposées dans notre première partie, celles qui nous semblent le mieux s'adapter à l'ensemble des populations pour les différents genres d'entreprise.

Nous repoussons immédiatement les deux systèmes de l'esclavage et de la contrainte initiale ; le premier, parce qu'il est définitivement condamné et aboli ; le deuxième, pour deux raisons majeures. La première raison est que le système de contrainte ne serait pas applicable aux concessions de grande étendue, non plus qu'aux travaux de long développement où la surveillance serait difficile, sinon impossible. A quel excès conduirait ce régime de garde chiourme ? Il ne serait pas de nature à donner aux noirs le goût du travail qu'il a pourtant la prétention de leur inspirer. La deuxième raison est que, même dans le cas où il serait praticable, ce système, en permettant aux entrepreneurs

de se procurer une main-d'œuvre abondante et à bon marché, les détournerait de rechercher d'autres moyens moins radicaux pour inciter le noir au travail. Et si, en théorie, ce système qui vise l'amélioration progressive du noir est appelé à disparaître quand elle sera réalisée, en pratique il ne serait souvent qu'une arme d'exploitation oppressive entre les mains de l'employeur intéressé à le perpétuer.

Bien préférable, selon nous, est la solution de la main-d'œuvre congolaise par l'impôt. Nous nous sommes assez longuement étendu dans notre première partie sur cette question. Les explications que nous avons données concernaient presque exclusivement le Congo, non que ce soit la seule de nos colonies africaines où l'impôt fonctionne, mais la seule où l'on ait pensé à l'utiliser pour des intérêts particuliers.

L'impôt congolais ne diffère pas par sa nature de celui qui se perçoit dans nos autres colonies ; il est destiné, comme tout autre, à procurer des ressources au Trésor et doit remplir les mêmes conditions de justice et de facilité de perception, tout en présentant aux yeux des indigènes une utilité manifeste.

Les services que cet impôt sera appelé à rendre aux sociétés concessionnaires variera suivant qu'il sera perçu en nature ou en numéraire. Perçu en nature, il est, pour les indigènes, un stimulant au travail moins actif que s'il l'est en numéraire, car ceux-ci sont tentés de ne travailler que juste ce qu'il

faut pour s'acquitter. Ils délivrent à l'administration, en quantité voulue, les produits qu'ils ont recueillis : pointes d'ivoire, boules de caoutchouc, et l'administration rétrocède ces produits aux compagnies concessionnaires à des prix fixés par une mercuriale (1). De cette manière, les compagnies profitent non du travail indigène en lui-même, mais du fruit *limité* de ce travail. Souvent même cette opération, au lieu de donner à l'indigène le goût d'un labeur suivi, ne sert qu'à favoriser ses goûts de pillage et de rapine, pour se procurer sans travail ce qui lui est réclamé.

Il en est tout autrement si l'impôt est perçu en numéraire. Pour s'acquitter, l'indigène est obligé de *louer son travail* afin d'acquérir l'argent qui lui est réclamé et il y a grande chance qu'il ne limite pas là son effort s'il est sollicité par des besoins ou des désirs que l'argent gagné lui permettra de satisfaire.

L'intérêt bien compris des concessionnaires doit donc les porter à répandre le plus possible ce numéraire et à ne pas se laisser aller à payer les services de l'indigène en marchandises, afin de réaliser sur le moment un marché avantageux.

La quotité de l'impôt indigène établi au Congo le 11 février 1902 par arrêté de M. Grodet, alors commissaire général, est actuellement de 3 francs par an et par case habitée. Malgré cette faible quotité, l'impôt n'est pas accepté par tous les indigènes et beaucoup d'entre eux réussissent à s'y soustraire. La

1. Cette rétrocession a été rendue obligatoire par le décret du 11 février 1902.

cause en est qu'elle n'a pas pour eux d'utilité qui les touche personnellement. Les progrès de la civilisation leur feront sans doute comprendre un jour le rôle et l'utilité générale de l'impôt ; celui-ci deviendra plus productif, à mesure que l'action de l'autorité s'étendra sur les régions où elle n'exerce pas encore son influence.

De fait, sans recours à la violence, le recouvrement est passé en cinq ans de 90.000 francs (en 1902) à plus de 1 million, puisqu'on prévoit en 1907, un chiffre de perception, approchant de 1.200.000 francs. Cet impôt représente déjà une certaine somme de labeur indigène dont profitent les sociétés concessionnaires. C'est un progrès marqué mais qui n'est pas encore suffisant pour que celles-ci puissent espérer que la main-d'œuvre indigène libre ou simplement réglementée suffira par elle-même pour leurs besoins d'exploitation de plus en plus large.

Les prestations, accessoire de l'impôt, sont destinées à assurer la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux publics. Nous avons vu qu'elles sont inégalement réparties sur les populations et il est à désirer, pour cette cause, qu'on les remplace par l'impôt. Elle sont d'ailleurs très impatiemment supportées par les indigènes, surtout le portage, mais cette prestation ne peut être remplacée et ne pourra être supprimée que par l'établissement de voies de communication.

L'application des contrats de travail réglementés nous offre-t-elle une autre solution de la main-d'œuvre au Congo ? C'est à ce propos qu'il nous apparaît le plus nécessaire de tenir compte des différences

existant entre les régions de la colonie et entre les genres d'exploitation. Nous pensons que là où l'impôt peut être efficace, c'est-à-dire dans les régions encore sauvages et sur les grandes concessions, on s'exposerait à un échec par l'usage des contrats réglementés.

Reportons-nous, en effet, aux conditions nécessaires pour la formation et l'exécution de ces contrats. Il faut, en premier lieu, le consentement libre et conscient de l'indigène. S'il est, ainsi que nous le supposons, sauvage, réfractaire au travail, hostile à notre influence, consentira-t-il à souscrire un engagement comme travailleur et, s'il y consent, sera-ce en connaissance de cause ?

D'autres conditions concernent plus spécialement l'exécution du contrat et les sanctions prévues, en cas de non-observation des règles posées. Au Congo, aucune de ces conditions ne pourra être réalisée. L'indigène s'affranchira vite de toute règle qu'il trouvera gênante. Voudra-t-on l'y contraindre ? Il s'enfuira. Si, l'ayant repris, on le met en prison, cette sanction pénale sera sur lui sans effet ; si on l'oblige au travail, il opposera la force d'inertie.

Et comment assurer l'exécution des contrats sur les vastes étendues exploitées par les grandes concessions ?

Dans la profondeur des forêts où il chasse l'éléphant et récolte le caoutchouc, l'indigène est son maître absolu. La factorerie où il apporte, quand il lui plaît, ses produits est loin de son village et aussi, sans doute, le centre administratif où se trouve un poste dont il peut redouter l'intervention. Dans

ces conditions, la formation et surtout l'exécution des contrats sont impraticables dans la plus grande partie du Congo. Cet état de choses durera aussi longtemps que nous n'aurons pas fait pénétrer chez les peuplades sauvages, avec le respect de notre autorité, celui des engagements sciemment contractés.

La situation est différente pour les petites concessions (1.000 hectares au plus) exploitant les produits riches et pour les peuplades soumises, sédentaires et plus civilisées des régions de Libreville, de Loango, de Brazzaville et de certaines régions du Chari. Pour elles, il sera possible de faire usage des contrats réglementés et passés pour un assez long terme, soit directement avec l'indigène, soit avec son chef comme intermédiaire. Travaillant près de son village le noir sera facilement surveillé et restera sous le coup des sanctions pénales et coercitives.

Ces conditions réunies, le décret du 11 mai 1903 qui réglemente les contrats de travail au Congo pourra être appliqué non seulement aux travailleurs des exploitations agricoles mais aussi aux travailleurs des entreprises industrielles, des travaux publics ou d'utilité publique, des factoreries, de la navigation. Son champ d'action est donc assez étendu dans le présent ; il le sera davantage dans l'avenir.

Ce décret de 1903, s'inspirant de la pratique étrangère, confère à l'autorité administrative un pouvoir assez large pour la rédaction et l'exécution des contrats. Celle-ci préside au recrutement des travailleurs, eu égard aux demandes et aux besoins, ainsi qu'à la passation des contrats, veille à ce qu'aucune clause illégale ou injuste n'y soit insérée, s'assure que les

engagés en comprennent bien la portée. La durée maxima des contrats de travail est fixée à deux ans ; au delà de ce terme, le travailleur ne peut être retenu contre son gré. On doit établir pour chaque travailleur un livret rapportant les diverses clauses des contrats, afin qu'aucune équivoque ne puisse se produire, par la suite, au sujet de leur validité. Pour l'exécution du contrat, le rôle de l'administration est encore très important. Elle peut, à l'égard des infractions commises par les engagistes, prononcer contre eux la privation du droit de faire travailler les indigènes. S'il s'agit de violations commises par ces derniers, l'administration intervient lorsqu'une réclamation lui est adressée. Cette réclamation est jugée sans frais. En cas de condamnation pécuniaire, l'exécution en est, au besoin, sanctionnée par un emprisonnement n'excédant pas un mois. L'administrateur doit adresser tous les mois un rapport et signaler au gouvernement toutes les difficultés soulevées par l'application du décret.

A diverses reprises, des avis et des circulaires ont rappelé ces règles. En 1904, un avis inséré au *Journal officiel* de la colonie s'exprimait ainsi :

« Les rapports des administrateurs des régions signalent que des travailleurs recrutés par l'administration pour le compte des sociétés concessionnaires sont retenus au delà du terme fixé par le contrat. D'autre part, les décès qui surviennent parmi les engagés ne sont pas portés à la connaissance de l'autorité. Il importe de mettre fin à de semblables abus. En conséquence, MM. les commerçants sont invités à se conformer strictement aux termes mêmes

du contrat conclu avec leurs employés indigènes. Ce n'est qu'à ce prix que l'administration pourra continuer, comme par le passé, à fournir des travailleurs à ceux qui lui en feront la demande. »

Une circulaire adressée aux administrateurs le 5 août 1905 disait aussi : « Vous ne devez pas oublier que vous êtes le trait d'union du contrat conclu entre l'engagé et l'engagiste. Si, d'une part, vous devez favoriser les opérations de celui-ci, votre rôle est également de ne pas léser les droits de celui-là. Vous avez non seulement le droit, mais aussi le devoir d'inspecter les chantiers, ateliers et plantations et de recevoir les réclamations des parties (1). »

On peut adresser quelques critiques à ce décret : par exemple, il est regrettable que, voulant protéger les entrepreneurs et les travailleurs les uns contre les autres, il ne le fasse pas d'une manière plus efficace. Il aurait fallu qu'à l'égard des premiers la privation du droit de faire travailler fût complétée par une sanction pénale ou par une amende, et qu'à l'égard des seconds, la peine de l'emprisonnement, qui doit rester sans effet sur l'indigène, le fût par une sanction coercitive.

Le travail forcé qui est injuste et odieux, lorsqu'il est appliqué arbitrairement et sans mesure, se justifie au contraire et produit de bons résultats quand il apparaît comme la répression de fautes qu'en raison de leur gravité et de leurs conséquences on peut assimiler à des délits.

1. *Journal officiel de la colonie*, année 1905, p. 233.

Aussi, certains ont pensé qu'il eût mieux valu, en soumettant les entrepreneurs à une 'surveillance et à un contrôle sévères, leur permettre de sanctionner eux-mêmes les contrats de travail, à la condition de proportionner les peines à la gravité des infractions. De la sorte, on aurait laissé la coutume établir des mesures que l'on aurait pu ensuite codifier si elles avaient répondu au but visé, c'est à-dire l'exécution régulière des contrats par les travailleurs.

Malgré ces défauts, le décret de 1903 comble une grave lacune car au Congo, plus qu'ailleurs, se faisait sentir le besoin d'une réglementation du travail, pour procurer aux entreprises et aux petites exploitations la main-d'œuvre nécessaire.

Quant aux grandes exploitations faites par les sociétés concessionnaires, l'impôt, s'il n'est pas possible de recourir à la main-d'œuvre libre, reste pour le moment le moyen le plus simple et en même temps le plus sûr de la leur fournir.

Il y a en outre, au Congo, quelques terres appartenant aux indigènes. Comment pourra être assurée leur exploitation ? Ce sera comme pour nos colonies de l'Afrique occidentale par le développement de l'enseignement professionnel et par celui des voies de communication.

Ayant étudié dans les chapitres précédents le côté théorique de la question de propriété indigène, nous ne nous arrêterons ici qu'au côté pratique. Demandons-nous donc ce qu'on a fait au Congo, pour cette propriété, quelles sanctions la garantissent, comment elle peut s'étendre, quels encoura-

gements ont été donnés à l'initiative et à l'activité de l'indigène.

Demandons-nous d'abord si en partageant les terres du Congo, on a tenu suffisamment compte des droits des indigènes.

Rapportons à ce sujet l'article 10 du décret de concession : « La société concessionnaire ne pourra exercer les droits de jouissance et d'exploitation qui lui sont accordés qu'en dehors des villages occupés par des indigènes et des terrains de culture, de pâturages ou forestiers qui leur seront réservés. Le périmètre de ces terrains, s'il s'agit d'indigènes à habitat fixe, ou les périmètres successifs à occuper ou réserver, s'il s'agit d'indigènes à habitat variable, seront fixés par des arrêtés du gouverneur de la colonie qui déterminera également les terrains sur lesquels les indigènes conserveront les droits de chasse et de pêche. Les terrains et droits ainsi réservés ne pourront être cédés par les indigènes, soit au concessionnaire, soit à des tiers, qu'avec l'autorisation du gouverneur de la colonie. »

Cet article consacre le droit de propriété de l'indigène sur les terrains où il se livre aux cultures qui assurent sa subsistance et, en outre, sur quelques terrains où il pourra chasser et pêcher. C'est bien le sens qui ressort du décret que des instructions ministérielles sont venues quelque temps après préciser : elles s'exprimaient ainsi : « Les indigènes *ont droit aux superficies* qui sont *nécessaires pour les cultures vivrières* correspondantes aux besoins de leur alimentation. *Il est possible* de leur attribuer, en outre, des terres propres *aux*

cultures riches qu'ils voudraient poursuivre eux-mêmes pour en tirer profit et une certaine étendue de forêt nécessaire à *leurs besoins* de chauffage et de construction ; mais ils n'ont pas droit à réclamer des forêts domaniales dans le but de faire commerce de leurs produits naturels et de constituer ainsi une *concurrence* ruineuse pour le concessionnaire. »

L'indigène n'a donc droit qu'aux terres nécessaires à ses besoins actuels. Tout le reste appartient au concessionnaire qui a même la faculté de faire procéder immédiatement à la détermination des périmètres indigènes et d'établir solidement son droit sur les autres parties qui lui sont, de ce fait, reconnues.

Mais le paragraphe 2 de l'article 10 dispose que « dans le cas où, au cours de la durée de la concession, des modifications de ces divers périmètres seraient reconnues nécessaires par le gouverneur, en raison, soit d'un intérêt *collectif* des indigènes, soit d'un intérêt public de la colonie, il pourra être procédé à ces modifications, sous réserve, naturellement, d'une indemnité accordée au concessionnaire, dans le cas où les terrains visés étaient déjà exploités par lui. »

Voilà certainement une disposition qui arme le gouverneur du droit d'étendre dans l'avenir la propriété indigène au fur et à mesure des nécessités et des besoins ; mais, en fait, la faculté donnée ainsi à l'administrateur de reprendre aux concessionnaires certaines parties de leurs terres sera-t-elle exercée ? Les concessionnaires n'essaieront-ils pas d'y mettre obstacle et l'administration ne reculera-t-elle pas

devant l'obligation du versement d'une lourde indemnité ?

On peut arguer de ce qui se passera alors par l'exemple de ce qui s'est passé déjà, lorsqu'il s'est agi de fixer les périmètres des terrains indigènes. En exécution de l'article 10 du décret, le commissaire général avait décidé que les périmètres de ces terrains s'étendraient sur la dixième partie des territoires concédés et que les indigènes auraient droit à 6/100 de la production totale de chaque concession. Les sociétés concessionnaires ont contesté la légalité de cet arrêté et l'ont déféré au Conseil d'État. Il en est résulté que les périmètres dont il s'agit, ne sont pas encore délimités.

La question de la propriété indigène est donc loin d'être résolue au Congo ; elle est de nature à susciter bien des difficultés, tant que les droits du propriétaire indigène se heurteront à ceux du concessionnaire.

Pour le moment, elle n'a qu'une importance restreinte, en raison de l'état arriéré de populations à peu près exemptes de besoins ; mais elle prendra plus d'acuité lorsque l'indigène, désirant étendre son commerce, s'en trouvera empêché par le quasi-monopole des compagnies concessionnaires.

Il serait mauvais, croyons-nous, que la propriété de l'indigène ne pût s'étendre de façon à stimuler son initiative. Il faut donc reconnaître loyalement son droit de propriété présent et à venir sur une assez grande étendue de terres, le mettre en mesure de tirer de ces terres un parti avantageux, lui laisser la faculté d'en vendre les produits à sa guise — fût-

ce même le caoutchouc et l'ivoire — afin qu'il apporte son concours à l'œuvre commune d'exploitation.

De son côté, la société concessionnaire, loin de s'opposer à l'action privée du noir doit la guider et la seconder chaque fois que l'occasion s'en présente. Ce qui importe surtout, c'est de lui donner le goût du travail. On ne songera que plus tard à l'instruire dans les meilleures méthodes de culture.

Le Congo étant encore à l'âge de la cueillette, l'enseignement agricole, nécessaire dans les autres colonies, serait ici superflu.

Avant tout, dotons le Congo de voies de communication ; elles serviront aux colons pour écouler leurs produits, elles libéreront l'indigène du portage.

Dans ces derniers temps, c'est à l'abolition de cette détestable corvée que se sont appliqués nos efforts. Nous avons signalé l'essai infructueux de recrutement d'un corps de porteurs professionnels. En bien des endroits, on a cherché à utiliser les rivières. Mais, le portage ne disparaîtra, nous ne pouvons trop le répéter, que jusqu'à ce qu'un réseau complet de routes et de chemins de fer ait été établi.

Rien n'a encore été fait en ce sens, faute de ressources. Cette situation va changer. L'emprunt de 75 millions, actuellement en discussion devant le Parlement, permettra d'entreprendre la construction d'un chemin de fer dont le trajet est déjà étudié et qui joindra Libreville au fleuve Congo par la vallée de l'Ogôoué.

En somme, notre colonie du Congo est en voie de prospérité. Son commerce, qui n'a jamais cessé de s'accroître, a passé dans les trois dernières années

(1903-1905) de 17 millions à plus de 24 millions. C'est l'heureux résultat du régime inauguré en 1899 à l'occasion des grandes concessions, régime basé sur le travail indigène stimulé par l'impôt. Ce travail sera plus que jamais nécessaire pour l'exécution des grands travaux publics projetés, sans le recours à la main-d'œuvre étrangère.

Seul, il doit assurer l'avenir de la colonie maintenant qu'elle ne manque ni de capitaux, ni de colons. S'il a servi peu jusqu'ici, on doit en attendre beaucoup désormais.

CONCLUSION

Que de questions importantes suscite en Afrique le problème de la main-d'œuvre noire ! Combien nombreuses et diverses sont les solutions proposées pour les résoudre !

S'il est arrivé que certains pays ont, dans ces questions, sacrifié les droits du noir, la France, au contraire, fidèle à ses traditions, n'a voulu suivre envers ses sujets indigènes qu'une politique de justice et d'humanité. C'est en se les associant qu'elle s'efforce de les mettre dans les meilleures conditions de progrès.

Mais cette politique ne doit pas être faite seulement de bienveillance ; elle exige, en certains cas, la fermeté nécessaire pour hâter l'évolution des races indigènes et pour protéger les colons.

Si quelques hésitations se sont produites, au début, dans l'application, elles ont pris fin quand l'étude du caractère des races et l'exemple des autres nations nous ont montré que, dans l'*association*, nous ne pouvions toujours donner sans recevoir.

Ou a donc sagement agi, au Congo, en soumettant

les populations à l'impôt, en réglementant et en sanctionnant les contrats de travail pour rendre le noir plus fidèle aux obligations qu'il contracte.

On doit regretter cependant que notre action ne puisse, encore s'affirmer, selon ces principes, dans les régions de l'Afrique occidentale où se rencontrent encore des races arriérées, peu accessibles aux suggestions de l'intérêt et à l'influence de l'exemple. Dans d'autres, notre politique peut, sans inconvénients, se contenter d'intervenir indirectement sur l'indigène par l'intermédiaire de ses chefs. Il est enfin des colonies, comme le Sénégal, où nous pouvons, sans danger, lui accorder une liberté complète pour régler lui-même ses contrats de travail.

Partout où l'indigène est propriétaire du sol, notre rôle consistera à l'en faire jouir en paix, à lui enseigner les meilleures méthodes pour le cultiver fructueusement et à lui fournir des débouchés pour ses produits.

De cette façon, nous atteindrons le but essentiel que nous devons viser en Afrique occidentale et au Congo : accroître la puissance de production et de consommation de l'indigène et contribuer ainsi à son enrichissement, comme à celui de la Métropole.

En somme, dans ces colonies, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

En passant en revue les races noires dont la plupart sont douées d'aptitudes pour le commerce et pour l'agriculture, nous avons acquis la conviction que nous pouvions disposer de travailleurs en nombre, sinon abondant, du moins suffisant aux besoins actuels. Et ces ressources ne peuvent que se multi-

plier par l'accroissement des populations laborieuses auxquelles viendront s'ajouter celles, encore inactives, que notre influence fait progresser chaque jour dans les voies de la civilisation.

Vu : le Président de la thèse

LESEUR

Vu : le Doyen :

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Institut colonial international. — Main-d'œuvre aux colonies. Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux colonies. — Session de La Haye tenue en 1895.—Session de Berlin tenue en 1897 (communication du major Tlys sur la main-d'œuvre au Congo). — Session de Bruxelles tenue en 1899.—Session de Paris tenue en 1900 (éducation professionnelle des indigènes chemins de fer, régime foncier).
- Congrès international de sociologie coloniale. — Tenu en 1900 au triple point de vue de la condition sociale, matérielle et morale des indigènes. (Rapport de M. Nouet sur la corvée).
- Congrès colonial de 1903. — Peuplement. Emigration. Main-d'œuvre (Rapport de M. Ch. Dépincé sur la main-d'œuvre).
- PAUL LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes, 1902, 2 vol. (spécialement tome II).
- JOSEPH CHAILLEY. — Dix années de politique coloniale, 1902.
- HENRI LORIN. — L'Afrique à l'entrée du xx^e siècle, 1901.
- LOUIS VIGNON. — L'exploitation de notre empire colonial, 1900.

- JEAN DARCY. — La conquête de l'Afrique, 1900.
- DISLÈRE. — Traité de législation coloniale, 1897, 2 vol.
- A. GIRAULT. — Principes de colonisation et législation coloniale, 1906.
- CAMILLE GUY. — La mise en valeur de notre domaine colonial (régime foncier, agriculture), 1900.
- LE CHATELIER. — Questions d'économie coloniale, 1902.
- E. FALLOT. — L'avenir colonial de la France, 1900.
- BILLIARD. — Politique et organisation coloniales, 1899.
- E. PETIT. — Les colonies françaises, 1902.
- P. GAFFAREL. — Les colonies françaises, 1899.
- E. RECLUS. — Géographie universelle.
- DE FRÉVILLE. — Les sociétés africaines, 1894.
- J. CHAILLEY. — L'âge de l'agriculture, 1896.
- R. PINON. — La protection des travailleurs indigènes aux colonies (Rapport présenté en 1903 à l'association nationale française pour la protection légale des travailleurs).
- IMBART DE LA TOUR. — Régime de la propriété dans les colonies françaises, 1900.
- DORVAULT. — La main-d'œuvre aux colonies françaises, 1900.
- LECOMTE. — La production agricole et forestière dans les colonies françaises, 1900.
- CHARLES ROUX. — Notices publiées à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900.
- H. FROIDEVAUX. — L'œuvre scolaire de la France aux colonies, 1900.
- ASPE FLEURIMONT. — L'organisation économique de l'Afrique occidentale française. Liberté, réglementation.
- EDMUND MOREL. — Problèmes de l'Ouest africain traduit de l'anglais par A. Duchêne, chef du bureau de l'Afrique au ministère des Colonies. *Revue coloniale* (spécialement chap. XIX: La main-d'œuvre).

- A. BERNARD. — La main-d'œuvre aux colonies. Questions diplomatiques et coloniales. Tome X.
- BONET-MOURY. — La France et le mouvement anti-esclavagiste. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1900.
- CH. DREWER. — La France dans l'Afrique occidentale (*Belg. colon.* 18 mai, 1^{er} et 8 juin 1902).
- L. HENRIQUE. — Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889.
- MILHE POUTINGON. — Jardins botaniques et jardins d'essai.
- G. FRANÇOIS. — L'Afrique occidentale française, 1907.
- Rapports sur le budget du ministère des Colonies au Sénat. Années 1904-1905-1906-1907.
- Rapports sur le budget du ministère des Colonies à la Chambre. Années 1905-1906-1907.
- Sur la suppression de la traite en Afrique. *Journal*, n° du 14 décembre 1905.
- Sur le Congrès colonial national de Marseille: *Dépêche coloniale*, 11 septembre 1906.
- Sur la question cotonnière coloniale: *Dépêche coloniale*, 8 novembre 1906.
- Publications de l'Exposition coloniale de Marseille. — L'enseignement aux colonies. Les chemins de fer, 1906.

Sénégal-Soudan

- Notice sur le Sénégal-Soudan. Exposition universelle de 1900, rédigée par les soins du comité local d'organisation.
- Notice sur le Sénégal-Soudan. Rédigé par les soins du service local de la colonie, 1900.
- Notice sur le Sénégal. — Exposition coloniale de Marseille, rédigée par Marcel Ollivier, 1907.

LAGRILLÈRE-BEAUCLÈRE. — Mission au Sénégal et au Soudan, 1898.

BÉRENGER-FÉRAUD. — Voyage au Sénégal.

Guinée

Notice sur la Guinée. Exposition universelle de 1900, rédigée par Famechon.

Notice sur la Guinée. — Exposition coloniale de Marseille, rédigée par Fernand Rouget, 1906.

ASPE FLEURIMONT. — La Guinée française, 1900.

Côte-d'Ivoire

Notice sur la Côte-d'Ivoire. Exposition universelle de 1900, rédigée par Pierre Mille, commissaire de la colonie.

Notice sur la Côte-d'Ivoire. — Exposition coloniale de Marseille, 1906.

BRUNEAU DE LABORIE. — La question de la main-d'œuvre à la Côte-d'Ivoire, 1902.

VILLAMUR ET RICHAUD. — Notre colonie de la Côte-d'Ivoire, 1900.

Moniteur des colonies. — La Côte-d'Ivoire, 1903.

Dahomey.

Notice sur le Dahomey. — Exposition universelle de 1900, rédigée par Fonssagrives.

Notice sur le Dahomey. — Exposition coloniale de Marseille, 1906.

LE HÉRISSE. — Voyage au Dahomey et à la Côte d'Ivoire, 1903.

- MÉDARD-BÉRAUD ET BRUNET. — Colonies et pays de protectorat. Section du Dahomey, 1900.
- G. FRANÇOIS. — Notre colonie du Dahomey, 1906.
- P. MASSON. — La main-d'œuvre indigène au Dahomey. *Dépêche coloniale*, 18 juin 1902.
- Commandant Guyon. — De la côte au Niger. Rapport sur le chemin de fer du Dahomey. *Revue coloniale*, juillet-août 1902.

Congo.

- Notice sur le Congo. — Exposition universelle de 1900, rédigée sous la direction de M. Guillemot commissaire-adjoint du Congo.
- FERNAND ROUGET. — L'expansion de la France au Congo, 1906.
- MÉDARD-BÉRAUD. — La main-d'œuvre au Congo français, 1899.
- COLRAT DE MONTROZIER. — Deux ans chez les anthropophages et les sultans du centre africain, 1902.
- Lieutenant LEMAIRE. — Au Congo. Comment les noirs travaillent, 1895.
- E. LENOIR. — Les populations du Congo et la main-d'œuvre. *Dépêche coloniale*, 26 avril 1902.
- PAUL BOURDARIE. — La main-d'œuvre au Congo français, *Quinzaine coloniale*, 25 avril 1904.
- Une direction de la colonisation au Congo français, *Dépêche coloniale*, 1^{er} août 1902.
 - Au Congo français, *Dépêche coloniale*, 5 septembre 1902.
 - L'éléphant d'Afrique. Mesures internationales de protection. Extrait du compte rendu du Congrès international de Bruxelles, 1898.
 - Les fermes d'essais aux colonies. A travers le

monde, janvier 1899 (*Supplément du Tour du monde*).

PAUL BOURDARIE. — Islamisme et fétichisme. *Dépêche coloniale*, 4 juin 1902.

PIERRE MILLE. — Au Congo belge, 1899.

MASSON. — Congo français. Congo belge. *Dépêche coloniale*, 22-23 juin 1902.

CATTIER. — Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo, 1906.

Lettre de M. de Brazza à M. Paul Bourde sur la politique indigène au Congo *Temps*, 27 septembre 1905.

Sur les réformes au Congo français par un intéressé dans les affaires du Congo, *Journal des Débats*, 2 mai 1901.

Sur les réformes au Congo belge, *Dépêche coloniale*, numéros des 12, 13 et 14 juin 1906.

Sur la mission Brazza: *Journal*, numéros d'août et septembre 1905.

Le Congo français. Trois points spéciaux concernant l'organisation de la colonie. *Questions diplomatiques et coloniales*. Tome XIX, 1^{er} juin 1905.

Annuaire officiel de la colonie du Congo pour 1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Caractères généraux du problème de la main-d'œuvre noire dans les colonies françaises de l'Afrique occi- dentale et du Congo.

I. — La pénurie de la main-d'œuvre.	5
II. — Les partisans et les adversaires du travail libre.	14
III. — L'esclavage	26
IV. — La contrainte initiale	32
V. — § 1. — L'impôt	42
§ 2. — Les prestations en nature	58
VI. — § 1. — Les contrats de travail réglementés	73
§ 2. — Les contrats de travail libres	103
VII. — Le travail libre ; rôle de l'administration	116
VIII. — La main-d'œuvre importée.	145

DEUXIÈME PARTIE

Régime spécial de la main-d'œuvre dans chacune des colonies françaises.

I. — Sénégal, Haut-Sénégal et Niger, Mauritanie	167
II. — Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey	197
III. — Congo.	226
CONCLUSION	256
BIBLIOGRAPHIE	259
TABLE DES MATIÈRES.	265



